

## Les femmes défendent la paix

Du 22 au 24 novembre derniers s'est tenue à Genève une conférence internationale pour la paix (organisée par le Mouvement international des femmes de Suzanne Mubarak et le Département fédéral des affaires étrangères) où la situation des femmes en temps de guerre a été évoquée. Son but était d'identifier les raisons du succès ou de l'échec des actions de promotion de la paix et d'aboutir à des pistes concrètes en mettant en réseau ces artisanes de paix.

A une époque où les conflits tuent de plus en plus de civils, donc d'enfants et de femmes, ces dernières, en temps de guerre, sont souvent victimes de viols, voire de trafic humain, sans parler des soldates et des porteuses de bombes. La plupart des femmes doivent gérer un quotidien précaire et ce en l'absence de leur conjoint. Après la guerre, elles continuent d'être confrontées chaque jour à ses conséquences, quand elles perdent un enfant sur une mine ou qu'elles doivent reconstruire leur maison.

Autant d'expériences qui peuvent amener les femmes à désirer

la paix et à y travailler, le plus souvent loin des tables officielles de négociations. A témoin du rôle des femmes dans la construction d'un monde plus pacifique, les 12 Prix Nobel de la Paix attribués à des femmes, dont le dernier a couronné, en 2004, la ministre kenyane de l'environnement Wangari Maathai. Autre exemple, puisé parmi les intervenantes à la conférence, celui d'Ivette de Oliveira, qui a lutté pour l'indépendance du Timor Oriental et y organise désormais des congrès de femmes visant à reconstruire une société plus juste et plus égalitaire.

Ainsi, partout, à l'image de ce qui se fait en Colombie (nous y reviendrons dans un prochain numéro), des femmes se font colombes et oeuvrent pour la paix. Une paix dont elles sont des actrices indispensables car, dans ce domaine aussi, selon la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, «la société ne peut se permettre de faire l'économie des femmes».

Marie Pasquier

## Livre

Les personnages qui habitent les nouvelles du dernier livre de Michel Floquet, *La Noce à Thomas*, ne sont pas des héros, mais des gens ordinaires, cueillis à un moment très particulier de leur vie, celui d'une rencontre fondamentale, d'un changement de cap, d'un passage vers une autre vie. Avec des mots justes, sans complaisance ni pitié, l'auteur nous invite à pénétrer ces existences souvent banales et peut-être de nous arrêter plus souvent, dans nos vies de tous les jours, pour sortir de notre individualisme moderne. ■

Nicole Kunz

Michel Floquet, *La Noce à Thomas*, éd. L'Age d'Homme, Lausanne, 2004

## N'oubliez pas votre abonnement!

Vous trouverez, avec ce numéro de COTMEC-Info, le bulletin de versement pour régler votre abonnement. Nous vous rappelons que cela nous permet d'autofinancer notre publication et de l'expédier gratuitement dans les pays du Sud.

**ATTENTION: les frais de la poste ayant augmenté, nous avons été contraints de fixer dorénavant à 25 francs l'abonnement annuel.** Nous vous remercions de votre soutien essentiel!

La rédaction

## Campagne œcuménique de Carême

La Campagne 2005 aura pour thème la lutte contre la violence. Avant d'en parler plus longuement dans notre prochain bulletin, voici déjà les dates desancements:

**Lausanne:** Samedi 15 janvier, de 9 h à 15 h 30, au CPO, Rue du Beau-Rivage 2.

**Neuchâtel:** Samedi 22 janvier, de 9 h à 14 h, Paroisse de la Courde.

**Fribourg:** Mercredi 12 janvier à 19 h 30, au Centre paroissial réformé, sous le Temple.

**Sion:** Mardi 18 janvier à 19 h 30, à la paroisse de la Cathédrale.

**Genève:** Mercredi 19 janvier de 18 h à 22 h, à la paroisse St-Pie X, Carrefour du Bouchet.

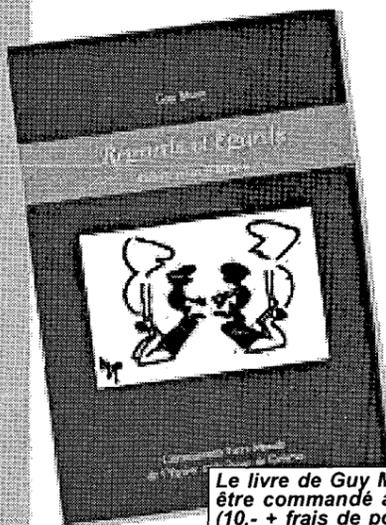
**Monthey:** Jeudi 20 janvier à 20 h, maison des jeunes.

Parmi les intervenants proposés cette année, rappelons Yasmina Sooka, ancienne membre de la Commission Vérité et Réconciliation en Afrique du Sud, sera à Genève le 24 février 2005.

Plus d'information sur le site de la Campagne: [www.vaincre-la-violence.ch](http://www.vaincre-la-violence.ch).

**En vente**

«A l'exemple de Diogène, Guy Musy scrute l'actualité et sa propre expérience de vie à la lumière de l'espérance pour rechercher l'humain. Son regard attentif et respectueux, aussi sensible à la misère humaine qu'au regard d'un enfant, s'attarde sur un détail – tour à tour image, citation ou émotion – souvent anodin, mais jamais pris au hasard. A partir de cet infimement petit comme focalisé par un télescope à l'envers, sa plume nous restitue peu à peu une sensibilité globale, reconstruite avec cet humour pointu, frais et direct propre à l'auteur des Billets Evangéliques du COTMEC-Info.»



Le livre de Guy Musy peut être commandé à la COTMEC (10.- + frais de port)

JAB  
1231 Conches  
Changeement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

## COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax: +41 22 708 00 79  
E-mail: [cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch)  
Web: [www.cath.ch/cotmec](http://www.cath.ch/cotmec)  
CCP: 12-21551-1

## COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable: Nicole Kunz  
Imprimerie: Fornara / GE

## AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC  
INFO

N'oubliez pas de renouveler votre abonnement!

**JOYEUSES FETES DE FIN D'ANNEE ET TOUS NOS VOEUX POUR 2005!**

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique

## Nous n'avons pas tous le même bon Dieu!

Depuis quelque temps et à un rythme soutenu les médias nous mettent sous le nez cette question lancinante: «Faut-il avoir peur de l'Islam?» Interpellation faite aux Européens, donc aux Suisses, qui doivent nécessairement tenir compte de ces graines exotiques semées par quelque scirocco dans leur jardin familial. Les musulmans turcs, bosniaques ou maghrébins ne prennent pas leurs vacances «chez nous». Nous les avons appelés pour construire notre bien-être; ils désirent maintenant partager notre citoyenneté. Tout en gardant leurs traditions religieuses. Inutile de nier ce fait et il est absurde de chercher à l'extirper.

Pourtant, je ne suis pas certain que des sentiments trop fusionnels puissent faciliter cette nouvelle convivialité. Bien sûr, je crois en un seul «bon Dieu», mais il y a tant de façons d'en parler et surtout de s'en emparer! Ce n'est pas l'Eternel qui fait problème, mais les hommes qui prétendent tout savoir à son sujet. J'irai même plus loin: je ne crains pas les «théologiens», mais les «politiciens» de tout bord qui exploitent la théologie (le discours sur Dieu!) pour justifier leurs guerres ou leurs crimes.

D'ici là, il faudra apprendre à vivre ensemble, à nous apprivoiser, en toute lucidité, respect et transparence. Sans ruse ni arrière-pensées. Surtout, en laissant toutes les armes au vestiaire! Ce qui n'est pas pour tous évident.

Je veux croire aussi que le climat et les acquis de la démocratie et d'une saine laïcité pourront faciliter ce rapprochement. Pour une fois, les petits pères Combes et Carteret pourraient avoir raison! A quelque chose malheur est bon! ■

Guy Musy

Edito

## Ne perdons pas de vue l'étoile de l'espérance!



★ Un bilan douloureux que cette fin d'année si l'on se laisse envahir par l'angoisse insidieusement distillée dans les nouvelles venant du Darfour, du Congo, d'Irak ou des centres d'accueil pour réfugiés – plus proche de nous et pourtant si facilement balayé d'un revers d'aide au retour par nos politiciens de droite. Dans une réalité quotidienne de carton pâte fabriquée par les affiches publicitaires, la course au profit et autres marchands de rêves en plastique, il est parfois difficile de voir briller les véritables étoiles, celles qui brûlent du feu de l'espérance. Comme jadis les rois mages, peut-être sommes-nous tout aussi aveuglés et c'est vers la lumière des paradis artificiels que nous préférons nous diriger, paralysés par ce sentiment d'impuissance, qui risque de nous mener vers la dépression collective, si nous oublions de regarder avec le cœur.

Gardons confiance et laissons-nous guider vers ces étoiles qui sont bien présentes au firmament de la solidarité et de la lutte pour la dignité humaine. L'une d'elle nous vient de l'Eglise réformée. L'été dernier, lors d'un concile qui a eu lieu à Accra au Ghana, les représentants des Eglises du Sud, majoritaires, ont pu faire entendre leur voix, entraînant les occidentaux dans cet important débat sur la mondialisation dont ils font les frais. La richesse de ces discussions a trouvé un écho majeur dans l'intéressant rapport que Théo Buss, secrétaire général de Pain pour le Prochain, a rédigé sur l'événement (voir [www.warc.ch](http://www.warc.ch)). A plusieurs reprises les intervenants ont relevé l'importance pour l'Eglise de prendre position et de s'élever contre la puissance de la mondialisation, définie comme «Empire» selon l'exégèse biblique des passages mentionnant ceux d'Assur, d'Egypte, de Babylone et de Rome. «Les Eglises qui participent à la mission mondiale peuvent faire le choix d'être à la traîne de l'Empire ou de critiquer son projet, mais elles ne peuvent demeurer neutres», a affirmé Philip Wickeri, enseignant au séminaire théologique de l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis à San Francisco. Le désir des participants de voir l'Eglise s'engager enfin concrètement dans la mouvance déjà bien entamée par les altermondialistes, se reflète dans l'énonciation de cet acte de foi à la conclusion du concile: «Nous croyons que toute économie, dans la maison de la vie qui nous a été donnée par l'alliance de Dieu en vue de protéger la vie, doit rendre compte devant Dieu. Nous croyons que l'économie existe pour être au service de la dignité et du bien-être des personnes dans la communauté humaine, dans les limites du caractère durable de la création. Nous croyons que les êtres humains ont à choisir Dieu contre Mammon et que confesser notre foi est un acte d'obéissance. C'est pourquoi nous rejetons l'accumulation sans réglementation de la richesse et la croissance sans limite qui ont déjà coûté la vie à des millions de personnes et détruit une si grande partie de la création».

Rappelons qu'en 1982, les évêques suisses avaient promulgué des recommandations pour le respect de la dignité humaine et de son environnement. L'acte de foi d'Accra invite à passer à l'action. A l'heure où les chapelles se vidèrent chez nous, espérons que toutes les Eglises chrétiennes sachent s'engager avec autant de détermination aux côtés de ceux qui se sont déjà mobilisés pour défendre la dignité humaine et apporter l'espérance. Les êtres humains ne sont-ils pas les mains de Dieu? ■

Nicole Kunz

## Argentine

### La lutte au quotidien des Mapuche

**Le mouvement de lutte pour la défense des Mapuche en Argentine, le Consejo Asesor Indígena (CAI) est soutenu à Genève par le Mouvement de la coopération internationale (MCI). De passage à Genève pour une conférence, l'avocate Laura Ramos relate les difficultés rencontrées sur le terrain par ces femmes et ces hommes, victimes impuissantes de la mondialisation.**

Le peuple Mapuche, indigène d'Argentine, a subi de la part des colons un traitement semblable à celui des Indiens d'Amérique du Nord. Extermination et expropriation des territoires opérées pendant plus d'un siècle ont repoussé les Mapuche dans le territoire aride et peu desservi en voies de communications de la province du Rio Negro. La pauvreté croissante de ce peuple – aggravée par la crise du marché de la laine qui constitue leur principale source de revenu – ainsi que le problème de l'analphabétisme et d'acculturation dont ils ont été les victimes rend difficile

toute forme de revendication. Depuis 1994, date à laquelle l'Etat argentin a reconnu légalement le statut des peuples indigènes par une réforme constitutionnelle, les Mapuche peuvent s'appuyer sur une base légale pour justifier leur lutte à la récupération de leur territoire ancestral. Aidés par le CAI, mouvement pour la défense du droit des Mapuche, ils bénéficient d'un soutien, même s'il est encore faible, dans cette lutte inégale contre les entrepreneurs immobiliers et les multinationales étrangères.

#### Combat inégal

Laura Ramos est avocate et cette cause. «*La pauvreté dans laquelle vivent les Mapuche, relate-t-elle, explique combien il est facile pour n'importe quel entrepreneur d'arriver en hélicoptère avec une valise de dollars pour racheter leur terre. Mis à part le fait que la somme qui leur est proposée leur permet tout juste de se construire une habitation précaire dans la périphérie de la ville, c'est leur identité qu'on leur vole. Car la culture Mapuche est intimement liée au territoire et aux activités qu'ils y pratiquent.*» C'est pour cette raison que le travail du CAI ne se limite pas aux pres-

sions exercées par du lobbying et l'information, ni à la défense légale contre des entrepreneurs – lorsqu'il est possible de savoir ce qu'ils trament grâce à des hasards de connaissances. Des réunions avec les Mapuche, des cours d'alphabétisation, des ateliers de prise de conscience de leur culture où il se réapproprient de leur Histoire sont également organisés de manière régulière. Lorsque les causes entreprises contre des agences immobilières aboutissent, la récupération des territoires s'accompagne du renforcement de leur identité et de leur dignité.

#### L'espoir demeure

«*Si le combat est encore loin d'être gagné, un élément positif nous reconforte beaucoup, se réjouit Laura Ramos, c'est le "réveil" des jeunes. Ceux qui ont eu la chance d'aller à l'école se rendent compte que leurs parents ont eu des terres jadis. Certains d'entre eux pourront à leur tour former des adultes et prendre la relève de cette lutte qui ne trouve pas encore suffisamment d'échos.*»

Nicole Kunz

## Luxe calme et volupté

### Petite chronique pétrolière

**La période des fêtes rimant pour beaucoup avec consommation massive, voici une petite réflexion sur le sujet.**

En date du 3 décembre dernier le cours du baril de pétrole était redescendu sur le New York Mercantile Exchange à 43 US\$. Sur ce front, la situation s'est quelque peu calmée et n'affectera pas la frénésie d'achats des fêtes de fin d'année où s'additionnent les épreuves sociales (réunions familiales, choix des cadeaux, bilans, etc.). Beaucoup à gérer en peu de temps. Le secteur commercial est lui aussi mis à l'épreuve et ce, non plus seulement sur le plan économique, car il est de plus en plus évalué selon des critères éthiques (sociaux et environnementaux).

#### Ethique?

Plusieurs organismes diffusent largement leurs classements. Le Cotmec-info/1-05/264-2

phénomène accompagne la prise de conscience du citoyen-consommateur. L'une d'elles, NiceFuture, a décidé d'évaluer les fournisseurs de carburant, prônant le réalisme. L'éthique s'accordant mal à certains domaines, on peut penser que l'on atteint là les limites du genre et que NiceFuture pêche par naïveté. Il est vrai que des connaisseurs du domaine s'accordent à dire que les entreprises pétrolières bien notées au bénéfice de leurs investissements dans le solaire notamment ne vont pas changer leur vision stratégique pour l'instant. Veulent-ils contrôler des énergies bientôt concurrentes pour permettre le «*business as usual*»? A celles et ceux qui veulent changer le système et le monde en se drapant de vertu, Jaques Brel leur chante: «*C'est trop facile quand les guerres sont finies, d'aller gueuler que c'était la dernière, ami bourgeois, vous me faites envie, vous ne voyez donc point vos cimitières, (...), laissez-les donc crier,*

*laissez-les pleurer de joie, toi qui ne fus même pas soldat.*»

#### Tous responsables

Pour faire la part des choses, la protection de l'environnement et des conditions sociales dignes sont l'affaire de tous, collectifs et individus. Un minimum d'espoir dans les capacités de transformation de l'être humain devrait nous inciter à ne pas lancer d'anathème. Il ne s'agit pas là de régler du même coup les problèmes de circulation et de pollution, mais de donner des critères, qui doivent certes être vérifiables, de choix commerciaux aux consommateurs pour qu'ils exercent ici et maintenant leur pouvoir et rendent idéalement l'économie plus philanthropique et éthique.

#### Exemplaires

Il est vrai que des entreprises qui se construisent dès le départ sur une réflexion éthique en prenant à bras le corps leur responsabi-

## Les victimes de l'apartheid font recours

Les demandes en réparations de victimes de l'apartheid ont été rejetées le 29 novembre en première instance pour «*manque de preuves*» par le juge new-yorkais en charge du dossier. Selon lui, la cour doit «*appliquer la loi et non faire respecter un idéal moral*». Le Crédit Suisse et l'UBS figurent parmi les entreprises accusées de complicité avec le régime ségrégationniste. Les avocats de Khulumani (groupe d'entraide de victimes de l'apartheid) feront appel. Ils estiment que le jugement ne tient pas compte du droit international qui décrit l'apartheid comme crime contre l'humanité. En outre, le juge n'a pas distingué la plainte de Khulumani des autres plaintes de victimes de l'apartheid (juridiquement moins solides) et les a rejetées en bloc. La Coordination suisse de la Campagne pour les réparations et l'annulation de la dette en Afrique du Sud continue à défendre le droit des victimes aux réparations et à la justice. Elle déplore l'argumentation du juge new-yorkais qui fait passer le commerce et les investissements économiques avant le respect des droits humains. Nous y reviendrons plus longuement dans un prochain COTMEC-info.■

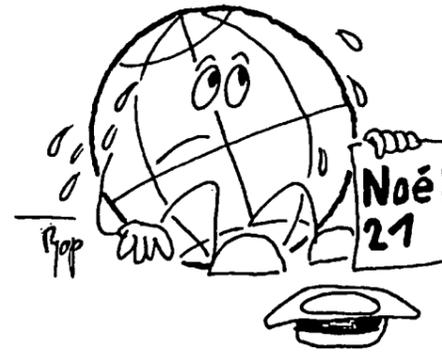
M.O./F.G. (Décl. Berne)

tés sociales et environnementales paraissent plus crédibles et sont de facto plus lisibles. C'est le cas, notamment de Max Havelaar, des Magasins du monde ou de Lego. Ce dernier sort largement premier d'un classement établi par des associations de consommateurs qui dressent un tableau des conditions de travail soi-disant indispensables pour faire «*just in time*» le bonheur des enfants et qui donne le vertige. Diversités des démarches, au goût de chacun et de chacun, largement de quoi alimenter vos penchants déjà bien chargés. Je m'associe à mes collègues de la COTMEC pour vous souhaiter de joyeuses fêtes et de sereines réflexions.■

Philippe November

Pour continuer la réflexion, voici quelques sources supplémentaires: [www.NiceFuture.com](http://www.NiceFuture.com); [Emission A bon entendeur du 30.11.04 TSR1](http://Emission A bon entendeur du 30.11.04 TSR1) et aussi [www.frc.ch](http://www.frc.ch)

# Réforme fiscale écologique



nos sociétés occidentales. Notre dépendance vis-à-vis des énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) se lit à tous les niveaux de notre mode de vie: production, déplacements, chauffages...

Difficile d'envisager sereinement des adaptations efficaces dans un contexte où il ne semble pas exister de solutions faciles et immédiates.

Les scientifiques préconisent de modifier le profil énergétique de la planète en décarbonisant et rationalisant son système énergétique. Il faut entendre par là: passer massivement aux technologies renouvelables; privilégier – en attendant – le gaz naturel par rapport au charbon et au pétrole, être plus rationnels dans sa manière de consommer, etc. Cela pourrait se résumer à: consommer moins, autrement et le faire vite!

Las, la société ne change pas par décret et les mesures volontaires de réduction de la consommation semblent atteindre leurs limites face à l'urgence climatique. Qui se souvient, quand il se rend à la pompe, de l'engagement de la Suisse de réduire de 10% ses émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2010? Qui a conscience de la part ridicule – 1% seulement! – des énergies renouvelables (solaire et éoliennes) dans la production totale d'énergie dans notre pays? Sans volonté politique et économique, pas de marché. Pas étonnant qu'en étant ainsi marginalisées, ces technologies restent chères en dépit de performances qui vont en s'améliorant. Un détour par le quartier des Ouches, à Genève, suffirait à en convaincre plus d'un: passer aux renouvelables n'entraîne en rien une perte de confort.

#### Une taxe, deux résultats

Pour lutter contre la désespérance et le déni, l'association genevoise au nom prophétique de Noé21 (Nouvelle orientation économique) s'est lancée dans la promotion d'une réforme fiscale écologique. Un concept qui a fait ses preuves en Allemagne et à Bâle<sup>3</sup>. Pour Noé21, c'est la façon la plus efficace connue jusqu'à présent pour parvenir à une réduction globale des GES. Ne vous réjouissez pas trop vite, sous cet habit langagier se cache bel et bien une taxe. Taxe écologique ou pollutaxe: voilà

des termes bien impopulaires aux yeux des politiciens comme à ceux de leurs électeurs, même dotés d'une sensibilité écologique. Quoi? Encore une taxe? Pourquoi devoir payer plus cher mon essence, mon mazout ou mon charbon?

Parce que le premier effet d'une telle hausse des prix sera d'induire, bon gré mal gré, un changement dans les habitudes de consommation des énergies fossiles. Celles dont l'utilisation en hausse constante, depuis la révolution industrielle, est une cause majeure du réchauffement planétaire. C'est le premier bénéfice attendu de la taxe: diminuer les dommages à l'environnement en dissuadant les gens de trop polluer.

Ce que les économistes théorisent sous le terme de «signal-prix» pour décrire la manière dont le prix d'une marchandise influence sa consommation et connue de la plupart sous celui de la logique du porte-monnaie. «*Quand ça coûte plus cher on gaspille moins*», pourrait-on résumer.

Deuxièmement, la taxe va générer des revenus pour l'Etat qu'il lui sera possible de réutiliser. Le bon sens voudrait qu'on alloue une partie de cet argent à la subvention des énergies renouvelables qui sont si mal loties en Suisse. Puisque, sur le long terme, il faudra compter sur un transfert massif vers ces technologies respectueuses de l'environnement, autant les aider à devenir compétitives.

De plus, la taxe écologique est conçue selon un modèle un peu particulier: elle prévoit, dans son application, une rétrocession aux contribuables. En clair, les revenus générés seront également utilisés afin d'alléger d'autres impôts comme celui sur le revenu ou encore les cotisations d'assurance-maladie. Voilà en quoi la taxe est une réforme fiscale écologique, dans la redéfinition de l'assiette fiscale par un déplacement du poids des impôts. La taxe idéale devrait avoir un effet fiscal neutre. C'est l'essence même toute taxe écologique: on ponctionne d'avantage la pollution que l'on veut décourager, tout en détachant ce que l'on veut encourager, le travail ou la santé.

#### Revers de la taxe

Alors, trop simple pour être réaliste? Pourquoi la Suisse qui dispose des moyens politiques d'appliquer une telle taxe ne l'a-t-elle pas déjà fait? Malgré un programme d'actions prometteur, tout n'est pas rose au pays de la taxe. En dehors du

problème d'acceptation par le public et les politiques, il reste celui que toute taxe risque d'être anti-sociale et de générer des inégalités de traitement entre habitants et entre pays voisins. Difficile aussi d'imaginer une réforme fiscale écologique qui ne s'accompagne pas d'une révision assez complète des autres aspects fiscaux, sociaux ou non, équitables ou non, créateurs d'emplois ou non. Selon certains économistes, les taxes visant à réduire la consommation entraînent une réduction du PIB de l'ordre de 2%. Reste que les gains, moins facilement quantifiables, sont nombreux, principalement dans le domaine de la santé publique.

#### Demain, une taxe?

Consciente que la réforme fiscale écologique souffre d'un défaut de visibilité, Noé21 s'est lancée dans un projet ambitieux de film pour présenter la taxe à des publics variés. L'association essaie de faire entendre que cette taxe est une solution viable; un moindre mal en regard de ce que nous prédisent les climatologues si on continue à prôner le laisser-faire. Les experts sont unanimes: plus on attendra à mettre en place des mesures préventives de réduction des émissions des GES, plus ces dernières seront coûteuses. Notre environnement, physique comme chimique, a une valeur et ce dernier a un prix que nous semblons vouloir occulter. L'année prochaine la Suisse examinera quatre projets de loi visant à taxer le CO<sub>2</sub>. Ces mesures politiques et librement consenties se sont avérées insuffisantes pour influencer la réduction, pourtant modeste, des émissions de CO<sub>2</sub>. Celles-ci continuent d'augmenter. Reste à espérer que nos politiciens prendront d'ici-là la pleine mesure du défi que l'humanité dans son ensemble doit relever: enrayer durablement le réchauffement planétaire pour maîtriser le risque climatique.■

Martyna Olivet

1 Les principaux gaz à effet de serre sont le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et le méthane. Le CO<sub>2</sub> est produit par la combustion du charbon, du pétrole, du gaz et du bois, le méthane par les rizières et les ruminants.

2 Le GIEC, fondé en 1988, est composé des plus de 1000 chercheurs internationaux. Il est le premier à avoir fait le lien entre l'augmentation des gaz à effet de serre du fait de l'activité humaine et le réchauffement planétaire.

3 Pour de plus amples informations sur les résultats obtenus, voir le site de l'association [www.noé21.org](http://www.noé21.org)

## Nicaragua 2005:

### Réactualiser la grande victoire de l'alphabétisation

**«Frustration et vécu extrêmement positif», tels sont les sentiments complexes que le prêtre jésuite Fernando Cardenal exprime 25 ans après le triomphe sandiniste du 19 juillet au Nicaragua. Entretien.**

Acteur de premier plan de cette révolution qui secoua l'Amérique latine, il fut tout d'abord coordinateur de la Croisade nationale d'alphabétisation en 1980, puis ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement sandiniste (1984-1990). Son accession à ce poste lui valut d'être sanctionné par le Vatican, qui le fit expulser de l'ordre des Jésuites. Agé aujourd'hui, âgé de 70 ans et réintégré dans son ordre, Fernando Cardenal est directeur de *Fe e Alegria* (Foi et joie), mouvement d'éducation populaire.

#### Un bilan complexe...

Cette frustration par rapport à l'expérience sandiniste ne résulte pas de la défaite électorale du FSLN de février 1990, mais plus particulièrement de la corruption d'une partie des dirigeants postérieure à cette votation. Par contre, ce qui motive son espérance et son utopie actuelle, c'est le souvenir vivant de ces milliers de jeunes totalement engagés dans la transformation de la société dans laquelle nous vivions. Un engagement qui allait jusqu'à sacrifier sa vie, souligne avec émotion le prêtre en se remémorant les neuf jeunes alphabétiseurs assassinés par les bandes contre-révolutionnaires et la cinquantaine d'entre eux qui moururent dans la montagne durant la Croisade.

#### ... mais tourné vers l'avenir

«Je regarde devant moi, confirme le Père Cardenal. Et le futur proche, c'est 2005, l'année où l'on commémorera les 25 ans de la Croisade d'alphabétisation, qui reçut le prix Nadedja Krupskaja de l'UNESCO pour avoir réussi en cinq mois la prouesse de faire baisser le taux d'analphabétisme de (au moins) 50 % à 13%». De nombreuses activités sont prévues où chacun commémorera cet exploit dans son quartier, dans sa région, car «nul n'est propriétaire de cette geste collective qui appartient à nous tous». Le but, c'est que «ce soit quelque chose de grand et d'important pour le Nicaragua Cotmec-info/2-05/265-4

d'aujourd'hui», souligne Fernando Cardenal. Cette initiative a plusieurs objectifs. Le premier est fondamental: «lancer une réflexion profonde sur ce que va faire le Nicaragua en matière d'éducation, c'est-à-dire avec son futur. Nous serons un pays de pauvreté et d'émigration ou bien une nation socialement et humaine développée.» L'autre objectif «sera de moraliser la jeunesse actuelle, en imprégnant de cet esprit alphabétiseur pour qu'elle puisse affronter la profonde crise économique, sociale, écologique, politique et morale que nous vivons». Parmi les activités concrètes est prévue l'édition de 5000 exemplaires d'un livre qui recueille les anecdotes de cette geste citoyen; la fabrication de 100 000 décalcomanies («le nombre des alphabétiseurs»); un CD interactif qui constituera une encyclopédie de la Croisade. De plus, on prévoit un congrès international dont le but sera de «conceptualiser et théoriser notre pratique d' alors».

Pour mener à bien cette initiative, comme ce fut le cas 25 ans auparavant, il est nécessaire «qu'un nouvel engagement de la solidarité internationale appuie cette commémoration», souligne Cardenal. Motivé par «la certitude de l'immense force intérieure de l'être humain pour se vouer à l'amour et à la solidarité, pour construire une nouvelle société. Malgré la crise que nous vivons, je m'identifie à Paulo Freire, l'un des inspirateurs de la croisade, qui disait que la véritable espérance se fatigue parfois, mais ne meure jamais.»

#### Recréer l'espérance

«Lors d'une conférence en Espagne, mon frère Ernesto' disait que le socialisme a échoué, parce qu'il ne s'est pas réalisé, alors que le capitalisme a échoué, parce qu'il s'est réalisé», souligne Fernando Cardenal qui reconnaît que la valeur de cette réflexion n'est pas toujours prise en compte. «En ce moment, poursuit-il, trois milliards de personnes vivent en ce monde avec moins de deux dollars par jour. Nous connaissons tous beaucoup de statistiques à ce propos sur la situation du Nicaragua, de l'Amérique latine et du monde entier. Ces chiffres prouvent à l'évidence que le capitalisme a totalement échoué sur tous les continents.» Et de rappeler qu'après la chute du mur de Berlin, George Bush père affirma triomphalement: qu'il ne restait plus que nous. «Quatorze ans plus tard, poursuit le prêtre nicaraguayen, règnent sur notre planète la guerre, la faim, la dénutrition et la misère. Cela, les Soviétiques n'en sont pas coupables, puisqu'ils n'existent plus. Il ne reste que les capitalistes. C'est leur responsabilité.»

Précisément pour tout cela, malgré «la confusion et le désenchantement, plus que jamais c'est l'heure de l'utopie, des rêves. D'où la valeur emblématique qu'acquiert la commémoration de la Croisade d'alphabétisation de 1980, une utopie devenue réalité.»

**Sergio Ferrari**  
Service de presse  
E-CHANGER

**1 Ernesto Cardenal,**  
fondateur de la communauté de Solentiname et poète, fut de 1979 à 1990 ministre de la Culture dans le gouvernement sandiniste.

#### Agenda

Nous rappelons que chaque mardi à 18 h 15 au temple de la Fusterie a lieu la rencontre **Prier et résister**, en soutien des requérants d'asile déboutés qui sont jetés à la rue. Venez nombreux participer à cette action de solidarité.

\*\*\*\*\*

Du 14 au 19 février, la COTMEC organise, en collaboration avec la paroisse Saint-Paul, une semaine sur le droit à l'éducation. Le but de cette action est de récolter des livres et du matériel informatique et de l'envoyer à Kigali, au Club Rafiki, un centre culturel pour jeunes initié par Guy Musy lors de son mandat en sol rwandais. Pendant cette semaine, les séances de catéchisme seront dédiées au droit à l'éducation à l'aide de matériel pédagogique proposé par la COTMEC, tandis que la soirée du jeudi 17 février à 20 h à la salle paroissiale de Saint-Paul se tiendra une conférence donnée par un représentant de Terre des Hommes. Le samedi après-midi dès 15 h, les enfants sont invités à la salle paroissiale pour participer à diverses activités axées sur cette thématique, avant de se rassembler pour une célébration en famille à 18 h à l'église Saint-Paul.

Les paroisses genevoises intéressées à organiser une semaine semblable peuvent s'annoncer à la COTMEC.■

Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

JAB  
1200 Genève 2

## COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax : +41 22 708 00 79  
E-mail: cotmec@worldcom.ch  
Web: www.cath.ch/cotmec  
CCP: 12-21551-1

## COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an  
Rédactrice Responsable:  
Nicole Kunz  
Imprimerie: Fornara / GE

#### AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC  
INFO

MINIDOSSIER:  
Graines de paix dans  
les Grands Lacs

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

#### Billet évangélique

## Une catastrophe biblique!

On doit à Madame Calmy-Rey la primeur de cette expression lancée dans la foulée du Tsunami. Comme si la Bible était le livre record des cataclysmes. Bien sûr le déluge, bien sûr Sodome et Gomorre et autres astres du ciel qui vous tombent sur la tête! Ce que notre conseiller ne dit pas, à moins qu'elle l'ait oublié, c'est qu'un petit reste d'humains survit après chaque catastrophe. Non seulement pour faire mémoire des disparus, mais comme un surgeon d'espérance. Ces dernières semaines, au milieu des pleurs, une humanité nouvelle est venue au jour, fraternelle, universelle et solidaire. Une question demeure toutefois: pourquoi faut-il le malheur pour provoquer cette naissance? L'humanité ne pourrait-elle pas bénéficier elle aussi d'accouchements sans douleurs?

Je veux donc regarder devant et laisser le Tsunami derrière... La célébration interreligieuse de Genève vient de m'en convaincre encore. Alors que les voix chrétiennes étaient singulièrement fades et pâlottes, comme si elles avaient oublié la force du message de vie émanant du crucifié, il fallut le chant grave et prenant du Kaddish juif pour rappeler que Dieu ne peut oublier sa création et que son amour est de toujours... Soyons juste. A la fin de la cérémonie, ce fut un pasteur qui évoqua les nouvelles frontières de la solidarité. Elles ne s'arrêtent pas à Pukhet, mais elles englobent le Darfour, le Congo, la Palestine et, pourquoi pas, le quartier des Libellules à Genève!■

Guy Musy

#### Edito

## Vague de solidarité

Un mot oublié, inusité, est arrivé dans nos quotidiens, sur nos ondes et dans notre lucarne cathodique en s'imposant avec force: Tsunami. Pas besoin de consulter le dictionnaire. Sa définition pour nous sera désormais synonyme de catastrophe naturelle qui touche le monde entier. Nous nous sentons très directement affectés, puisque les nombreux touristes occidentaux qui étaient sur place au moment du raz-de-marée sont nos semblables, voire nos connaissances, nos amis, notre parenté. Nous aurions pu y être nous-mêmes.

Un autre mot oublié, inusité, a fait son retour avec force, reprenant ses lettres de noblesse: Solidarité. Un formidable élan en a donné une définition qui rime avec générosité, inventivité. Nous ne pouvons que nous réjouir de cet éveil qui permet de réunir des sommes impressionnantes venant de la tirelire de chacune et chacun.

Cependant, nous ne pouvons que nous révolter contre le fait que, en dehors des réactions événementielles et émotionnelles, les décisions politiques et économiques prises à plusieurs niveaux aillent en sens contraire de la solidarité. En voici quelques échos peu réjouissants.

♦ Quelques jours avant le séisme en Asie, lors du vote de son budget 2005, le Canton de Genève a amputé de trois millions la part destinée à la coopération (la droite voulait en enlever cinq). Il ne reste que 11 millions. Une honte!

♦ Avec la conclusion des accords bilatéraux II, la Suisse a accepté de consacrer 500 millions à des projets de soutien aux pays de l'Est, nouvellement membres de l'Union européenne. Bon nombre de nos représentant-e-s politiques seraient prêt-e-s à puiser dans l'aide au développement pour s'acquitter de cette somme et prendre ainsi l'argent destiné aux plus pauvres pour l'affecter à moins pauvre.

♦ Inlassablement, la dette continue ses ravages. La Banque mondiale, le FMI, les banques privées et les marchés financiers attendent le remboursement de plus de 300 milliards de dollars de la part des cinq pays les plus touchés par le cataclysme.

♦ Toujours aussi nombreuses sont les victimes invisibles de la pauvreté. Le nombre de victimes du 26 décembre nous a paru gigantesque. Pourtant, un nombre équivalant de personnes humaines, surtout des enfants, meurent chaque semaine de malnutrition, du sida loin des caméras de télévision.

Puisse la solidarité réveillée par le Tsunami continuer son œuvre en profondeur. Car la véritable aide passe par la justice sociale et économique, l'amélioration des conditions de vie quotidienne, l'accès à l'eau potable et à la nourriture... Et par l'éducation aussi. L'histoire de Tilly se parlant. Cette enfant londonienne en vacances à Phuket, voyant la mer se retirer, a alerté tout le monde sur la plage pour le faire évacuer, sauvant ainsi la vie de ses 110 occupants. Quinze jours avant, à l'école, elle avait fait une conférence sur le Tsunami et ses dangers.■

Roland Pasquier



## Rejet de la plainte Khulumani:

### Soutien au recours des victimes

**Le 29 novembre 2004, les demandes en réparations déposées à New York deux ans auparavant par des victimes de l'apartheid ont été rejetées par le juge Sprizzo. Cette décision concerne tant la plainte de groupe d'entraide de victimes Khulumani que celles d'autres collectifs d'avocats dont le très médiatique Ed Fagan.**

Les avocats de Khulumani, le New-Yorkais Michael Hausfeld et le Sud-Africain Charles Abrahams, ont annoncé qu'ils feraient recours contre la décision du tribunal. La COTMEC, la Déclaration de Berne (DB) et la Coordination pour l'annulation de la dette et les réparations en Afrique du Sud soutiennent ce recours, ainsi que le droit des victimes de l'apartheid aux réparations et à la justice, avec l'exigence que toute la lumière soit faite sur les relations entre le régime de l'apartheid et les entreprises multinationales. Les avocats de Khulumani ont mis en évidence trois aspects problématiques du jugement.

1. Les conventions internationales et les normes de droit international qui ont désigné l'apartheid comme crime contre l'humanité et appelé au boycott du régime ségrégationniste ne sont pas tenues en compte par le jugement. Le juge déclare que la Convention internationale sur

l'élimination et la répression du crime d'apartheid – adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 30 novembre 1973 et dans laquelle l'apartheid est défini comme crime contre l'humanité – ne peut être considérée comme contraignante en droit international. Ceci, sous prétexte que de grandes puissances telles que les Etats Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, le Canada et le Japon ne l'ont pas ratifiée! Or, la notion de l'apartheid comme crime contre l'humanité est depuis longtemps ancrée dans le droit coutumier.

2. Le juge a rejeté en bloc toutes les demandes en réparations de victimes de l'apartheid sans faire de distinction. Pourtant, la plainte de Khulumani relève du droit de victimes concrètes et clairement identifiées à obtenir réparation pour des crimes dûment répertoriés, alors que la plainte menée par l'avocat étasunien Ed Fagan est axée sur des réparations globales pour les crimes de l'apartheid en général. De plus, la plainte de Khulumani a ceci de particulier que l'argumentation de ses avocats s'articule autour de la notion de complicité pour les entreprises citées. Si leur responsabilité n'est pas directe, elle tombe sous la jurisprudence établie lors des procès de Nuremberg qui stipule que de se rendre complice de graves violations de droits humains est en soi une violation du droit international. Or le juge Sprizzo considère que cette jurisprudence ne s'applique pas dans les cas sur lesquels

il avait à se prononcer.

Le jugement du juge Sprizzo interprète de façon très restrictive la décision prise par la Cour suprême des Etats Unis le 29 juin 2004, qui confirmait le droit, pour des victimes de graves violations de droits humains, quelle que soit leur nationalité et le lieu où ces crimes ont été perpétrés, de demander des réparations devant les tribunaux étasuniens. Seule condition: que les accusés aient un lien avec les Etats-Unis (pour les entreprises, une filiale suffit). Ce droit est garanti par l'*Alien Tort Claims Act*, une loi étasunienne unique en son genre, combattue avec véhémence par les milieux économiques et par l'administration Bush, qui a déjà tenté de l'abroger et d'en réduire la portée.

Ce manque de prise en considération affiché par le juge envers des normes de droit international d'une importance capitale en matière de respect des droits humains fondamentaux est déplorable, tout autant que l'importance accordée aux intérêts économiques. La décision du juge Sprizzo en effet, contrairement à ce qu'il affirme, relève davantage de la politique que de la justice, en accordant une grande importance aux prises de position du gouvernement Bush, ainsi qu'à celles du gouvernement sud-africain. Ce dernier s'était prononcé en invoquant une atteinte à la souveraineté nationale de l'Afrique du Sud; une position d'avantage motivée par la crainte de dé-

courager les investisseurs étrangers.

Or, le juge Sprizzo déclare que «cette cour est consciente des conséquences collatérales et des possibles répercussions sur les relations internationales» que ce jugement peut avoir. En d'autres termes, il estime qu'une décision favorable aux plaignants serait interprétée comme un obstacle aux échanges commerciaux mondiaux et aux investissements.

Cette décision est hautement regrettable et préoccupante. Un recours est d'autant plus nécessaire que la décision finale concernant ces plaintes peut avoir des conséquences très importantes en matière de responsabilité des entreprises multinationales qui se sont rendues complices de soutien à des régimes criminels et de violations de droits humains. De tels comportements ne peuvent rester impunis. L'action judiciaire de Khulumani doit être soutenue, non seulement pour l'importance qu'elle revêt pour les victimes de l'apartheid, mais aussi pour le précédent juridique qu'elle peut créer.■

**Déclaration de Berne  
Coordination suisse de  
la Campagne pour  
l'annulation des dettes  
et les réparations  
en Afrique du Sud  
Cotmec**

Pour en savoir plus:  
[www.apartheid-reparations.ch](http://www.apartheid-reparations.ch)

# Grands Lacs

## Graines d'espoir pour une paix durable

**Du 13 au 22 décembre 2004, l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs<sup>1</sup> a tenu sa deuxième rencontre réunissant tous ses membres à Bujumbura, au Burundi. Après une première rencontre à Genève (cf. Cotmec-Info N° 250 et 260), dont le rayonnement est souvent associé à la paix, il s'agissait de pénétrer au cœur de la crise et se réunir là où se dessinent aujourd'hui les pistes d'une solution pacifique**



La rencontre de Bujumbura avait pour objectif de mettre sur pied un plan d'action commun pour une période de trois ans, permettant de traduire en projets de terrain cette volonté conjointe de dépasser les clivages et d'agir pour la paix. Un défi de taille pour un groupe certes soudé dans son objectif mais physiquement disséminé aux quatre coins d'une région instable, ainsi que dans le reste du monde (Sénégal, Kenya, Europe et Etats-Unis). Sans compter que ce réseau de bénévoles repose essentiellement sur l'engagement individuel, ce qui témoigne de la profondeur et de l'honnêteté de leur démarche.

### Graines de paix

Au terme de cette session, le défi a été relevé. Une stratégie d'action tout à fait inédite a été retenue: ne se définissant ni comme une ONG, ni comme un guichet financier, mais comme un espace de concertation et de mobilisation, le réseau a décidé de se doter d'une structure œuvrant à la «germination» de projets de terrain construits collectivement, un lieu d'accompagnement à l'émergence des initiatives innovantes afin de contribuer à la paix et au mieux-vivre ensemble dans la région. Une dizaine de «graines» de projets ont ainsi été amenées dans le panier commun, dans des domaines aussi variés que les échanges intercommunautaires, les droits de la personne et la promotion de médias responsables et citoyens. Stimuler la coopération régionale s'inscrit dans les buts du réseau: un atelier spécial sur la coopération interuniversitaire, organisé par l'Initiative, a offert la possibilité à une vingtaine de responsables

d'universités de la région de réfléchir au rôle positif pour la paix que pourraient jouer les institutions académiques au sein de la société des Grands Lacs.

Fonctionner en réseau permet d'avoir accès à une grande diversité de formes d'actions, en profitant notamment des compétences multiples des membres et des synergies croisées. Les lieux de dialogues ouverts (où il est possible de parler ouvertement des ethnies par exemple), incluant aussi des membres de la diaspora, sont trop rares dans une région aux identités autant meurtries que meurtrières. Mais l'initiative se veut plus qu'un espace de débats et d'interpellation, elle se veut aussi dynamique et réactive face à la dure réalité de la région. D'où l'importance que nous accordons aux «graines» sélectionnées à Bujumbura et que nous allons maintenant faire fructifier. L'initiative ouvre ainsi un nouvel horizon et tente de montrer que, même au plus fort de la crise, la région continue à pouvoir dégager un réel potentiel de paix.■

Jérôme Strobel

Pour plus d'info, vous pouvez contacter l'équipe de coordination: Jérôme Strobel, 022 708 00 78, [jerome.strobel@eip.ch](mailto:jerome.strobel@eip.ch), ou Justin Kahamaile 022 797 49 48, [kahamail@worldcom.ch](mailto:kahamail@worldcom.ch). Dans le courant de février, le site [www.initiative-de-geneve.org](http://www.initiative-de-geneve.org) sera disponible en ligne.

<sup>1</sup> Cette initiative réunit une trentaine de ressortissants de la région des Grands Lacs (Burundi, RDC, Rwanda) appartenant à la catégorie des leaders intermédiaires et animés par le même souci de promouvoir ensemble la paix dans leur région.

**En décidant de tenir notre deuxième rencontre à Bujumbura au Burundi, nous avons le secret espoir de la faire coïncider avec la tenue des deuxièmes élections présidentielles libres dans ce pays. L'idée étant de nous plonger dans l'effervescence du changement pour évaluer sur place la pertinence d'une démarche comme la nôtre. Mais bien que ces élections aient été hélas reportées, nous avons pu vivre sur le terrain les incertitudes, les craintes et aussi les espoirs accompagnant tout changement majeur.**

Loin d'être apaisée, la situation au Burundi donne par moments l'impression d'être une impasse. Pourtant, des signes évidents de changement, encourageant à l'optimisme, sont bien là. Le premier – et non des moindres – c'est l'armée. Elle n'est plus monoethnique. Elle a en effet intégré en son sein les éléments de l'ex-rébellion hutue (CNDD) qui a accepté de négocier avec la partie gouvernementale dominée par les Tutsi et ont signé ensemble les accords d'Arusha. Ce seul fait suffit à rassurer la population, surtout hutue qui réalise de ce fait que le changement est désormais et enfin possible. Du coup, la course au pouvoir s'accélère avec, en toile de fond, une recomposition du paysage politique inédite au Burundi.

### Tableau politique en mouvance

Les leaders politiques tutsi, conscients que le pouvoir a changé de main, adoptent le profil bas et attendent. De toutes les façons ils ne bénéficient plus d'aucun appui, même pas celui de leur base «naturelle». Les leaders politiques hutus quant à eux, conscients de leur prise prochaine du pouvoir, jouent des coudes et se tirent dans les jambes. D'aucuns prédisent la victoire du CNDD qui aurait même reçu le soutien implicite du Rwanda. On raconte que ce parti, en quête d'une reconnaissance nationale recrute en masse des

Tutsi, au détriment de l'UPRONA, le vieux parti jadis unique devenu le sanctuaire de vieux barons du régime, majoritairement tutsi. Au détriment également du FRODEBU (parti politique hutu créé par le feu président Ndayaye) épuisé par dix années de résistance. Celui-ci ne s'avoue pour autant pas vaincu. Il dispute âprement le pouvoir au CNDD, contribuant ainsi à retarder inutilement les échéances.

Ce qui est unanime aussi bien du côté hutu que du côté tutsi est une sorte de consensus pour ne pas laisser revenir au pouvoir le «clan de Bururi» composé majoritairement d'anciens officiers tutsi, au pouvoir depuis quatre décennies. Reste alors la question FNL (parti extrémiste hutu) qui a refusé de signer les accords d'Arusha et qui a gardé intacte sa capacité de nuisance. Il continue à opérer des attaques sporadiques sur Bujumbura. Durant notre séjour, nous avons entendu des échanges de tirs bien nourris sur les hauteurs de la ville. Vont-ils continuer à privilégier le langage de la force sachant qu'ils n'ont aucune chance de réussir? Nous avons eu l'impression qu'ici l'ONU, avec en tête l'Afrique du Sud, tente de faire aboutir un processus qui, il y a dix ans, a tourné en catastrophe au Rwanda. Puisse-t-elle tenir ses engagements et réussir, car un échec au Burundi entraînerait de nouveau l'embrassement de toute la région et ce d'autant plus qu'au Congo voisin la situation n'est guère brillante. Au Rwanda par contre, la situation semble s'améliorer d'année en année. Le pays a relevé le défi de la sécurité et nombreux signes font croire à une réelle et possible cohabitation pacifique entre les deux ethnies majoritaires. Il demeure toutefois un problème de taille: la pauvreté qui frappe surtout les milieux ruraux. Les choix économiques du pays (le libéralisme) paraissent inadéquats et ne semblent en tout cas pas à même de pouvoir juguler cette pauvreté.■

Justin Kahamaile

**Le réseau de l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs remercie de tout cœur les personnes qui ont soutenu son action.**

## Petite chronique pétrolière

### Le geste qui sauve

**Les cours du pétrole n'ont pas été ébranlés – contrairement à l'axe de la Terre – par le séisme en Asie, ni les bourses locales. Les infrastructures sont sauvées comme le rapporte la rubrique économique. Décidément l'économie n'est pas philanthrope, bien qu'elle soit une création faite par et pour l'homme...**

Dans les faits, on a parlé de tragédie de dimension biblique. Voulait-on en cela invoquer la fatalité et elle seule et clore la discussion sur le sujet? Comme en écho, un quotidien a titré: *Pourquoi tant de morts?* Était-il possible d'en éviter? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné?

tionné? Est-ce suffisant d'invoquer le manque de système d'alerte et de prévention dans cette région?

L'humilité s'impose devant la souffrance, il est vrai, même celle du scientifique, comme le dit l'un d'eux: «Je savais tout, je ne savais rien.»

C'est seulement après le drame, malheureusement, que l'on se rend compte de l'importance des infrastructures publiques fonctionnelles et durables (le risque statistique de retour d'un séisme semblable est estimé à 250 ans...), dont l'éducation et la prévention.

Preuve faite de son utilité, le scientifique réclame alors plus d'écoute et de moyens. Mais

combien de savoirs essentiels sont sacrifiés sur l'autel des rapports de force et de la rigueur budgétaire?

Cependant, la science aussi a contribué, à l'époque du «triomphe de la raison», à classer sans suite toute une culture communautaire pourtant pleine de sens. Les contes, histoires et légendes ont transmis de génération en génération un certain idéal de vie collective et surtout la mémoire d'événements ayant touché une communauté régionale. Avant même de parler d'organisation collective, on a là une ébauche d'ensemble voué à la solidarité, à l'apprentissage de réflexes de survie, du geste qui sauve. En créant également les conditions de respect et de confiance qui manquent trop souvent

aujourd'hui. Tout le contraire du monde économique ou d'une région en proie à la guérilla où le maître mot est méfiance.

Or, le manque de confiance a certainement joué un rôle important dans cette catastrophe. A l'heure actuelle, on ne peut pas se permettre une fausse alerte, ou de passer pour un fou alarmiste. Il y a trop de couches à enlever pour enfin être en état de survie, ce qui se résume à courir dans la bonne direction en sachant pourquoi. Etre prévenu, savoir et courir, cela demande somme toute peu de moyens, mais beaucoup de confiance. Sans craindre, s'abandonner à l'autre.■

Philippe November

## Campagne de Carême La Paix!

«**Quel est votre souhait le plus cher?**» A cette question, posée sous forme de micro-trottoir, on vous répondra: «**La paix dans le monde!**»

La paix, tout le monde la souhaite. Il ne suffit cependant pas de la vouloir, il faut aussi la faire. Car elle est bien plus que l'absence de guerre; elle se construit avec acharnement en œuvrant pour plus de justice sociale, pour plus de dignité humaine et pour la réconciliation.

C'est à cette construction que la Campagne œcuménique de Carême nous invite, avec son slogan: *Nous croyons. La violence n'aura pas le dernier mot.*

### Montrer la voie

Notre chemin vers Pâques sera l'occasion de prendre conscience qu'aux quatre coins du monde des chrétiennes et des chrétiens agissent courageusement, en Eglise ou dans d'autres structures, contre le racisme, l'exclusion, l'écrasement et la soumission: ©L'Eglise indonésienne est ac-

tive dans le «centre de crise» pour reconstruire la paix après les conflits des îles Moluques et du Sulawesi.

© Avec la Commission Vérité et Réconciliation présidée par l'évêque Desmond Tutu, le gouvernement d'Afrique du Sud travaille depuis dix ans à une reconstruction pacifique après l'apartheid.

© A Luanda, une démarche œcuménique est à l'origine du Comité interéclésial pour la paix en Angola et des appels au dialogue relayés par Radio Ecclesia.

### Tous appelés

Mais à l'appui de ces quelques exemples, chaque chrétienne et chaque chrétien est appelé-e à devenir «piétonne et piéton de la paix» en empruntant les pistes de la non-violence. Le matériel de la Campagne et le petit fascicule que l'Association Village de la Paix constituent un guide pratique et concret pour résoudre les conflits en stoppant l'escalade



de la violence dans les situations que nous pouvons rencontrer quotidiennement. Quelques DVD sont également à disposition pour aborder avec les enfants et les ados l'apprentissage du respect, le dépassement des préjugés et l'abolition des discriminations.

Nous croyons. Avançons sur le chemin de la paix, guidé par la Lumière du Ressuscité. La violence n'aura pas le dernier mot! ■

Roland Pasquier

Pour plus d'information et pour commander le matériel de campagne, voir les sites internet: [www.fastenopfer.ch](http://www.fastenopfer.ch) et [www.ppp.ch](http://www.ppp.ch)

## Livre

### Les oubliés de l'holocauste

**On l'oublie souvent ou on l'ignore, mais les Noirs d'Afrique ont aussi été les victimes de l'holocauste perpétré par les Nazis. Un livre du journaliste d'origine ivoirienne, Serge Bilé, nous le raconte.**

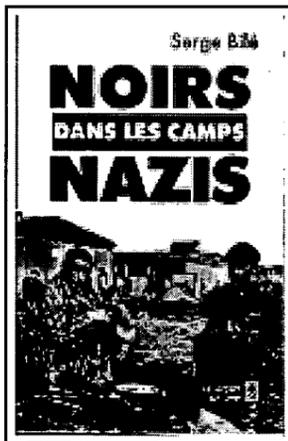
Beaucoup s'accordent à dire que les cérémonies de commémoration pour les 60 ans de la libération du camp de concentration d'Auschwitz ont été dignes, respectueuses et intelligentes. Peu de politique et de comparaisons: ce n'est ni le moment ni le lieu. Si la Shoah est unique, d'autres génocides ont été perpétrés. C'est à la collectivité que revient le devoir de mémoire, d'éducation et la prise des décisions qui éviteront à jamais de recommencer (tel ne semble pas être le cas...). Tout cela s'accompagne de la recherche objective des faits, de tous les faits. Vérité et réconciliation.

A ce propos est sorti au début de cette année un livre intitulé *Noirs dans les camps nazis*, qui dévoile un chapitre méconnu de la Seconde Guerre mondiale. Des combattants et résistants de couleur ont été déportés pour leurs

faits d'armes et, dans les camps, particulièrement maltraités parce qu'ils étaient noirs. Les lois de Nuremberg, réglant le cas des «non-aryens» et s'appliquant dès 1935 concernaient aussi les noirs. On apprend aussi que sous Bismarck, au début du XX<sup>e</sup> siècle déjà, ont été construits des camps de concentration en Namibie pour éliminer tout un peuple. La roue tourne, mais dans le mauvais sens... ■

Philippe November

*Noirs dans les camps nazis de Serge Bilé, éd. Le Serpent à plumes.*



## COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax: +41 22 708 00 79  
E-mail: [cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch)  
Web: [www.cath.ch/cotmec](http://www.cath.ch/cotmec)  
CCP: 12-21551-1

### COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an  
Rédactrice Responsable: Nicole Kunz  
Imprimerie: Fornara / GE

**AVIS AUX ABONNES**  
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.  
Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

JAB  
1200 Genève 2

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 266 - Avril 2005



COTMEC  
INFO

MINIDOSSIER  
Regard de femme  
sur Porto Alegre

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

### Billet évangélique

## Les Bourbakis

Avez-vous entendu parler des *Bourbakis*? Une armée française de 87 000 hommes en déroute et en débandade qui, le 1<sup>er</sup> février 1871, obtint l'asile sur le sol helvétique. Les frontières s'ouvrirent dans le Jura vaudois et neuchâtelois pour accueillir cette masse de malades et d'affamés qui se déversa sur l'ensemble du pays. Pas un canton qui n'hébergea ses *bourbakis*.

L'événement dut impressionner la population pour que dix ans plus tard les plus grands peintres suisses de l'époque (dont F.Hodler) créèrent à Genève lors de l'exposition nationale un immense panorama pour immortaliser à la fois l'horreur de la guerre et l'accueil des réfugiés. Cette œuvre gigantesque, déplacée depuis à Lucerne, vient d'être restaurée. Son réalisme dramatique est poignant et rappelle aux Suisses leur vocation humanitaire.

Je souhaiterais que nos députés fédéraux puissent tenir dans cet amphithéâtre leur prochaine session consacrée à avaliser et même à durcir les mesures de contraintes à l'endroit des requérants d'asile. Mesures inspirées par qui l'on sait. Le choc des images et la force des témoignages pourraient les amener à réfléchir et décider autrement. Pas si sûr! Il s'en trouverait bien un ou deux pour faire remarquer que la situation est différente. D'abord, en 1871 les réfugiés étaient français et non guinéens ou bosniaques! De plus, ils ne séjourneront que deux mois en Suisse et, surtout, la France rembourse les frais publics de leur hébergement, soit plus de 12 millions de nos francs! Finalement, une bonne opération!

C'est vrai, l'accueil des Kosovars ou des Sri-Lankais n'est pas aussi rentable. Puisque à leur endroit, conformément à l'évangile, on donne sans compter et on prête sans espoir de retour. ■

Guy Musy

Edito

## Le temps des taxes

Les taxes semblent, dans le discours de certains politiciens –Jacques Chirac en tête–, jouir d'un retour de popularité. Taxer les armes, les transports aériens et maritimes ou encore les transactions financières figurent au rang des pistes qui ont été explorées par un groupe d'experts mandatés par le chef d'Etat en personne. Ce groupe avait comme indication d'identifier de nouvelles sources de financement de l'aide au développement nécessaires pour notamment réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Dès lors, le président français ne cesse de piocher parmi l'éventail de propositions pour lancer des ballons d'essai. De New York à Genève, en passant par Davos, Chirac s'affiche en porte-parole convaincu d'une taxe internationale qui serait à même de dégager les 50 milliards de dollars par an manquants au développement pour atteindre les *Objectifs du millénaire de 2015*.

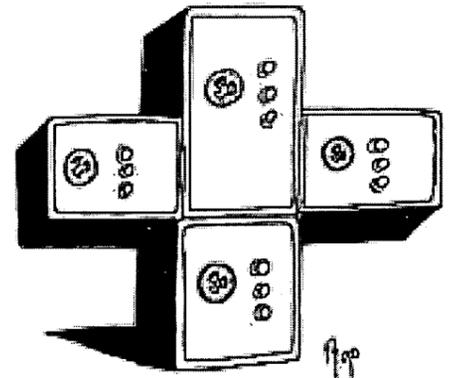
Si l'éventualité de taxer les ventes d'armes lourdes n'a pas causé trop de remous, il n'en a pas été de même avec l'évocation d'une taxe pour redresser les effets pervers du secret bancaire présentée par vidéoconférence devant le gotha politique et économique de Davos. Les réactions du milieu financier suisse ont été immédiates et attendues: le secret bancaire ne serait en rien la cause de l'évasion fiscale, bien entendu. Pour les pays qui en sont victimes, la cause est toujours à rechercher dans la corruption et l'absence de bonne gouvernance... comme si la capacité d'action des Etats, y compris dans le domaine de la lutte contre la corruption, pouvait faire l'économie de recettes fiscales suffisantes. Il aurait été plus habile de demander que la Suisse accorde le même traitement aux pays du Sud que celui qui a été négocié dans le cadre des accords bilatéraux sur la fiscalité de l'épargne avec l'UE.

Las, cette réaction n'est de loin pas le seul obstacle sur le chemin d'une taxe internationale. Si l'application d'une taxe doit être subordonnée à un consensus mondial, elle risque fort de ne jamais voir le jour. Les Etats-Unis étant depuis toujours opposés à tout accord allant dans ce sens. Alors, trop frileux pour faire cavalier seul Chirac? Une majorité à l'Assemblée devrait lui permettre de mettre en œuvre de façon régionale la taxe qu'il jugera la plus pertinente sans trop affecter la compétitivité de la France. Puisque les taux des taxes sont pensés de manière à ne pas «entraver le fonctionnement normal des marchés»... Mais est-ce bien la même personne qui souhaite voir l'UE lever l'embargo sur le commerce d'armes avec la Chine et s'affiche aux côtés de Lula pour promouvoir une taxe sur l'armement? Ou qui œuvre activement pour l'élaboration d'une Constitution européenne clairement hostile à toute entrave aux mouvements de capitaux, donc à toute taxation? Si les intentions affichées sont louables, leur auteur reste pétri de contradictions. Il serait regrettable que l'on ait une fois de plus affaire à des déclarations sans suites.

La lutte contre la faim et la pauvreté est un impératif qui mérite mieux que des effets d'annonce dont le résultat est de déclencher railleries, critiques et scepticisme. La société civile dans son ensemble a un rôle à jouer pour que les *Objectifs du millénaire* signés en l'an 2000 à l'unanimité à l'ONU ne s'ajoutent pas à la liste des rendez-vous manqués de l'humanité. ■

Martyna Olivet

Pour en savoir plus voir «Les nouvelles contributions financières internationales», présidé par JP Landau in la documentation française, 2004.



## Ces exemples qui viennent du Sud ou du bon usage de la démocratie

**En Suisse, nous sommes tellement habitués à voter que souvent nous négligeons de le faire ou bien nous le faisons, mais sans vraiment consacrer le temps nécessaire à une bonne compréhension de l'enjeu et aux conséquences qu'entraînent notre OUI ou notre NON. Un petit tour du côté des femmes congolaises constitue un bon exemple de citoyenneté...**

Une branche locale de l'Association des Mamans du Congo se fait un devoir de former ses membres à leur rôle de citoyennes, surtout dans des groupes de femmes peu ou pas scolarisées. Elles ont rédigé les Dix commandements de l'électeur et je pense que nous pourrions en prendre de la graine.

**1. Vous n'avez rien à craindre.** Rappelez-vous que votre vote est secret. Il n'y a que vous-même et Dieu qui savez comment vous votez.

**2. Attention aux loups en peaux de brebis.** Ne votez pas pour un parti sans savoir sa politique et ses objectifs.

**3. Les gens qui promettent des choses qu'ils ne peuvent jamais donner sont comme des nuages et le vent qui n'apportent pas de pluie.** Ne soyez pas détournés par eux.

**4. Votre vote est votre pouvoir:** utilisez-le pour changer positivement votre vie et votre pays.

**5. Ne votez pas pour un parti qui offre de l'argent et des aliments en échange de votre vote.** Quiconque essaye cela est corrompu.

**6. Ne vous inquiétez pas pour votre avenir.** Votez et mettez votre foi en action.

**7. Heureux sont ceux qui ont faim et soif de la justice.** Votez pour que la justice coule comme un fleuve et la paix comme une puissante inondation.

**8. Nous avons été faits pour la liberté.** Utilisez votre vote pour vous assurer que nous ne devenions pas de nouveaux esclaves.

**9. Nous sommes une nation faite de plusieurs partis politiques comme nos corps sont faits de différents membres.** Respectez et défendez les droits des autres de voter pour le parti de leur choix sans peur ni intimidation.

**10. Votre responsabilité ne s'arrête pas le jour des élections.** N'attendez pas de faveurs personnelles de la part des élus, mais surveillez leurs actions et exigez qu'ils accomplissent les promesses faites.

Simpliste, utopique ... Peut être, mais tellement pertinent, même pour les professionnels de la démocratie que nous pensons être. ■

Maryse Durrer

Source : Muzire ... Bwacire (feuille de liaison des femmes du Diocèse de Bukavu).

## Réfugiés

### Accueillir toute la misère du monde

**Une tâche impossible, mais il se trouve toujours de bonnes âmes pour dire que c'est ce qui attend la Suisse si elle ne durcit pas ses pratiques envers les étrangers «non sollicités». Vrai ou faux?**



La division de la population des Nations Unies nous donne quelques chiffres qui permettent d'avoir une meilleure vue de la question. Sachant qu'en 2000, 1 personne sur 35 était un, plutôt une migrante, que 10,4 millions étaient des réfugiés-e-s, recevons-nous vraiment la grande masse des déplacés? On observe aujourd'hui qu'un nombre croissant de personnes qui se déplacent viennent de pays relativement développés. Parallèlement le nombre de gens déplacés dans leur propre pays à cause de conflits, de guerres, de désastres naturels, d'agitation sociale et/ou de crises politiques ou économiques ne cesse de croître. La crainte du terrorisme a durci le passage des frontières conduisant à une explosion de l'immigration illégale.

Cotmec-info / 3 - 05 / 266-2

### De vraies raisons

Est-ce vraiment un poids financier insupportable pour les pays dits développés? La Banque Mondiale relève qu'en 2002 la migration a rapporté aux pays riches des sommes largement supérieures aux montants alloués officiellement par l'aide au développement. Une fois de plus, la Division de la population rappelle que ce n'est que par une meilleure répartition des richesses

entre les pays et par la résolution pacifique des conflits que ce flux pourra se réguler; elle demande aussi que l'on analyse les causes réelles de tous ces déplacements. Pourquoi n'existe-t-il pas de volonté politique de se pencher sincèrement sur la question?

### Plus de droits

Alors plutôt que d'agiter sans cesse le fardeau financier que représenteraient les migrants, ne faudrait-il pas – malgré les peurs et les questions soulevées par la présence de tant d'étrangers – oser enfin élaborer une vraie politique de la migration en assurant une véritable assistance et protection à chacun-e, qu'il/elle soit migrant-e, réfugié-e, avec ou sans statut reconnu? ■

Maryse Durrer

## Film Pastiche avec panache

### Les Yesmen ont poussé le pastiche jusqu'au bout!

L'histoire débute lorsque certaines de leurs connaissances poussent deux quidams américains à se rencontrer. Chacun de son côté, ils s'employaient à gripper avec force humour la belle mécanique du conformisme ambiant. Ils s'associent pour créer un site dont l'adresse – subtil mais essentiel détail – et l'apparence ressemble à celui de G.W. Bush alors en campagne électorale. Seule différence, ils en sont les maîtres. Le succès est phénoménal.

Lorsqu'ils créent un site clone de l'OMC, en ne changeant que le nom de domaine, l'incroyable se produit: des organisateurs de conférences internationales et même des radios se trompent d'adresse et les invitent en tant que représentants officiels de la célèbre Organisation mondiale du Commerce. Lors des quelques conférences qu'ils ont tenues devant des publics aussi divers que sérieux, ils débitent des propos qui, avec une ironie déroutante, mettent en évidence les réelles intentions de l'OMC. Derrière l'étiquette d'organisation internationale, à aucun moment les deux énergumènes n'ont été mis en doute malgré leurs accoutrements délirants et l'annonce, envoyée par les agences de presse à plus de 24 000 journalistes, que l'OMC, reconnaissant la faillite de son entreprise, a décidé de fermer ses portes et de repenser son concept...

Cette aventure s'est poursuivie par un documentaire actuellement sur les écrans. Elle peut se voir comme une parabole sur l'indiscutable et indiscuté crédit dont le monde économique bénéficie aux yeux de la société dite intellectuelle, voire dirigeante. A découvrir absolument! ■

Philippe November

Voir aussi le site [www.theyesmen.org](http://www.theyesmen.org)

## Quelques fruits du 5<sup>e</sup> forum social mondial

**Sous l'égide de la Communauté suisse de travail des œuvres d'entraide et d'E-changer, une délégation suisse a, une fois encore, été mise sur pied dans le cadre du 5<sup>e</sup> Forum social mondial (FSM), de retour, après son escale indienne, dans la ville brésilienne de Porto Alegre qui l'a vu naître.**

Les journalistes, syndicalistes, parlementaires et collaboratrices/teurs d'ONG membres, comme moi, de cette délégation ont ainsi eu la possibilité non seulement de participer au FSM mais aussi, à travers des tables rondes et des visites de projets soutenus par les œuvres d'entraide suisses, de mieux appréhender aussi bien la réalité du Brésil et de sa population de 180 millions d'habitantes que la qualité et l'impact de la coopération au développement et, notamment, du travail fourni par les volontaires que continue d'engager une ONG comme E-changer.

Il est bien évidemment impossible de rendre compte ici de toute la richesse de ce voyage, de ces rencontres, de ces témoignages et d'un FSM organisé en 11 espaces thématiques, eux-mêmes construits autour de plus de 2000 activités, qui vont de la défense des biens communs de la terre et du peuple à la construction d'un ordre démocratique international, en passant par l'économie solidaire, la lutte contre la guerre ou les droits humains, sans oublier, pour la première fois, un espace dédié à une réflexion sur la création artistique ou un autre à l'éthique et à la spiritualité. Je me contenterai donc de donner quelques coups de projecteur sur une partie des éléments que je retiens de ces 10 jours au Brésil, en toute subjectivité, dans le but de nous permettre de continuer ici réflexions et actions initiées là-bas, comme autant de fruits du FSM et de ses à-côtés.

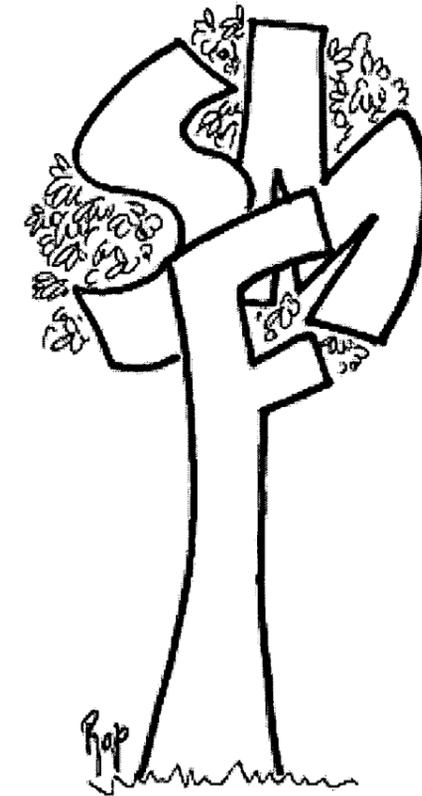
### Agriculture bio au féminin

En compagnie de Corinne Dobler, journaliste volontaire d'E-changer depuis quatre mois auprès du Mouvement des femmes paysannes (MMC), nous avons eu la possibilité de rencontrer ces femmes et de visiter leurs villages de la région de Torres, à 100 km au nord de Porto Alegre. Avec le slogan «conti-

nuer la lutte, défendre la vie», elles sont actives comme paysannes dans des projets tels que préservation des semences tra-

leur permet d'affronter, quand c'est nécessaire, les hommes de leurs familles qui envisagent de céder aux sirènes des OGM!

Dans un pays et une culture encore très imprégnés de machisme, ce n'est pas là le moindre de leurs courages! Et les mouvements sociaux, d'ici et de là-bas, seraient bien inspirés de réaliser, pas seulement en paroles mais par des actes, une intégration des femmes et de leurs compétences, à tous les niveaux de la société, pour qu'un autre monde, plus solidaire, plus égalitaire, plus respectueux de la terre et de la diversité de la vie, soit possible.



### Partages croisés

Le programme du FSM a été construit, pour la première fois dans cette ampleur, sur la participation et l'autogestion, depuis la consultation anticipée qui a permis de déterminer les thématiques principales jusqu'à la faculté laissée aux organisations de proposer leurs conférences et leurs ateliers, seules ou en s'associant à d'autres.

J'ai eu l'occasion d'assister à un exemple très concret de cet esprit de collaboration et d'autogestion et je dirais même de partage quand deux séminaires organisés parallèlement, dans des tentes voisines sur des thèmes susceptibles d'intéresser un même public – le processus de Pékin+10 en lien avec les Objectifs de développement du millénaire, d'une part, et le lancement d'une campagne pour la défense des droits des femmes qui défendent les droits humains et qui sont, de ce fait, particulièrement vulnérables – se sont finalement déroulés successivement dans le même lieu, pour permettre à l'ensemble des intervenant-e-s et de l'auditoire de bénéficier d'une traduction simultanée.

Il y a là une belle leçon de collaboration plutôt que de concurrence dont nous pourrions certainement nous inspirer dans notre travail.

### Actions concrètes

Au vu des foules qui s'y rassemblent, le FSM est le lieu idéal pour récolter des signatures ou pour lancer des actions mondiales. C'est ainsi que Porto Alegre a vu la naissance, cette année, d'une campagne mondiale contre la pauvreté, à laquelle le président Lula a apporté son soutien, une manière heureusement moins hollywoodienne et caritative que celle du WEF de Davos de rappeler qu'il est possible d'agir contre la pauvreté. De son côté, la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité), alliance de 14 œuvres d'entraide d'Europe et d'Amérique du Nord dont l'Action de Carême et Pain pour le Prochain, a lancé une autre campagne dans le but de rappeler à la communauté internationale les engagements qu'elle a pris, il y a cinq ans, en adoptant les Objectifs de développement du millénaire qui prévoient, notamment, de réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015. Malgré ces promesses, quasiment rien n'a été fait et, au moment où Kofi Annan doit présenter un rapport intermédiaire sur ce processus, il faut absolument que les gouvernements mettent en œuvre un vrai programme de réalisation: doubler le montant de l'aide publique au développement, effacer la dette des pays les plus pauvres, instaurer des relations commerciales plus équitables, ce ne sont pas les solutions qui manquent mais bien la volonté politique de les mettre en place.

Cette campagne repose sur l'envoi de cartes postales à Tony Blair, en sa qualité de chef d'Etat hôte du prochain sommet du G8, et, pour chacun des pays dans lesquels une ONG est active, aux chefs de gouvernement ou aux ministres de l'économie, à Joseph Deiss sur la Suisse. Pour plus de renseignements et/ou pour commander des cartes postales: [www.actiondecareme.ch](http://www.actiondecareme.ch) ou 021.617.88.81. A vos stylos!

J'espère que, de ces exemples, vous comprendrez que le Forum social mondial n'est pas la grande foire stérile décrite dans certains médias mais bel et bien un lieu d'échange et de refondation du monde. ■

Liliane Maury-Pasquier

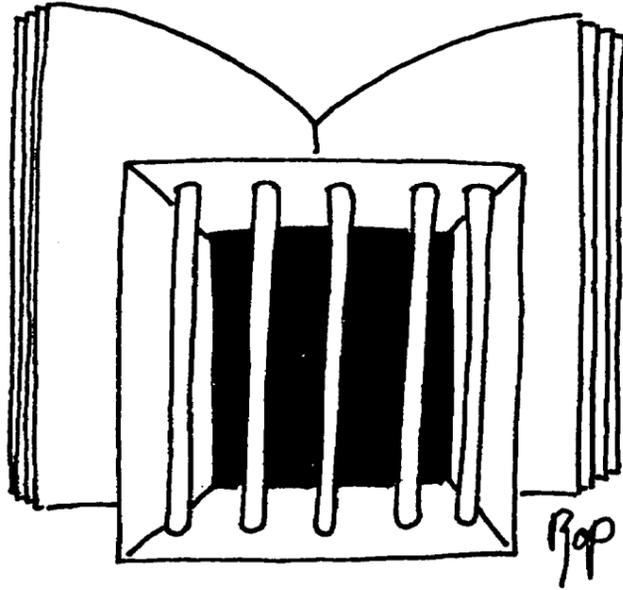
# Argentine 1974-1979

Livre

**Vingt-neuf ans après le coup d'Etat militaire génocidaire est paru un livre, Del otro lado de la mirilla, c'est-à-dire De l'autre côté du judas. Oublis et mémoires des anciens détenus politiques de la prison de Coronda (Santa Fé, Argentine, 1974-1979). Il a été présenté, le 22 mars dernier à la Maison des Associations de Genève.**

«La mémoire ne doit pas rester dans le passé, la mémoire doit illuminer le présent, parce que c'est à travers ce présent que nous pouvons faire naître le futur.» Cette phrase écrite par le prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel donne le ton à cet ouvrage incontournable pour l'Histoire de l'Argentine.

De 1976 à 1983, l'Argentine a connu l'une des dictatures militaires les plus brutales du continent. Le bilan de ce régime se chiffre par plus de 30 000 disparus/es, plus de 10 000 prisonniers/es politiques, des dizaines de milliers d'exilé/es. Un groupe d'anciens détenus politiques de la prison de haute sécurité de Coronda ont retracé leurs expériences au travers de ce livre, qui se veut un témoignage collectif, le premier de ce type dans toute l'Amérique latine. C'est un succès d'édition en Argentine, avec 6000 exemplaires publiés. A propos de cet ouvrage essentiel pour comprendre cette période de l'Histoire de l'Argentine, Eduardo Galeano a déclaré: «Ce témoignage des prisonniers de



Coronda est un autre apport à la sauvegarde de la mémoire collective. Elle respire, cachée sous l'amnésie collective.»

La rédaction

## Publications CETIM

**Le CETIM vient de publier deux nouveaux ouvrages.**

Le premier, *ONU. Droits pour tous ou loi du plus fort?* est un regard militant sur les Nations unies qui a, depuis quelques années déçu bien des espoirs. Le livre pose la question sur les relations entre mouvements sociaux et ONU, sur la nécessité de cette organisation et sur la possibilité qu'elle devienne une alliée dans les luttes locales.

Le deuxième livre traite des *Mobilisations des peuples contre l'ALCA-ZLEA*, c'est-à-dire sur les libres échanges et les enjeux économiques que cela implique au niveau de la population, en particulier à cause des pressions des Etats-Unis qui tentent d'exercer sur l'Amérique latine une forme de colonisation économique. ■/ N.K.

## Agenda

**Prier et résister.** Soyons nombreux à répondre à l'invitation de l'AGORA qui organise des veillées de prière alliant spiritualité et politique aux côtés des personnes ayant fait l'objet d'une «non entrée en matière» (NEM) à l'Office fédéral des réfugiés et qui sont jetés à la rue. «La politique d'asile suisse – notamment à l'égard des personnes frappées de non entrée en matière – est inacceptable. Elle contredit la prédication de l'Évangile. Elle ébranle les fondements mêmes de notre société. L'expérience des exclus, des sans voix, des humiliés est la source et la raison d'être de notre engagement. Si l'on ne parvient pas à identifier le travail de la foi dans l'existence concrète, on la vide de son sens. Toute parole de foi est aussi une parole politique!»  
Chaque mardi à 18 h 15 au tem-

ple de la Fusterie.

\*\*\*\*\*  
J'y vis, j'y vote. Les Genevoises sont appelées aux urnes le 24 avril prochain pour répondre à l'initiative lancée par l'association J'y vis, j'y vote. La proposition consiste dans le droit de vote et d'éligibilité des ressortissant-e-s étranger-e-s au niveau communal. Deux bonnes raisons de voter «oui»: Si l'on désire que change la politique de plus en plus raciste à l'égard des étrangers, peut-être est-il bon de leur laisser aussi l'espace de se prononcer comme tout citoyen suisse. d'autre part, comme l'a dit Nelson Mandela: «Faire pour nous sans nous, c'est faire contre nous.» Alors, pourquoi ne les laisserions pas participer à la construction d'un avenir ensemble? ■

JAB  
1231 Conches  
Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

## COTMEC

Commission Tiers Monde  
de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax: +41 22 708 00 79  
E-mail:  
cotmec@worldcom.ch  
Web:  
www.cath.ch/cotmec  
CCP: 12-21551-1

## COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable:  
Nicole Kunz  
Imprimerie: Fornara / GE

### AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 267 - Avril 2005



COTMEC  
INFO

L'Atelier  
œcuménique  
de théologie  
fête ses 30 ans!

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

## «Un long hiver sans feu»

Vous avez sans doute apprécié ce film, petit chef-d'œuvre helvétique. Tout le monde s'accorde pour le couvrir d'éloges. Histoire assez banale. Un couple, Jean et Laure, se perd et se retrouve, se défait et se refait. Le décor est jurassien. Pour reprendre souffle Jean a l'habitude de marcher jusqu'aux crêtes et, de ce promontoire, il savoure le soleil qui peine à réchauffer le bas de la vallée, prise dans les neiges, la nuit et le brouillard. Tout un symbole! Une singulière rencontre a facilité ces retrouvailles. Des réfugiés du Kosovo établis (?) aux abords d'une aciérie ont accueilli Jean dans leur famille et leurs fêtes. A leur contact, il retrouve son chemin intérieur qui tout naturellement le conduit vers la femme qu'il n'a jamais cessé d'aimer. J'ai beaucoup aimé cette médiation qui vient du Kosovo. Un couple suisse se reconstruit grâce à des réfugiés qui ont trouvé asile et travail (dur!) dans notre pays. Je ne dirai pas que ce film est politique ou tiers-mondiste. Il est simplement humain. Partout où des hommes se côtoient, la vie, même étouffée, peut reprendre force. A-t-on bien mesuré dans notre pays l'énorme potentiel humain que représentent les «exilés» qui vivent sur nos terres? A condition, bien sûr, de se laisser accueillir par eux. Quand on parle d'asile, qui accueille qui finalement?

Jésus lui-même esseulé, épuisé et assoiffé au bord d'un puits, se laisse désaltérer par une étrangère que ses compatriotes estimaient peu fréquentable. ■

Guy Musy

Edito

## Etat schizophrène? Restons vigilants!



«Comment est-ce possible de choisir les intérêts des entreprises plutôt que les réparations aux victimes?» Cette question a été adressée à un représentant du gouvernement suisse lors de la table ronde organisée par la Campagne œcuménique de Carême, le 24 février dernier à Genève. On y parlait d'apartheid, de droit des victimes, de réconciliation et de réparations, mais aussi de fermeture des archives privées concernant cette période troublée où la Suisse, n'étant pas encore entrée dans l'ONU, a pu contourner l'embargo de cette dernière contre un gouvernement dont les pratiques ont été déclarées crime contre l'humanité. La réponse est tombée comme un couperet au cynisme bien tranchant: «Nous avons évalué la situation et la Suisse a pensé qu'il était plus important de

sauver les intérêts des entreprises. Avec la déposition des plaintes collectives à New York contre des entreprises, dont certaines suisses, a fait craindre au gouvernement helvétique qu'elles ne puissent se retourner contre lui en dommage et intérêts.»

Mis à part le cynisme des propos rapportés par ce représentant du gouvernement, le comportement de la part de la Confédération semble dénoter une certaine tendance à la schizophrénie qui n'est pas sans être inquiétante. Qu'est-ce que ce pays qui, d'une main, octroie pas moins de deux millions de francs pour des recherches sur les relations économiques et diplomatiques de notre pays avec l'Afrique du Sud pendant la période de l'apartheid et qui, de l'autre, contrairement à ce qui s'est passé avec le Rapport Bergier, pose très vite des obstacles à ces recherches en fermant les archives privées et une partie des archives publiques?

Ce qui, à mon avis, est plus grave et devrait nous porter à réfléchir, est le fait qu'il ne s'agit pas là d'une attitude ponctuelle, mais bien plutôt d'un comportement qui semble devenir récurrent, si l'on pense notamment à l'acharnement à l'encontre des réfugiés et des étrangers, à grands coups de révisions des lois qui conduisent à des situations dramatiques, sans parler de l'aspect purement raciste. Pour rappel, la Constitution suisse déclare que «la dignité humaine doit être respectée et protégée» (Art.7), mais aussi que «quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine» (Art.12).

A la lumière de ces textes éclairés par l'éthique et la Convention des droits humains, comment interpréter les mesures de contraintes, la diminution dramatique des subventions, la fermeture de certains abris pour réfugiés, le désintérêt vis-à-vis des «Non entrée en matière», les NEM dont les organisations concernées dénoncent chaque jour la gravité de la situation?

Faut-il admettre le fait que le concept de dignité, à la base de la Convention des droits humains et nettement déterminé par notre Constitution, n'est pas un absolu en Suisse? A partir de quel moment définit-on qu'un être est «digne» de dignité?

Devant ces contradictions flagrantes, je vois une place que l'Eglise devrait reprendre, de conseils et d'exemple, afin d'apporter un éclairage éthique et de montrer la voie, car, si les opprimés ne sont pas entendus en son sein, où le seront-ils? ■

Nicole Kunz

Cotmec-info / 4 - 05 / 267 - 4

## Lula à travers le regard de Frei Betto

«Je n'avais plus d'arguments pour défendre l'actuelle politique économique.»  
Frei Betto vient de quitter ses fonctions de coordinateur du programme «Faim zéro». L'écrivain et théologien de la libération est un proche du président brésilien. Interview

**Pourquoi avoir démissionné?**  
Parce que je n'avais plus d'arguments pour défendre la politique économique du gouvernement. Je l'ai dit clairement à Lula et il l'a compris. Mais, même si le gouvernement avait été meilleur, j'aurais aussi démissionné. Je n'ai pas de vocation de fonctionnaire.

**Lorsque vous êtes entré en fonction en 2003, imaginiez-vous pareil scénario?**

Je n'ai jamais été naïf. Je savais que la politique économique serait conservatrice... mais pas à ce point. Je pensais aussi que les politiques sociales seraient plus faciles à mettre en œuvre.

**Et le temps presse pour un changement réel.**

Ce n'est pas forcément vrai... surtout si l'on pense que la réélection de Lula en 2006 est garantie.

**Mais les mouvements sociaux brésiliens s'impatientent déjà.**  
Cela ne se traduira pas en 2006 par un non-soutien à Lula, mais par la recherche d'une alternative militante en dehors du Parti des travailleurs (PT).

**Certains disent que Lula est «encerclé» ou «mal conseillé»...**  
Non. Lula est responsable de toutes les décisions gouvernementales. Je ne pense pas qu'il soit mal conseillé. Je crois qu'il a pris une option face à la contradiction que vit le pays, entre une politique sociale dynamique et une politique économique conservatrice. Il en est tout à fait conscient. Selon moi, un véritable développement durable du Brésil sera difficile tant que l'équipe économique restera en place.

**Plusieurs enquêtes d'opinion relèvent une croissance de la**

**popularité du président, particulièrement auprès des secteurs marginalisés de la population. Comment l'expliquez-vous?**  
Lula a augmenté l'auto-estime du peuple brésilien. Si un ouvrier qui n'est jamais allé à l'université peut gouverner le pays, chacun d'entre nous peut gagner sa dignité. Ils apprécient beaucoup le charisme de Lula. Ils s'identifient à lui sans avoir en permanence dans leur tête une analyse politique élaborée.

**Depuis plus de 25 ans, une amitié très forte vous lie à Lula. A-t-il changé depuis l'époque où il était militant de base chez les métallurgistes?**

J'étais son ami et le suis toujours. Lula est resté le même. Il n'a pas perdu sa très grande sensibilité sociale héritée de la misère qu'il a personnellement connue. Concernant sa vision stratégique pour parvenir à créer un pays

plus juste, je crois qu'il a changé. Aujourd'hui, il se situe moins à gauche. Il est plus pragmatique. Il travaille à ce qu'il pense possible et non pas à ce qui est désirable.

**Pensez-vous que le PT a cessé d'être un parti de gauche?**

Non, parce que le parti reste traversé par des luttes internes et des contradictions. Certains secteurs du PT sont euphoriques par rapport à la politique économique de ce gouvernement. D'autres secteurs sont perplexes ou mécontents.

**Et vous-même, comment vous définiriez-vous?**

Comme un perplexe optimiste.

Sergio Ferrari  
Service de presse  
E-CHANGER

Traduction: Jean-Pierre Renk

## L'AOT fête ses 30 ans

Epoque troublée, manque de confiance en un avenir qui paraît peu prometteur, multiplication à outrance des références spirituelles de toutes sortes. S'il est difficile de garder le cap aujourd'hui et de trouver le temps de se ressourcer, cela reste pourtant la seule manière de vivre sa vie pleinement sans avoir l'impression de l'avoir simplement traversée en l'effleurant. L'AOT, l'Atelier œcuménique de théologie de Genève, s'inscrit dans ce contexte de réflexion, de rencontre de l'autre, de partage à la lumière des textes bibliques et de leur incarnation dans le quotidien de chacun.

### Quelques étapes

Les années 70 ont été une période riche en groupes de réflexion, que ce soit pour les questions Nord-Sud que pour un renouvellement du discours théologique, dus entre autres à l'effervescence des Eglises d'Amérique latine avec la théologie de la libération. A cela s'est rajoutée la dimension de l'œcuménisme qui, en particulier à Genève, représente un enjeu important depuis les années 60, période pendant où les travailleurs immigrés suisses et du sud de l'Europe ont amené dans la cité de Calvin, majoritairement protestante jusqu'alors, un apport catholique. Ces divers éléments ont conduit à la création en 1974 d'un atelier œcuménique de théologie qui, loin d'être une sous-faculté de théologie ou un lieu de compromis, s'est défini dès le départ comme un espace de questionnement sur les thématiques de foi. Depuis cette date, 16 volées se sont succédées – soit plus de 1500 personnes –, qui ont bénéficié d'autant de propositions de thèmes différents.

### Différents visages...

L'AOT est animé par une équipe de 12 enseignants enthousiastes et de confessions différentes. Ils sont à chaque fois deux par deux pour les cours qui alternent régulièrement avec un travail en petits groupes. L'originalité de l'enseignement prodigué à l'AOT est d'être adapté à la vie quotidienne et aux problèmes actuels majeurs, mais aussi de laisser une large place au partage d'expériences et d'idées, dans le respect des convictions de chacun, sans chercher aucunement à apporter des réponses toutes faites. Dans cet esprit d'ouverture, nombreux sont celles et ceux en rupture avec l'institution qui y ont trouvé un lieu où puiser la source d'un renouvellement spirituel avec des recherches théologiques récentes et attentives aux nouvelles grilles de lecture contemporaine des textes bibliques.

### ...et regards

«Pour moi, l'AOT évoque la notion d'espace, révèle Véronique, l'une des animatrices. Un espace

d'écoute et de partage, un lieu où j'ai la liberté de poser mes questions, d'exposer mes doutes et mes révoltes sans crainte d'être jugée, mais aussi un lieu où je peux partager mes convictions, mes expériences, mes motifs de croire malgré tout.»  
Comme le prouvent les «parcours de vie», ce moment privilégié où chaque participant est invité à raconter son expérience de vie en rapport à la spiritualité, chaque personne est unique y compris dans son cheminement vers l'accomplissement de sa personne.

Pour France, une autre animatrice, son inscription s'est faite après avoir été interpellée par une affiche signalant l'existence de ces cours. L'expérience de l'AOT a été pour elle le moyen de se retrouver par rapport aux textes, de pouvoir partager ses propres réflexions avec celles des autres, mais aussi ses croyances et ses doutes, ainsi que de redéfinir son appartenance à la communauté chrétienne. Les deux années qu'elle y a passées comme participante lui ont également donné l'envie d'en savoir plus, raison pour laquelle elle a été très heureuse qu'on lui propose de poursuivre en tant qu'animatrice de groupe. Par ailleurs, elle s'est inscrite à l'Université en faculté de théologie où elle a pu approfondir la thématique de «conter la Bible». Un aspect qui lui tient particulièrement à cœur et qu'elle a abordé de façon concrète aussi, puisqu'elle a suivi également une formation de conteuse.

### Une foi essentielle

Co-directeur catholique de l'AOT, Edmond Gschwend pense que «aujourd'hui, nous ne pouvons plus croire aux utopies: celle du Progrès, celle du Grand Soir et de l'Humanité parfaite. Pourtant, la recherche de sens de l'existence, la préoccupation de l'Ultime restent tenaces. Il est difficile de penser que l'extraordinaire aventure de l'homme, bien qu'il ne soit que poussière d'étoile perdue dans l'immensité du cosmos, finisse dans le néant. Aussi les croyants ne renoncent pas à chercher Le Dieu caché. Il s'est révélé comme l'Amour. Il reste l'Au-delà-de-tout.» Dans le re-



L'équipe de l'AOT (Photo: Odile Jardieu)

gard de Jean-Pierre Zum, co-directeur protestant, «lorsque le monde bascule ainsi, beaucoup ressentent un impérieux besoin de penser. Il faut trouver un sens à sa vie, revisiter ce que l'on a toujours cru, résister aux idoles et vérifier la solidité de ce que l'on a reçu, en bref, retrouver une espérance. Que signifie, dans une telle situation, croire en Dieu, connaître Dieu? Que dit-on lorsque l'on prononce et que l'on confesse le nom de Dieu, du Dieu de Jésus-Christ? Beaucoup revisitent leurs convictions par besoin de sécurité, de points d'appui solides. Mais pas seulement. Beaucoup éprouvent aussi le besoin de trouver des communautés de lecture et de dialogue où la liberté de chaque personne est respectée.»

L'AOT fête ses 30 ans d'existence le 23 avril prochain. Une occasion de faire le point, certes, mais aussi de continuer à se renouveler sans cesse pour proposer une foi en harmonie avec nos vies de tous les jours. ■

Nicole Kunz

Chaque volée dure deux ans, à raison de deux heures chaque lundi, soit de 14h à 16h ou de 19h à 21h, avec alternance de cours (3/4 environ) et d'ateliers (1/4). La 17<sup>e</sup> volée démarrera en septembre 2005, sur le thème: Les temps changent... Et Dieu? Les inscriptions peuvent se faire par courrier, téléphone ou par courriel. Informations sur: [www.aotge.ch](http://www.aotge.ch), [admin@aotge.ch](mailto:admin@aotge.ch) et au 022 321 40 88

### Quelques événements pour fêter ensemble

Pour ses 30 ans, l'AOT organise plusieurs rendez-vous le samedi 23 avril, dans plusieurs endroits de Genève.  
Trois Cafés théologiques sont organisés:  
10h-12h au Forum Meyrin, *En révolte contre le mal et la souffrance*;  
14h30-16h30 à l'Espace voyage au 32 rue des Bains, *Initiation au voyage vers l'autre... vers soi. Abraham, Goethe et Ella Maillart*; 9h-11h aux Recyclables au 53 rue de Carouge, *Un avenir durable pour tous. Entre bible et écologie*.

Pour les amateurs de contes, un groupe de conteuses bibliques seront présentes dans le local des Contes à l'oreille, 15 av. des Tilleuls, pour une narration biblique, *Et la parole s'est faite chair*, d'après l'évangile de Jean.

Enfin, à 18h, une célébration aura lieu au COE (150 rte de Ferney), suivie d'un repas (inscriptions au 022 321 40 88; prix du repas: 35.-) Plus d'informations sur [www.aotge.ch](http://www.aotge.ch) et au 022 321 40 88

## La violence n'aura pas le dernier mot Haïti: le salut par le dialogue

Hôte de la Campagne œcuménique de Carême de cette année, Annol Philidor est coordinateur du Centre pour la culture et le développement de Carice en Haïti dont il est venu relater la situation actuelle.

«Des enfants font deux heures de marche pour aller en classe et autant pour rentrer chez eux. Entre deux, ils n'ont pas toujours à manger. Il est difficile d'apprendre quand on a le ventre vide.» Hôte de la Campagne œcuménique de carême, le Haïtien Annol Philidor décrit l'état de son pays dans une salle de la paroisse protestante du Lignon, à la suite d'une «soupe de carême». «Juste après avoir fini l'école, les jeunes vont chercher du travail en République dominicaine. Un million de Haïtiens y vivent, sans compter ceux qui ont émigré ailleurs dans le monde.»

ment faire en sorte que la violence n'ait pas le dernier mot, selon le slogan de la campagne œcuménique?»  
Annol vit à Carice, une localité caféière du nord-est de Haïti. Avec les élections de l'an 2000, un climat de tension et de conflits s'était établi. «On ne se parlait plus. On avait perdu tout sens de l'entraide. C'était le chacun pour soi.» Face à cette situation, on a mené une enquête dont les résultats ont été restitués à la population sous la forme d'une représentation théâtrale. Puis, en novembre 2001, on a tenu un grand forum. «Nous avons débattu de tous les problèmes qui divisaient les habitants.»

### Confiance

Ce débat a débouché sur la constitution d'un «espace de dialogue», le Centre pour la culture et le développement de Carice, dont Annol Philidor est le coordinateur. «Nous avons bâti une confiance mutuelle. Aujourd'hui, les personnes qui

étaient les plus opposées s'entendent. En février 2004, nous avons élaboré un plan de trois ans pour reconstruire la communauté.» Ce centre peut compter sur le soutien de divers partenaires, dont l'Action de Carême. Et les huit coopératives de café de la région obtiennent un prix équitable pour leur production grâce à Max Havelaar. Un exemple de synergie... ■

Michel Bavarel



### Prière brésilienne

Seigneur, Dieu de la vie  
Qui veille sur toute la création,  
donne-nous la paix!

Que notre sécurité ne vienne pas des armes,  
Mais du respect.

Que notre force ne soit pas la violence,  
Mais l'amour.

Que notre richesse ne soit pas l'argent,  
Mais le partage.

Que notre chemin ne soit pas l'ambition,  
Mais la justice.  
Que notre victoire ne soit pas la vengeance,  
Mais le pardon.

Désarmés et confiants, nous voulons défendre  
La dignité de toute la création,  
en partageant,  
Aujourd'hui et toujours, le pain de la solidarité et de la paix.

Par Jésus-Christ, ton divin Fils,  
notre frère,  
Qui, victime de notre violence,  
Du haut de la croix, a donné à tous ton pardon.

Amen

### Vacances: Touristes solidaire

On nous l'a pourtant bien répété après les ravages du tsunami: les autochtones vivent aussi du tourisme, pour les emplois et les devises qu'il procure. Et lorsqu'on sait que de plus en plus de gens souhaitent pouvoir s'organiser des vacances qui n'anéantissent pas les contrées visitées, il y a donc bien une demande pour un tourisme solidaire. Certaines ONG du Nord et du Sud en ont lancé l'initiative, en définissant les critères suivants:

- L'utilisation de produits régionaux (produits agricoles, souvenirs, artisanat, matériaux de construction) et le recours aux entreprises de transport locales sont systématiquement privilégiés;
- L'utilisation mesurée et la répartition équitable des ressources naturelles (notamment l'eau potable), l'attention aux conditions de vie et au climat sont garanties;
- Des prix assurant une couverture complète des coûts et permettant le développement durable de l'ensemble de la région sont établis;
- Des relations de partenariat sont entretenues qui assurent le droit à l'autodétermination et au développement du pays;

● Enfin, des échanges interculturels sont mis en place.

Sans attendre un hypothétique label équitable, nombreuses sont les initiatives des vacanciers du Nord et des hôtes du Sud pour inventer un tourisme à visage humain. Bethléem se fait l'écho de quelques-unes d'entre elles qui vont des projets de Nouvelle Planète à cette auberge originale ouverte au cœur d'un township du Cap. Bonne préparation de vos vacances d'été!

Roland Pasquier

Plus d'information sur [www.akte.ch](http://www.akte.ch) et [www.evb.ch](http://www.evb.ch)

### La violence envers les femmes est inacceptable: disons-le dans toutes les langues!

Une nouvelle campagne de prévention des violences faites aux femmes s'adresse cette fois à la communauté africaine de Genève. Son but? Informer et orienter dans leur langue les auteurs et les victimes de violences appartenant à cette population. Pour triste rappel, la violence conjugale en Suisse est loin d'être exceptionnelle: selon diverses études, une femme sur cinq est concernée. Un constat qui a incité les Bureaux de l'égalité à mener en 1997 une campagne nationale baptisée «Halte à la violence contre les femmes dans le couple». A Genève, canton cosmopolite, est apparue la nécessité de cibler spécifiquement les populations migrantes, souvent particulièrement vulnérables. L'objectif principal de

cette démarche: les informer dans leur propre langue, leur communiquer le caractère inacceptable des violences conjugales ou sexuelles et leur faire connaître les structures d'aide pour femmes violentées et hommes violents. Le Service pour la promotion de l'égalité du canton de Genève (SPPE) a donc mené ces trois dernières années des campagnes de prévention des violences faites aux femmes auprès des communautés migrantes portugaise, latino-américaine et albanaise. La nouvelle née: une campagne adressée aux populations d'origine africaine. En collaboration avec l'Unité des voyages et des migrations du Département de médecine communautaire des HUG ainsi qu'avec l'association

«Femmes Prévention et Santé», cette action a été lancée le 16 avril dernier. Des brochures rédigées dans les langues des populations ciblées ont été réalisées à cette occasion. A suivre cette année, une campagne du même acabit destinée aux migrant-e-s d'origine asiatique. Histoire de faire comprendre à tout le monde, quelle que soit sa culture et sa langue, que la violence envers les femmes ne saurait être tolérée.■

Marie Pasquier

Pour tout renseignement: SPPE, tél. 022 301.37.00, [www.geneve.ch/egalite](http://www.geneve.ch/egalite)

### Paroles au service de la justice

Dans son dernier livre paru chez Labor et Fides, *Mots qui tuent, mots qui sauvent*, Yvan Mudry nous rappelle que, dans notre quotidien contemporain fait de violences et de rivalités, jamais les savoirs n'ont été aussi diffusés par la parole. Le problème, explique ce journaliste philosophe et théologien, est que notre société moderne «a oublié que, pour être porteuses de paix, la pensée et la parole devaient se faire l'écho de l'expérience première: le face-à-face avec autrui. Quand l'intelligence ne sait plus que chacun a droit à des égards, elle cesse d'être au service

de la vie. Et la logique devient celle de la guerre.»

Dans *Entretiens avec un rebelle* (paru aux éditions de l'Harmand), le journaliste Raymond Zoller interroge René Cruse, ce pasteur et ancien combattant contre le nazisme, engagé dans les Mouvements Non-Violents. Altermondialiste encore très actif, René Cruse réagit notamment contre la déferlante religieuse actuelle qu'il dénonce comme une mauvaise réponse au désenchantement ambiant.■

Nicole Kunz

### COTMEC-INFO

Nous remercions celles et ceux qui ont renouvelé leur abonnement. Et nous nous permettons de relancer les personnes qui l'auraient oublié. Nous vous rappelons que grâce à votre soutien en Suisse et dans les pays européens, nous sommes en mesure d'envoyer gratuitement notre bulletin dans les pays du Sud. Merci pour eux et pour vos encouragements!■

La rédaction

JAB 1200 Genève 2  
Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

### COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax: +41 22 708 00 79  
E-mail: [cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch)  
Web: [www.cath.ch/cotmec](http://www.cath.ch/cotmec)  
CCP: 12-21551-1

### COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an  
Rédactrice Responsable: Nicole Kunz  
Imprimerie: Fornara / GE

### AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



DEUX INTERVIEWS DE LEONARDO BOFF

commission tiers monde de l'Eglise catholique

### Billet évangélique

### L'homme passe l'homme!

Imaginez la chartreuse de La Valsainte un jour d'hiver, sous la neige, le froid et le brouillard, au fond d'une vallée esseulée de la Gruyère. Vivent là jusqu'à leur mort une vingtaine d'ermites, prisonniers volontaires, limitant leur convivialité à deux heures de promenade hebdomadaire et à un frugal repas dominical, pris encore en silence! Je ne m'étonne pas trop de rencontrer parmi ces pieux et rudes ascètes quelques européens, venus chercher ici la sérénité inconnue de nos villes trépidantes. Mais découvrir dans ce décor un visage africain émergeant d'une coule blanche, lui aussi à la recherche de Dieu de si étrange façon, voilà qui me questionne. Mais après tout, je connais bien à Genève un chanoine valaisan converti en bonze bouddhiste. Et j'ai entendu parler d'un prince marocain musulman devenu frère franciscain.

Par delà les diverses traditions religieuses, assurément relatives, je note la même soif d'absolu, le même désir de paix, vécu en termes de dépouillement et de renoncement étonnants. Ces hommes et ces femmes – le terme «moine» se décline aussi au féminin – ne sont pas forcément des malades mentaux. Venus d'horizons les plus divers, ils témoignent à leur manière que l'homme passe l'homme parce que le fond de l'âme est une roche irréductible à nos prétendues «valeurs». Il faut creuser à ce niveau de profondeur pour découvrir le fondement de la dignité de chaque être humain.■

Guy Musy

Edito

### Grains de sable

Et moi, qu'aurais-je fait? La question m'est revenue à l'esprit plusieurs fois pendant que je visionnais *Hôtel Rwanda*, du réalisateur Terry George. Le film retrace l'histoire de Paul Rusesabagina, gérant de l'hôtel des Mille Collines de Kigali, qui, au milieu de la tourmente génocidaire secouant son pays, a eu la force de refuser systématiquement la violence en choisissant, heure après heure, la voie du dialogue, du respect de l'autre et de la paix. Si son parcours est emblématique – à l'image de tous ceux et celles qui, comme lui, ont protégé et sauvé des vies humaines destinées sans cela aux machettes des *interhamwe* – c'est que, en accueillant à l'hôtel sans discrimination toutes personnes cherchant refuge et en monnayant avec les militaires leur salut, il a réussi à garder en vie plus de 1200 hommes, femmes et enfants.

Inscrit en filigrane derrière le récit de cet homme ordinaire, qui jamais n'aurait imaginé se trouver projeté un jour dans une situation si extrême, apparaît un message prophétique, celui de la victoire inexorable du bien sur le mal, grâce à l'amour du prochain et du respect de sa dignité. Pour réussir à traverser ces épreuves, il aura fallu la convergence de plusieurs circonstances: certaines liées à sa situation, d'autres à sa nature ouverte et enfin d'autres encore dues au hasard ou à la Providence, selon le point de vue où l'on se place. En effet, tandis qu'il aurait pu ne pas être inquiété par les massacres, puisqu'il est hutu, Paul Rusesabagina est obligé de prendre position car il a épousé la femme dont il était tombé amoureux sans se soucier qu'elle soit tutsie. Par ailleurs, son ouverture à l'autre le porte à approfondir ses relations avec toute personne croisant son chemin, de son chauffeur au colonel des troupes onusiennes, de son jardinier au président de SABENA, en passant par les généraux de l'armée rwandaise, ses domestiques et ses voisins. Cet amour et ce respect pour le prochain, accompagnés par l'incompréhension face à la folie meurtrière qui s'est emparée des groupes extrémistes hutus, vont lui donner les moyens et la force de se battre pour protéger les occupants de l'hôtel. De plus, dans un souci constant de maintenir intacte la dignité des personnes et du lieu, il va demander à ses employés de travailler en uniforme, du cuisinier aux femmes de chambre. Il va également donner à tous ses «clients» une facture pour leur séjour, en priant ceux qui le peuvent, de régler leur note. L'argent ainsi récolté, ajouté à celui du coffre de l'hôtel, va servir à acquérir nourriture pour les pensionnaires, boissons pour les militaires, et à acheter la garantie que ces derniers n'attaquent pas l'hôtel.

Devant chaque difficulté nouvelle – les troupes armées vont jusqu'à couper l'eau courante de l'hôtel – Paul Rusesabagina se laisse guider par sa conscience et son cœur, en gardant la confiance et la foi en Dieu et en l'être humain. Cette force inébranlable, à laquelle il semble que le Ciel ait répondu de manière presque miraculeuse, lui a fait oublier la peur de mourir et lui a permis de traverser cette épreuve en sauvant sa famille et ses pensionnaires. Comme beaucoup d'autres dans le monde, il a été ce grain de sable qui a enrayé quelque peu l'engrenage de la violence pour épargner des vies humaines de la folie d'autres êtres (in)humains.

Au terme de la Campagne œcuménique de carême qui s'est déclinée sur le thème de la violence, ce film me semble apporter un éclairage enrichissant sur ce problème. Si nous le rapportons à notre quotidien, essayons de nous poser la question si, dans notre vie, nos choix nous conduisent aussi à refuser la logique de la violence, quelle qu'elle soit, et à la démanteler, en devenant nous aussi un de ces grains de sable...■

Nicole Kunz

## Vivre ensemble pour une paix durable

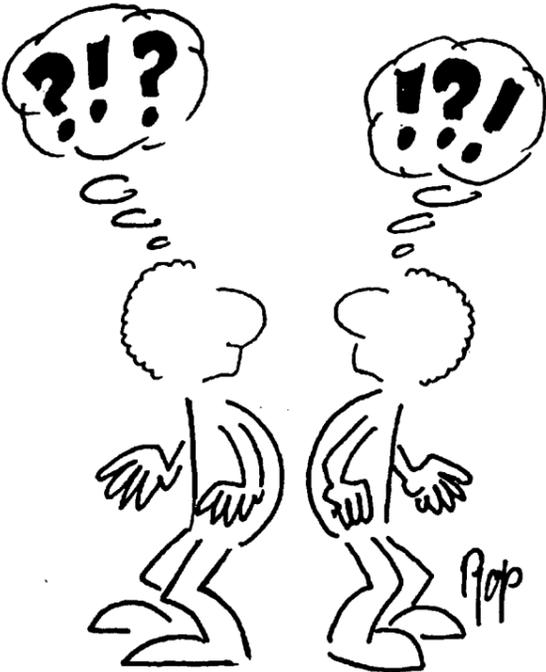
Du 3 au 5 décembre dernier s'est tenu à Bruxelles un séminaire organisé par l'Asbl Information, Dialogue, Education (IDE) et le Projet PAV/MIR sur le thème «L'art de vivre ensemble entre Rwandais».

Nous en faisons ici un écho pour deux raisons: la première pour la thématique proche de celle de l'Initiative de Genève pour la promotion de la paix dans la région des Grands-Lacs que la COTMEC soutient et deuxièmement pour la participation à ce séminaire de notre ami Laurien Ntezimana, également membre de l'Initiative susmentionnée.

### Etat des lieux

L'un des thèmes abordés par Laurien Ntezimana est celui de l'unité et réconciliation. Cette dernière est définie comme la reconnaissance des souffrances de l'autre et de l'acceptation du regard que l'autre peut porter sur nous. Cette problématique a été abordée selon les points de vue des Rwandais encore au pays et de ceux disséminés par la diaspora. Lors des ateliers qu'il a animés, Laurien Ntezimana a considéré les points positifs et négatifs pour arriver à vivre en-

semble. D'un côté les Rwandais



ont la chance de parler tous la même langue, d'être considérés par la communauté internationale comme des personnes honnêtes et travailleuses. D'un autre côté il est déplorable qu'ils soient souvent découragés dans leurs entreprises positives à cause d'une insécurité maintenue par des gens au pouvoir pour se garantir l'impunité par rapport à leur cri-

mes, d'une politique du mensonge, d'un manque de dialogue avec la base et de l'absence d'intérêt pour le bien commun.

### Pistes concrètes

Pour réussir à changer la situation et éviter le renouvellement de la violence, plusieurs pistes sont proposées au niveau individuel - comme le dialogue avec l'autre et le sentiment de former une unité -, associatif, c'est-à-dire la prise de conscience qu'ensemble les personnes ont un pouvoir à exercer pour contrer les injustices - et enfin politique, en faisant pression sur le pouvoir en place pour obtenir un espace pluriel qui garantisse la liberté d'expression et qui promeuve, en le respectant, le bien commun. ■

Nicole Kunz

Voir revue Dialogue, n°237 nov.-déc. 2004

## Théologie de la libération et altermondialisme

Fondateur de la théologie de la libération, Leonardo Boff analyse pour nous la situation actuelle de ce mouvement et les défis qu'elle partage avec la pensée altermondialiste.

### Un Forum mondial de théologiens

Cette rencontre a permis de prendre le pouls de la théologie de la libération. Il faut souligner, car semble-t-il tout le monde ne le sait pas, qu'elle existe toujours, qu'elle est bien vivante et qu'elle est mondiale. Les théologies en œuvre sur tous les continents sont rares de nos jours. Les rencontres de Porto Alegre ont montré qu'elle a connu un processus de développement interne: comme tout ce qui est vivant, elle entretient un dialogue permanent avec la réalité. Elle ne fonde pas son travail sur des certitudes, mais sur des jugements prudents, pastoraux, pour parler en termes théologiques.

### Du message au concret

Depuis sa fondation il y a 30 ans, la théologie de la libération est passée d'une certaine manière par trois étapes. La première génération, celle de Gustavo Gutierrez, Juan Luis Segundo, Ronaldo Muñoz, et moi-même, insistait sur la pauvreté dans ses aspects économiques. Nous faisons une lecture critique de la

réalité, entre autres à la lumière d'éléments du marxisme qui nous ont aidés à saisir la structure et le fonctionnement des classes sociales, à comprendre finalement que le pauvre est en réalité un appauvri, que la pauvreté est l'aboutissement de mécanismes économiques.

La deuxième génération a découvert les différents visages de la pauvreté: l'Indien, avec un grand poids culturel sur ses épaules, le Noir, qui traîne derrière lui des siècles d'esclavage; les femmes, victimes depuis presque vingt mille ans de la culture patriarcale. A partir des années 90, face à la gravité de la situation écologique, beaucoup se sont engagés sur le chemin d'une éco-théologie de la libération, qui apporte son aide au combat contre l'agression et l'oppression que subit l'environnement. Ce n'est pas là une nouvelle dimension, mais un nouveau regard sur la totalité, un regard du point de vue de la terre, du point de vue de l'humanité. La question posée est de savoir comment la théologie peut apporter sa collaboration pour que l'humanité soit plus libre. Car la terre est notre seule maison et on ne peut pas envoyer les pauvres vivre sur la lune ou sur Mars: c'est ici que

nous devons résoudre nos problèmes. Je voudrais souligner un autre point: la troisième génération est beaucoup moins théorique que les précédentes, mais peut-être davantage engagée dans la pastorale. On pourrait dire qu'elle pratique la théologie de la petite libération, celle qui s'inscrit dans le quotidien, au sein des communautés.

### Une théologie de l'altermondialisme?

Nous disons depuis le début qu'une autre société est possible, car il s'agit de nous libérer de la société capitaliste, qui nous exploite depuis des siècles sous ses différentes formes et d'aller vers une société plus harmonieuse et plus humaine. Certains l'envisageaient dans le cadre du socialisme. Au Brésil, nous pensons davantage à une démocratie participative plus radicale que la démocratie représentative. Ces paramètres ont toujours été présents.

Nous avons décidé à Porto Alegre de faire coïncider nos rencontres avec celles du Forum social mondial. Nous souhaitons en effet réfléchir avec les autres à l'avenir de l'humanité et appor-

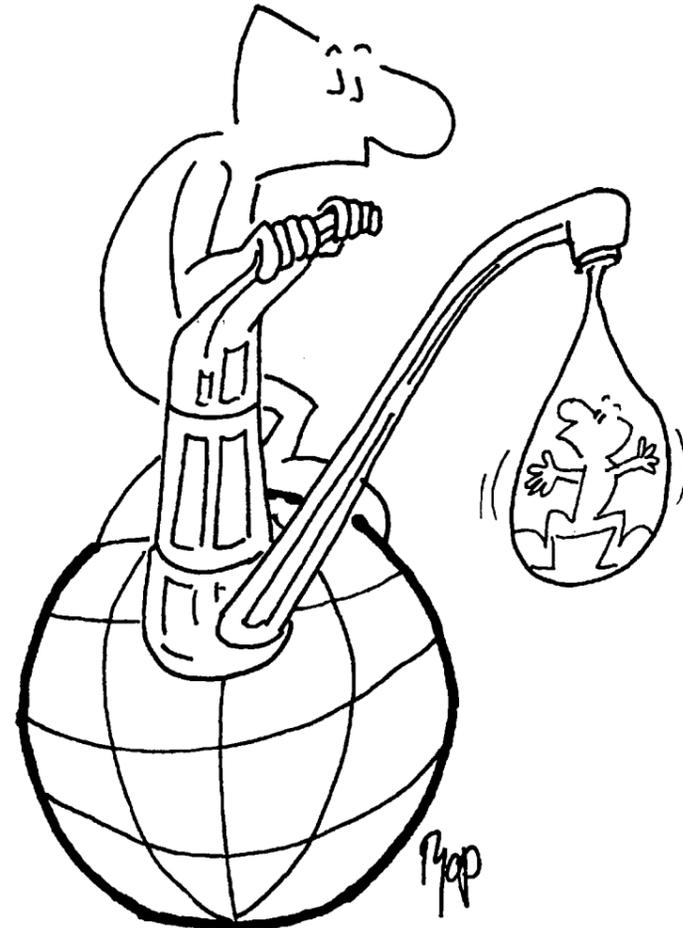
ter des éléments de nos traditions spirituelles, éthiques, qui sont susceptibles de compléter la vision globale. Nous n'avons aucune prétention hégémonique. Je dirais que les chrétiens en général - tout comme nous aussi - tiennent le discours de la libération, qui est très bien articulé. Mais ce sont d'autres qui la mettent en pratique. Aujourd'hui, nous voulons être avec les autres. Nous devons faire preuve d'humilité, coopérer et ne pas nous isoler d'un mouvement qui est global. Finalement et essentiellement, servir le peuple. Le peuple est humble, il n'est pas arrogant, il n'a pas une vision impériale du monde. Il veut simplement que soient créées les conditions pour que chacun mange à sa faim, ait un logement, envoie ses enfants à l'école et puisse les soigner quand ils sont malades. La petite utopie de la dignité humaine minimum, dont nous ne devons pas nous éloigner. ■

Sergio Ferrari  
E-CHANGER  
(traduction Michèle Faure)

## Qui contrôle l'eau contrôle la vie

Entretien avec Leonardo Boff

Avec la simplicité du pédagogue et la clarté du militant, le théologien brésilien Leonardo Boff explique cet enjeu essentiel pour l'homme aujourd'hui, c'est-à-dire la sauvegarde de cette «maison commune» qu'est la terre.



### Créer et détruire

On a aujourd'hui le sentiment que les forces dominantes nous conduisent à un chaos systémique. Ce qui est grave, c'est que maintenant le système a développé un mécanisme d'autodestruction. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité. Auparavant, créer et détruire était l'apanage de Dieu. Aujourd'hui, anéantir l'humanité est un pouvoir de l'homme. Il y a des gens qui, dans le cadre de l'hégémonie de la puissance militariste dominante, projettent de mener une guerre permanente. Mais ce sont des lâches, car ils s'attaquent aux plus faibles, comme l'Irak ou l'Afghanistan. Ils ne peuvent s'en prendre à la Chine ou à la Russie, car ce serait la fin de l'humanité. Leur machine de mort est prête. Si on ne met pas fin à la terreur économique, c'est-à-dire si l'exploitation des ressources de la terre se poursuit, notamment celles des pays de la périphérie, qui sont les plus nombreux, nous allons

irréremédiablement vers une grande crise du système. Les forces dominantes ne peuvent plus aujourd'hui gagner l'hégémonie par la persuasion, avec des arguments. Pour imposer leur vision, elles doivent donc avoir recours à la violence, qu'elle soit militaire, politique, religieuse, idéologique, celle des médias, du cinéma, de la culture. Nous assistons à une sorte de «hamburgerisation» de la culture mondiale, mise en œuvre depuis les États-Unis et l'Occident. Le sort des dinosaures nous guette. Espérons que ces forces trouvent une limite absolue, un obstacle qui les arrête, et que nous évitions l'élimination de l'espèce humaine.

### Les forces d'en-bas

Le Forum social mondial de Porto Alegre, par exemple, est la caisse de résonance de ces forces qui viennent d'en-bas et qui constituent la société civile mondiale. Ces groupes ont envie d'un monde différent et pensent que nous ne sommes pas condamnés

sans appel à cette monoculture de la domination qu'impose le système actuel. La réalité offre beaucoup de possibilités, dont certaines n'ont jamais été explorées. Il est très probable qu'une autre sorte de conscience émerge, parmi ceux qui rêvent et parient sur l'utopie, et se consolide grâce à des pratiques nouvelles, à des réseaux, à l'articulation entre les différents mouvements. Ce processus permettra de trouver des solutions. C'est cela le sens de cette grande vague qui s'est mise en mouvement. Nous n'avons pas l'hégémonie. Mais eux non plus, d'où la crise qui caractérise ce moment historique. Crise, mais pas tragédie: la situation ne deviendra tragique que si nous ne parvenons pas à faire un saut qualitatif. Cela dépend de nous.

Hegel a dit que l'histoire apprend à l'homme qu'il n'apprend rien d'elle. Il apprend tout de la souffrance. Peut être le système mondial souffre beaucoup pour qu'il soit conduit à réfléchir et à chercher une autre voie.

### Vers la concrétisation des idéaux

Le Forum a semé, il a rêvé, il a accumulé les visions d'avenir et consolidé ses réseaux. A mes yeux, il est maintenant nécessaire de passer aux choses concrètes. Il faudrait parvenir à une convergence mondiale sur deux ou trois points et commencer à faire pression, à agir et à vivre dès à présent un autre monde. Sans cela, les forums resteront des rencontres très intéressantes, très joyeuses, mais nous ferons du sur-place. Nous risquons de nous contenter de cette situation, qui est très belle mais reste insuffisante. Il peut nous arriver ce qui arrive au Vatican lorsque le pape voit la place Saint-Pierre pleine à craquer et pense que tout le monde est catholique. Et tant qu'il y a beaucoup de touristes... Méfions-nous des illusions.

### Luttes efficaces

Je crois que l'on peut parvenir à un consensus sur deux points. Le premier, c'est l'eau. Un problème capital pour l'humanité. Seuls 3% des ressources en eau de la planète sont potables. De ce chiffre, les hommes n'ont accès qu'à 0,7%, dont 80% sont absorbés par l'agro-industrie. Il ne reste donc que 20% pour la préservation de la vie, des plan-

tes, des animaux. Nous allons vers une grande crise de l'eau, et elle va être pire encore que celle des aliments. Car sans eau, un homme meurt en cinq jours. Il faut promouvoir un pacte social mondial sur l'eau, pacte qui n'existe pas pour l'instant. Cette question ne nécessite pas de longs débats: il faut se battre de façon étroitement articulée contre la privatisation de l'eau. On observe une course effrénée des multinationales pour la privatisation car elles savent que celui qui contrôle l'eau contrôle la vie, et celui qui contrôle la vie a le pouvoir. Nous devons empêcher que l'eau soit considérée comme un bien comme un autre sur le marché. Faisons pression sur la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, qui font de la privatisation une condition à l'octroi de crédits aux pays les plus pauvres. Prenons modèle sur les Indiens boliviens qui ont mis dehors les multinationales françaises.

Un deuxième point est une gigantesque alliance contre la guerre. Je dis bien contre la guerre, non pour la paix. En effet, à leur manière, Bush et Pinochet veulent aussi la paix, une certaine paix. Il faut se prononcer contre la violence et la guerre en tant qu'instruments de «réglement» des conflits et de maintien de «l'ordre», et imposer le dialogue à tous les niveaux: aussi bien entre les États qu'au sein de la famille et de la communauté. Nous devons empêcher la violence qui est l'un des pires produits du patriarcat, et promouvoir inlassablement le dialogue, l'échange, tout ce qui favorise la coopération et la solidarité, contre la concurrence qui est au cœur du système actuel.

Ce sont là deux points sur lesquels nous pouvons tomber d'accord. Il faut mener un travail militant, organiser de grandes manifestations, faire pression sur les États, sur les entreprises et sur l'armée, dénoncer le militarisme sous toutes ses formes, huer les militaires chaque fois qu'ils se montrent, créer une nouvelle conscience pratique et aider l'humanité à faire ses premiers pas vers un nouveau paradigme de civilisation. ■

Sergio Ferrari  
E-CHANGER  
(traduction Michèle Faure)

## Il marche pour la décroissance, et vous?

A pied à travers la France, François Schneider et son ânesse Jube réinventent, depuis juillet 2004, la tradition du colportage. Non de biens ni de services, mais d'un concept qui regroupe de nombreuses facettes: la décroissance. En effet, François n'a jamais pu se faire à l'idée que la solution aux problèmes écologiques et sociaux de la planète devait passer par plus de croissance économique de zones les plus industrialisées du globe. En connaissance de cause. Au bénéfice d'une solide formation universitaire, cet écologue a contribué au développement du concept de «décroissance soutenable», qui vise à réduire les productions humaines notamment l'étalement urbain, la pollution, le gaspillage des énergies fossiles ou l'agriculture productiviste.

Des personnalités de renom, des économistes et des citoyens de plus en plus nombreux se reconnaissent dans ce mouvement. Une croissance infinie dans un espace fini n'est plus envisageable, quelles que soient les promesses des technologies à venir. Un détour par le calcul de son

empreinte écologique suffit à s'en convaincre pour permettre à l'ensemble de l'humanité de vivre au même niveau qu'un Occidental moyen, il nous faudrait pas moins de trois planètes... Des adaptations de notre mode de vie et de consommation sont nécessaires, pour moins de biens mais plus de liens.

Venez donc vous joindre à François et son ânesse Jube entre le 6 juin et le 3 juillet prochain lors de la marche pour la décroissance<sup>2</sup> entre Nyon et Magny-Cours pour quelques heures, quelques jours ou plus selon vos disponibilités, afin de renouer avec les marches non-violentes d'inspiration gandhienne.■

Martyna Olivet

1. Pour calculer son empreinte écologique: [www.agir21.org](http://www.agir21.org) ou [www.myfootprint.org/](http://www.myfootprint.org/)
2. Pour tous renseignements sur le marche de la décroissance et son itinéraire: [www.decroissance.org/marche](http://www.decroissance.org/marche)

## Agenda

### FSS

Le deuxième Forum social suisse se tiendra à l'Université Miséricorde de Fribourg du 3 au 5 juin prochain. Le vendredi soir à 19h, une conférence inaugurera le week-end sur le thème «Du Forum social mondial au Forum social suisse» en présence de nombreuses personnalités (voir page 3). Un concert aura lieu le 4 juin au soir à Fri-son pour «un autre monde possible». Pour tout renseignement complémentaire: [www.socialforum.ch/](http://www.socialforum.ch/)

### Décroissance

La marche de la décroissance débutera le 6 juin prochain à Lyon (FR), pour rallier Magny-Cours le 3 juillet prochain. De nombreux débats, conférences et autres événements publics ponctueront cette manifestation soutenue par des personnalités de renom du monde scientifique et politique. Pour tout renseignement concernant l'itinéraire et les manifestations associées: [www.decroissance.org/marche](http://www.decroissance.org/marche)

### Développement en fête

La fête du développement durable dressera ses stands à Genève les 11 et 12 juin prochains sur la plaine de

Plainpalais. Cette quatrième édition intitulée «Bien dans ma maison, bien sur ma planète» portera sur le thème du logement. A cette occasion, plus de 70 associations, entreprises et institutions seront réunies sous trois grands chapiteaux reconstituant les différentes pièces d'une maison.

### Tous à vélo!

Amateurs d'une mobilité douce et respectueuse de l'environnement, rejoignez les festivités organisées par l'Association pour les intérêts des cyclistes (AS-PIC) qui fête ses 25 ans. Le 4 juin aux Bastions de Genève, un grand cortège à vélo dans les rues de la ville aura lieu dès 14h. Une bourse aux vélos se tiendra sur la plaine de Plainpalais les 11 et 12 juin. Pour plus de renseignements: [www.aspic.ch](http://www.aspic.ch), tél: 022 329 13 19

### Manifestation

Le 18 juin prochain (journée des réfugié-e-s), nous sommes invités à manifester pour dire non à la xénophobie, non à la politique de Blocher et être solidaires avec les réfugié-e-s. Berne, Weisenhausplatz dès 14h. Infos sur [www.nous.ch](http://www.nous.ch).■

## Droit d'asile

### François Couchepin appelle à la résistance

Au mois de mars, suivant les vœux de Christophe Blocher, le Conseil des Etats a encore «durci», bien au-delà du raisonnable, une loi sur l'asile déjà extrêmement restrictive. A tel point qu'un François Couchepin, ancien chancelier de la Confédération, nullement suspect de gauchisme, réagit avec vigueur. Il nous propose de signer une lettre adressée aux conseillers nationaux qui devraient se prononcer à leur tour, vraisemblablement cet automne. «Je suis consterné de découvrir que la Chambre Haute a pu voter (...) une révision de la loi sur l'asile violant les valeurs essentielles qui ont fait la réputation de notre pays», dit notamment ce texte. «De grâce, ne cédon pas à la folie ambiante, ne pactisons pas avec la xénophobie. Pour l'honneur de nous et du pays, sachons résister à la passion et conserver la sérénité», s'écrie de son côté le conseiller national libéral Claude Ruey, dans une lettre de lecteur répondant à un éditorial nauséabond du *Matin-Dimanche* (du 20.03.05). Rappelons que, de leur côté, les Eglises et la Fédération des communautés israéliques avaient, en vain, appelé le Conseil des Etats «à ne pas durcir encore le droit d'asile». Les mesures prises dans le cadre de cette révision – celles qui ont déjà été adoptées par le Conseil national comme celles qui ont été introduites par le Conseil des Etats – sont d'une extrême gravité. Pour les requérants d'abord, pour notre honneur de citoyens suisses ensuite, comme le dit Claude Ruey. L'appel à la résistance ne vient ainsi pas seulement des milieux de gauche et de chrétiens, mais également de gens de droite inquiets des dérives actuelles. A nous d'y répondre, par exemple en participant à la manifestation qui se déroulera le 18 juin à Berne.■

Michel Bavarel

Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

JAB  
1231 Conches

## COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax: +41 22 708 00 79  
E-mail: [cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch)  
Web: [www.cath.ch/cotmec](http://www.cath.ch/cotmec)  
CCP: 12-21551-1

### COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable:  
Nicole Kunz  
Imprimerie: Fornara / GE

#### AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC  
INFO

MINI-DOSSIER:  
FORUM SOCIAL SUISSE  
DEUXIEME EDITION

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

## Billet évangélique

### Une nouvelle cuisine!

«J'intègre, mais je n'assimile pas!» Ainsi se justifiait un magistrat de notre bonne république de Genève du fait que les résultats des écoliers de son canton figurent en queue du peloton fédéral. Juste devant les Tessinois qui portent la lanterne rouge. Pour «assimiler» tous les petits étrangers qui courent nos rues, notre école genevoise devrait être dotée d'un estomac résistant à toute épreuve. Elle devrait aussi sélectionner les éléments les plus digestes et jeter au rebut les réfractaires. On aurait ainsi une école de qualité (?), mais de grosses pouelles culturelles du côté des Pâquis, de Vernier ou des Acacias. Ce qu'on veut éviter, évidemment.

Alors plutôt que d'assimiler, on «intègre». Vous voyez la différence? S'agit-il d'une assimilation au rabais? D'une demi-digestion qui met en boule tous les intestins, ceux des maîtres et ceux des élèves? Et intégrer à quoi? On nous répond avec un beau geste: «A l'Esprit de Genève!». Vite les grands mots! Calvin, l'escalade, le jet d'eau, Henry Dunant, Carteret, le jardin anglais, la montre Rollex et feu le Servette-Sport... voilà qui devrait servir de liant à tous les ingrédients exotiques qui viennent assaisonner notre cuisine scolaire! Je n'y crois guère. Faut-il alors abandonner les vieilles recettes et risquer de nouveaux plats? Je plaide pour une cuisine imaginative, pleine de nouvelles saveurs qui se marieront à celle de nos cardons et potirons. Je propose comme cuisinier l'«Esprit de Pentecôte», qui vaut bien celui de Genève! Grâce à Lui, chacun peut comprendre l'autre, même si on ignore sa langue!■

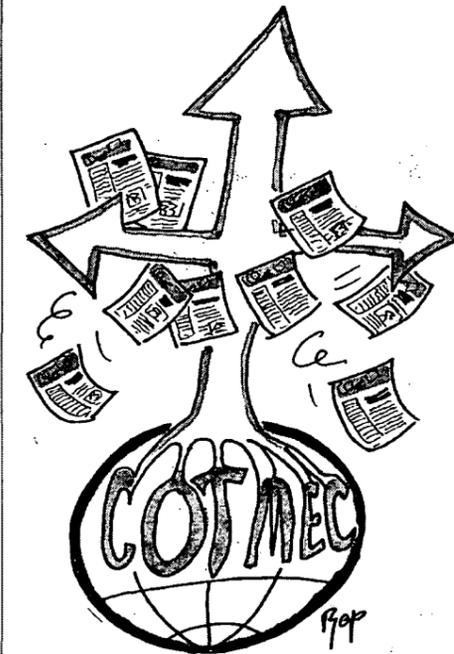
Guy Musy

Edito

## Prendre le temps

En 2003, lors d'une journée théologique, Edmond Gschwend rappelait que, dans la conjoncture actuelle, le mandat de la COTMEC est «plus nécessaire que jamais, plus difficile qu'avant». Pour mémoire, ce mandat, reçu de l'Eglise il y a 35 ans, est de sensibiliser le public sur les enjeux de la justice Nord-Sud et interpeller les chrétiens et les autorités de l'Eglise sur leurs responsabilités dans ce domaine. Mgr Amédée Grab l'a renouvelé en 1992 avec ces mots: «Il importe que, installé depuis longtemps dans un confort enviable quoique inégalement partagé, basculant ensuite dans le mal-confort du chômage et dans une préoccupation légitime concernant l'avenir des acquis sociaux qui pourraient nous refermer sur nous-mêmes, nous estimions importante dans notre Eglise la fonction d'une Commission qui réactualise avec compétence la tâche de nous sensibiliser aux enjeux

d'une solidarité dépassant les frontières de Genève, de la Suisse. (...) La tâche de la COTMEC n'est pas d'accomplir à notre place ou même en notre nom un effort d'information et de jugement dont nous serions dispensés. L'activité de la COTMEC n'est satisfaisante que si elle met tous et toutes en route.»



Qu'en est-il aujourd'hui de ce mandat, de la place de la COTMEC au sein de l'Eglise de Genève et du rôle des chrétiens face à un monde à la complexité accrue? C'est la question que nous nous sommes collectivement posés au sein de la Commission et à laquelle on tentera de répondre, le 29 mai prochain, à l'occasion d'une journée théologique. Dans le flux des tâches quotidiennes, on ne prend pas toujours le temps d'une réflexion approfondie sur ces questions. Les changements successifs d'équipe survenus depuis deux ans nous ont fait ressentir le besoin de poser le problème en dialogue avec l'institution, laquelle nous a demandé de redéfinir la mission de la COTMEC pour repartir sur des bases nouvelles.

Lors d'une première rencontre avec les membres du bureau du vicariat, le 19 avril dernier, Philippe Matthey a rappelé que «la COTMEC fait partie de l'Eglise, dont elle est la commission, et ses objectifs sont ceux qui devraient être ceux de toute l'Eglise. Si on reprend les objectifs de la COTMEC (ouverture au monde, souci de la solidarité Nord-Sud, de la justice, de la paix, des droits humains, de la sauvegarde des bases de la vie, intérêt pour les enjeux vitaux de notre temps), on s'aperçoit que, par la COTMEC, l'Eglise de Genève s'est dotée d'un organe capable d'assurer cette mission spécifique. La COTMEC est un de ces lieux où l'Eglise exprime sa mission; les paroisses en sont un autre. (...) Parmi les priorités de l'Eglise – s'articulant en quatre facettes –, l'action de la COTMEC s'inscrit avant tout dans la vie fraternelle et la solidarité.»

Ces paroles contiennent, en substance, les bases sur lesquelles nous souhaitons continuer à entretenir les relations avec l'institution ecclésiale. C'est par souci de transparence que le Bureau désire tenir informés les lecteurs du COTMEC-Info de ces moments particuliers que traverse notre organisation. En prenant le temps d'une rencontre théologique élargie aux membres du Département de l'ouverture au monde, nous espérons ensemble réaffirmer le fondement et la spécificité de notre mission aux côtés de ceux pour qui nous sommes aussi l'Eglise.■

Le Bureau de la COTMEC

Cotmec-info/6-05/269-1

## Le Togo en mal de justice et de démocratie

Le 5 février 2005 «le grand Timonier du peuple», comme aimait se faire appeler le président Eyadema dans les années quatre-vingt, est décédé<sup>1</sup>. La maladie, au contraire de toute opposition durant quatre décennies, a eu raison du dernier des dinosaures qui ont modelé l'Afrique francophone post coloniale. Après les règnes des «Pères de la Nation», au Congo (ex-Zaïre), en Côte d'Ivoire ou en Centrafrique, désormais le seul survivant de cette époque, Omar Bongo, règne toujours et encore sur le Gabon. Il a compris que le multipartisme et la liberté d'expression, fussent-ils de pacotille, sont le prix à payer vis-à-vis de l'extérieur et du peuple qui n'est malgré tout, pas dupe de la supercherie. Les gens de pouvoir ont la vie dure.

Mais comment est-ce possible que le Togo, petit pays de 56 000 km<sup>2</sup>, géographiquement tout en longueur, n'intéressant visiblement que peu de monde<sup>2</sup>, soit aujourd'hui aussi peu sous les feux de la rampe de la scène internationale? Le port de Lomé, la capitale, (le seul en eau profonde de la côte) donne accès à la route en direction du Burkina Faso, du Niger et du Mali. Pendant que les Togolais qui n'ont que recours à une économie de survie et donc informelle<sup>3</sup>, la famille dirigeante au sens large<sup>4</sup> se par-

tage les deniers publics issus des taxes douanières du port, du coton et précédemment des mines de phosphate. Aujourd'hui le clan Eyadema, avide de pouvoir et d'argent entretient en sous main la vraie plaque tournante du trafic d'or, de drogue et d'armes qu'est le Togo.

Toute l'administration est en main du clan Eyadema ainsi que l'armée qui, telle un chef d'orchestre n'a pas hésité à légitimer l'accession de Faure Gnassingbé à la présidence après un changement illégal de la constitution effectué par l'Assemblée Nationale. L'opposition, pendant longtemps divisée et aujourd'hui regroupée sous «La Coalition», tente en vain de renverser la vapeur pour instaurer un régime de justice. Le combat est inégal, c'est Goliath contre David. Le pouvoir de l'argent et le pouvoir armé, la répression, la violation des droits humains d'un côté. De l'autre, un peuple parfois affamé – de démocratie en tout cas – et souvent victime de fléaux tels que le paludisme, le Sida et la paupérisation<sup>5</sup> économique et sociale.

On a vu la France soutenir et réaliser la construction de nombreux «éléphants blancs» tels que: aciérie électrique, raffinerie et cimenterie et soutenir sans ambages à la fin des années quatre-

vingt le développement d'une zone franche dont le seul profit est revenu aux investisseurs occidentaux. Sans oublier l'influence active de la France soutenant Eyadema qui, de retour d'Indochine assassine Sylvanus Olympio, premier président du Togo en 1963.

Les prémices de l'expérience démocratique ont eu lieu entre 1991 et 1993 et ont vu «Le Patron» plier légèrement sous les pressions internationales et de la rue en vue d'instaurer un multipartisme après des heurts sanglants dans les rues et des mois de grève générale. La France d'alors s'est mobilisée pour venir en aide au président et le réhabiliter dans son autorité, témoignant ainsi sa fidélité inébranlable envers la dictature. Ceci a perduré jusqu'au 5 février 2005, par l'honneur rendu par Jacques Chirac «à son ami». Dès lors, pas étonnant que l'ancien colonisateur poursuive son soutien à la «Famille», tentant ainsi de préserver ses activités économiques plus ou moins officielles avec le fiston.

Tant les événements des années 90 que les événements de ces dernières semaines démontrent que le peuple sait rester uni et connaît les enjeux qui se cachent derrière le scrutin présidentiel. La lutte des clans ethniques n'est

pas à l'ordre du jour, le peuple veut retrouver une souveraineté nationale et mettre fin tout autant à la spoliation de leurs biens qu'à la corruption qui mine le pays. Le peuple a soif de justice et de démocratie.■

Antoine Droin  
Genève Tiers Monde

1 Durant les quelques semaines entre la mort du Général le 5 février et les élections présidentielles du 24 avril seule une mention dans un quotidien a été faite sur un possible assassinat de Eyadema. Cela n'a que peu d'importance dans la mesure où il ne pourrait de toute manière s'agir que d'un arrangement du moment précis de son décès, tant la maladie rongait le dictateur depuis de nombreuses années.

2 Sauf la France naturellement d'un point de vue stratégique et économique, ce qui explique sa mollesse d'intervention pour tenter de maintenir un régime totalitaire avec Faure Gnassingbé.

3 Les exportations de culture vivrières sont interdites depuis une décennie.

4 Famille s'entend au sens nucléaire du terme, Eyadema aurait eu une centaine d'enfants, mais aussi dans le sens de la famille en rapport avec la région d'origine et donc des habitants de Kara (centre Nord) et le village natal du défunt à Pya.

5 Pauvreté accentuée suite à la dévaluation du franc CFA en 1994.

## Se transformer soi-même en accompagnant l'exclu

Conseiller auprès du Secours Catholique (France), Patrice Sauvage, haut fonctionnaire engagé dans la lutte contre l'exclusion, vient de publier, dans le numéro d'avril de Foi et Développement, ses réflexions sur nos relations avec les pauvres et les exclus.

«L'autre n'est pas simplement un "il", il est encore moins un "cela", il est quelqu'un avec qui je vis une vraie relation», souligne Patrice Sauvage. Se référant à la parabole du Bon Samaritain (Luc 10, 25-37), il montre que, dans cette relation à autrui, en particulier au plus pauvre, «c'est de ce dernier qu'il faut partir, à l'inverse du "caritatif traditionnel"». Il convient donc d'ancrer toute action dans le vécu de l'homme blessé, dans ses besoins et son désir.»

A la vue de cet homme dont il se fait le prochain, le Samaritain est «remué jusqu'aux entrailles», dit une traduction. «Cela signifie que le "tu" de l'autre bouleverse mon "je". D'une part, il va me décentrer de moi-même, me faire sortir de mes fausses sécurités ou certitudes; d'autre part, et en sens inverse, il va m'amener à entrer en contact avec mes propres blessures (...) En définitive,

l'homme blessé m'introduit dans la réciprocity entre des personnes revêtues de la même dignité.» A partir de là, note Patrice Sauvage, «c'est une véritable révolution culturelle» qui est en train de s'opérer dans beaucoup d'associations humanitaires ou caritatives. «La personne pauvre n'est plus quelqu'un qu'on va simplement aider: on va se mettre à son écoute, l'accompagner, s'associer avec elle.» Certes, admet-il, au départ, souvent seule l'assistance peut être mise en œuvre, mais «on doit dépasser ce premier stade pour aller vers le patrimoine avec les personnes pauvres, dont on sous-estime beaucoup trop les potentialités».

### Un chemin de conversion

Celui qui s'engage auprès des personnes en difficulté doit né-

cessairement évoluer. «Si nous entrons dans un dialogue en profondeur avec elles et, par conséquent avec nous-mêmes, il nous faut regarder en face notre vulnérabilité et entrer dans un chemin de conversion (...) Pour entrer dans une relation vraie avec l'autre, il faut à la fois retrouver une relation vraie avec soi-même et avec le sens de sa vie.» Patrice Sauvage insiste sur l'«enracinement en soi» qui nous permet de rejoindre «ce moi profond habité par l'Esprit, ce Christ en nous qui devrait être notre roc, notre seule sécurité». Cet enracinement, ajoute-t-il, nous conduit à revoir ce qui donne sens à notre vie. Or, le sens qui domine actuellement, c'est le «toujours plus» d'avoir, de pouvoir, de savoir. Ce qui conduit les personnes en situation ou en voie d'exclusion à être considérées et à se considérer comme inutiles. Il n'y a pas de

place pour le plus faible ou le plus malchanceux.

«Lutter contre l'exclusion, conclut Patrice Sauvage, ce n'est donc pas seulement aider les plus faibles, cela suppose se rendre compte de notre complicité avec ce "toujours plus" qui produit l'exclusion et peu à peu à s'engager dans un chemin de "lâcher prise." Un chemin qui ne recherche plus le prestige mais qui conduit à se dépouiller de son ego. (...) C'est un chemin vers l'inconnu où ce n'est plus moi qui commande (...) à la manière de Pierre qui devait accepter qu'un autre le conduise où il ne voulait pas aller (Jean 21, 18). ■

Michel Bavarel

1 Publié par le Centre L.-J. Lebreton, 49 rue de la Glacière, F 75012 Paris - lebretri@club-internet.fr

## «Pour une autre Suisse possible» Deuxième édition du Forum social suisse

Le 3 juin prochain, l'Université de Fribourg ouvrira ses portes pour accueillir les participant-e-s du 2<sup>e</sup> Forum social suisse (FSS) pour une soirée sous le thème «Altermondialisme, défis et potentialités d'un mouvement en expansion. Du Forum social mondial au FSS». Ce débat marquera la concrétisation d'une longue préparation qui a débuté dès la clôture du 1<sup>er</sup> FSS, fin septembre 2003. L'organisation de cet événement aura mobilisé les représentants de plus de 80 organisations et mouvements pour définir les thèmes, les priorités et les personnalités à inviter à Fribourg. Du 3 au 5 juin, vous êtes invités à participer à une quarantaine d'ateliers, de nombreux séminaires et des conférences plénières sur les thèmes suivants: souveraineté alimentaire, injustices commerciales et financières, droits des migrant-e-s, multinationales, etc. Nous avons recueilli pour vous les analyses de deux personnalités qui ont déjà confirmé leur présence durant le week-end. Morceaux choisis.



Le Brésilien Francisco «Chico» Whitaker est un politologue averti et membre de l'une des huit associations fondatrices du Forum social mondial (FSM). Il revient sur l'avenir et les fondements du mouvement.

Les forums rassemblent celles et ceux pour qui les intérêts des humains – y compris le respect de la nature – et non l'argent et son accumulation doivent être au centre de toute décision politique. Au-delà de la dénonciation de la globalisation, la démarche du Forum ouvre des nouveaux chemins dans la recherche de solutions en tissant entre les peuples des liens de solidarité (...) c'est une nouvelle manière de faire de la politique.

### Socle fondateur

La proposition fondatrice du FSM consiste à passer du stade de la seule résistance à celui de la proposition d'alternatives. Ensuite, elle a mis en avant un e valeur essentielle pour le monde: le respect de la diversité. Les Forums sociaux sont ouverts, sans discrimination, à tous ceux qui veulent changer le monde, en respectant les choix le culture, le rythme de chacun-e, en absence de toute violence. Tous sont co-

responsables de l'événement. Le FSM nie les théories et les pratiques d'action politique basées sur l'action de leaders charismatiques. En ce sens, ceux qui organisent les Forums ne les dirigent pas. Il sont des facilitateurs. Le FSM est un espace de rencontres, dans lequel les différentes organisations de la société civile peuvent se reconnaître, s'entraider, apprendre les uns des autres, bâtir des nouvelles alliances et lancer des nouvelles initiatives.

### Espace ou mouvement?

En considérant le pouvoir de mobilisation du FSM, les plus pressés par l'évolution du monde préféreraient qu'il puisse devenir un nouvel acteur politique à part entière. Dans cette perspective, le FSM devrait identifier des objectifs de lutte prioritaires et urgents et créer des structures de coordination pour les mettre en œuvre. Ce débat n'est pas fini. En tout cas, ceux qui voient le mouvement comme un espace nécessaire au développement des luttes de ses participants, n'ont pas beaucoup de doutes sur l'effet négatif qu'engendrerait un tel changement de nature.

### Espérance de demain

Chaque rencontre – mondiale, régionale, locale – du processus Forum social mondial est aussi le temps d'apprentissage d'une nouvelle culture politique, dans laquelle la compétition est remplacée par la coopération ce qui explique le climat d'allégresse des ces rencontres. Les centaines de milliers de personnes qui adhèrent de plus en plus à cette démarche (dont un nombre croissant de jeunes, ouverts à la générosité et à l'espérance) se situent dans une perspective plus optimiste sur la nature humaine. Cette perspective – bien différente de celle adoptée par les dirigeants actuels de l'économie mondiale – a été bien résumée par Mrs. Hazel Henderson, dans un article sur l'imposture du prix Nobel d'économie (Le Monde Diplomatique - février 2005), que l'on peut résumer ainsi: l'être humain n'est pas un agent économique rationnel, ayant un cerveau reptilien obsédé par le souci de maximiser son propre intérêt, à partir de la peur et de la rareté. Ses motivations, plus complexes, incluent le soin des autres et le partage.

Tout cela a aussi, comme conséquence politique très précise, la naissance effective d'un nouvel acteur politique – indépendant du Forum – qui marquera certainement ce nouveau siècle: la société civile, solution d'un monde meilleur possible.

\*\*\*\*\*

Almenrinda Bento est une dirigeante féministe portugaise, professeur et membre de la coordination de la «Marche mondiale des femmes pour le Portugal». Elle s'exprime sur son engagement en lien avec les Forums.

A présent, les Forums sont l'outil des mouvements sociaux et des forces progressistes dans le monde pour trouver l'énergie

nécessaire pour mener la lutte contre le néolibéralisme. Cependant, il ne faut pas tomber dans la routine mais approfondir les liens entre nos luttes. C'est là l'un des défis auxquels devra répondre le Forum social suisse. On ne sait pas ce que sera la futur. Mais il faut tout de même continuer à créer des réseaux et des liens de communication efficaces entre nous.

### Unis mais différents

Il est essentiel que les différences et la diversité puissent continuer à être respectées dans le cadre de ce processus altermondialiste en construction. Aujourd'hui il n'est plus possible de réfléchir aux luttes que nous menons dans nos pays respectifs sans penser à celles des autres peuples. Les femmes et les hommes qui souffrent chez eux des mêmes attaques de notre ennemi commun, le néolibéralisme. Etablir entre nous des réseaux de communication et de combats communs, c'est à présent la meilleure façon de mettre en commun nos luttes, tout en respectant nos différences et nos spécificités.■

Propos recueillis par  
Sergio Ferrari  
Service de presse  
E-CHANGER

La COTMEC sera présente au FSS au travers de deux campagnes qu'elle soutient et dont des membres animeront des ateliers et des plénières. Une conférence plénière le dimanche 5 juin entre 8h30 et 10h30 intitulée «injustices économiques et financières, une fatalité?». Un atelier organisé par la Campagne pour le désendettement et les réparations en Afrique du Sud sur le thème «Pression sur les multinationales – Le cas sud-africain: des sanctions aux plaintes».■

Depuis quelques années, nous avons pris le pli de vous proposer une sélection de livres afin de vous accompagner durant la pause estivale. Cette fois, ce sont des films et des documents audio-visuels qui ont retenu notre attention de part les thèmes abordés, la qualité artistique et l'engagement qui les sous-tend. Des images et des témoignages qui abordent avec force, pudeur ou ingéniosité quelques-unes des grandes fêlures qui bouleversent notre monde.

## Goliath Le cauchemar de Darwin

Le mythe de David et Goliath revisité par Tareq Daoud, un jeune cinéaste suisse d'origine afghane, pose la question du lien qu'unit le changement à la violence sur fond de rapport de forces inégales. Un homme d'affaire désabusé invective une foule de manifestants défilant sous ses fenêtres. Le ton monte entre les deux camps et le financier se retranche dans l'univers ouaté de son luxueux bureau. Surgie de nulle part, une fourmi monte sur sa main, pour en être aussitôt éjectée. Revenant à la charge, elle finit par se glisser à son insu dans son oreille. S'en suit une lutte absurde de l'homme contre un ennemi improbable dont la présence le rend fou. L'issue sera fatale pour le financier : cherchant de l'aide, ce dernier se fracasse la crâne en s'encouplant dans son tapis. L'intrigue est filmée dans l'ambiance oppressante d'un huis clos où les effets sonores et les plans serrés viennent renforcer l'inquiétante étrangeté d'un combat invisible aux parallélismes multiples. Ce premier court métrage est servi par un procédé cinématographique particulier d'animation. Un beau moment de cinéma à l'allégorie nuancée. ■

M.O

Pour commander le film: IDIP Films, tel +41 (0) 22 347 6080

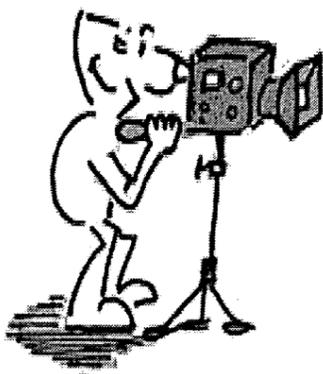
## Les mots pour le dire

D'abord une rumeur de ce qui pourrait être une fête villageoise. Puis, une voix formelle et anonyme, rappelle que le viol en tant qu'arme de guerre a été, et est utilisé de l'Antiquité à nos jours comme un élément constitutif de la répression des populations civiles. Parfois, des voix scandent les maux, égrenent les lieux, alignent des chiffres qui donnent le vertige. Partout. En tout temps. Dans une impunité presque totale. Suivent des extraits radio-phoniques qui évoquent les violences sexuelles faites aux femmes en divers lieux. Parfois la musique se fait sourde, la guerre devient une réalité audible. Vient enfin un moment de répit, lorsque les femmes s'expriment pour qui condamne tant de leurs semblables à vivre une blessure permanente au corps et au cœur. C'est dans ce face à face avec une réalité trop souvent négligée

par une opinion publique indifférente que nous plonge le document audio réalisé conjointement par l'Université de Genève, la DDC et l'IUED. Dans le livret qui accompagne le CD, on trouve côte à côte des extraits des différentes conventions qui énoncent les droits des femmes en temps de guerre, suivi du témoignage de victimes de l'Est Congo (RDC) emblématiques de toutes leurs sœurs de souffrance. Comme pour souligner un peu plus le gouffre qui sépare encore les vertueuses déclarations de la réalité des conflits. Un précieux outil de sensibilisation, douloureux mais nécessaire, dont l'écoute ne laisse pas indenne. A faire ciculer le plus largement possible pour que jamais on n'oublie cette humanité bafouée. ■

Martyna Olivet

Pour commander le CD : presse@unige.ch ou cotmec



## «Hotel Rwanda»

Disons-le d'emblée : « Hotel Rwanda » est un film à caractère hollywoodien, destiné à un large public qui n'a pas l'ambition de retracer une vérité historique à la manière d'un documentaire. Mais pour le « public cible » généraliste de ce film, cela n'importe pas. D'ailleurs, avant d'entrer dans la salle, les spectateurs se souvenaient-ils même qu'au Rwanda il y a des Hutus et des Tutsis ? Ils ressortiraient du film bouleversés, remués en profondeur d'avoir pu s'identifier, l'espace de deux heures, à ces centaines de milliers de victimes dont nous parlent les journaux. En choisissant le point de vue des Milles Collines, îlot de civilisation au milieu de la folie et en évitant la surenchère du sang, le film touche plus en profondeur: c'est le sentiment d'insécurité absolue, d'abandon total, d'angoisse folle qu'ont dû ressentir les victimes que les spectateurs peuvent palper pour eux-mêmes et, le temps de la projection, se l'approprier. D'autres films suivront, peut-être plus soucieux de la réalité des faits. Celui-ci cherchait à rendre sensible le quidam ordinaire, l'interpellé pour qu'il ne puisse oublier et participer ainsi au devoir de mémoire collectif. Ce but ne pouvait qu'être atteint par le biais de l'industrie cinématographique diffusée à l'échelle de la planète. Au prix d'un exercice d'équilibrisme entre nécessité de rentabilité financière et message de fond. Au vu de ce qui se dit du film en Europe, Georges Terry a réussi à tenir ce pari. ■

Jérôme Strobel

1231 JAB  
Conches

Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

## COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax: +41 22 708 00 79  
E-mail: cotmec@worldcom.ch  
Web: www.cath.ch/cotmec  
CCP: 12-21551-1

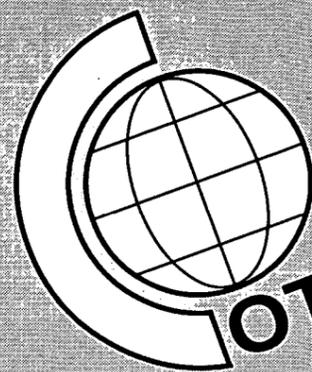
## COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara / GE

**AVIS AUX ABONNES**  
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 270 - Juillet-août 2005



COTMEC  
INFO

Mini-dossier  
Echos de la journée  
théologique

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

## Billet évangélique

## Il faut d'abord y croire!

Je revois encore ce grenier poussiéreux dans les combles d'un vieil immeuble parisien auquel donnait accès un escalier branlant. Une ruche bourdonnante vous accueillait dès que vous poussiez la porte. Un essaim de dames grisonnantes collant des timbres par ci, découpant des journaux par là, tapant à deux doigts une circulaire sur une Hermès antédiluvienne, luttant contre une méchante photocopieuse, dégringolant d'étagères montées sur des briques mal ajustées au risque de se déboîter la hanche ou se briser le col du fémur... Dans ce décor de pots de colle, de ciseaux et de bouts de ficelles – je n'ose écrire de «vieilles dentelles» – naissait et se développait l'ACAT (Action Chrétienne contre la Torture) qui célébrait il y a peu son 30<sup>e</sup> anniversaire. Je n'ai jamais oublié cette vision et surtout cette leçon. Avant les *œuvres*, il y a d'abord la *foi* et le don de soi. Il faut commencer par «y croire»; les fonds et les ordinateurs suivront.

Même impression en mai dernier à l'occasion de l'assemblée générale de l'ACAT suisse. Bien sûr, le budget a gonflé et le secrétariat s'est équipé. Mais toujours le même enthousiasme et la même générosité. Avec cette pointe de délicatesse et d'élégante politesse, tout à fait de mise quand il faut rédiger une supplique à un chef d'Etat que vous savez par ailleurs être le dernier des salauds. Je pourrais en dire autant de tous ces militants de base qui ne sortent jamais de chez eux sans une pétition à vous coller sous le nez. Ajoutez à cela un zeste de prière et vous aurez la recette du «succès».

Mais voilà, le Fils de l'Homme, quant il reviendra, trouvera-t-il encore «la foi» sur la terre? ■

Guy Musy

Edito

## Un vote sur la conscience

Monseigneur Henrici, ancien évêque auxiliaire de Coire, a déclaré fin avril dernier qu'un bon chrétien ne devait pas voter UDC. La démarche est forte et ne laisse pas indifférent à l'heure où le divorce du politique et de l'éthique est bien consommé.

Que vaut le recours à la seule conscience dans une société où le religieux a été défini-



tivement déclassé de la scène politique à la sphère la plus privée? Surtout, quant cette dernière, même pétrie d'éducation et de valeurs, s'avère incertaine, comme nous l'indique le philosophe et théologien Paul Valadier dans son ouvrage «Eloge de la conscience». Incertaine au point de se laisser confondre lorsque le «mal» se travestit en «bien» plus souvent qu'il n'y paraît.

Comment, dans ce contexte, concilier son rôle d'acteur social et politique avec ce que nous apprend l'enseignement chrétien sur la conception de la société, du pouvoir et du traitement fait à son prochain? L'histoire a démenti certaines alliances aux justifications prétendument théologiques. Etre chrétien ne s'accommode pas d'un régime totalitaire, oppressif ou ségrégationniste. Seulement voilà, c'est souvent après-coup que vient, ou ne vient pas, un timide mea-culpa ou un tardif distanciellement. Pensez à ceux qui ont résisté au nazisme ou à l'apartheid, ils n'étaient pas les plus nombreux. Pourtant aujourd'hui, tout le monde s'accorde à qualifier de crimes contre l'humanité de tels régimes fondés sur la discrimination de l'homme par l'homme.

Il apparaît difficile d'apporter une réponse unique à la question, pourtant primordiale, «être chrétien? qu'est-ce que c'est?». Pourtant, au prix d'une légère pirouette intellectuelle, il est possible d'y apporter des éléments de réponse par la négation. «Etre chrétien, ce n'est en tout cas pas: ...». Complète qui voudra, en fonction des valeurs du même nom apparaissant comme les plus saillantes dans son parcours et ses convictions. C'est ce qu'a fait Mgr Henrici. Il a tapé juste, au point que même un Pascal Couchepin a repris pour son compte cette interpellation en déclarant: «Lorsqu'il s'agit d'asile, j'ai un gros problème, en tant que chrétien, à faire coïncider mes croyances avec la politique de l'UDC».

A l'heure où la Suisse plombe toujours plus sa politique d'asile, allant jusqu'à mépriser des principes élémentaires d'humanité, en contradiction avec sa propre Constitution, il semble nécessaire de soutenir ceux qui n'acceptent pas certains compromis contraires à notre dignité d'être humain telle que la défend l'Evangile. On souhaiterait voir nos représentants d'Eglise oser plus souvent des paroles aussi fortes. ■

Martyna Olivet

## Le Forum social suisse: un pas en avant...

Du 3 au 5 juin 2005, s'est tenue à Fribourg la deuxième session du Forum social suisse (FSS), «Pour une autre Suisse possible». La participation nourrie ainsi que la qualité des débats attestent du succès de cette rencontre. Durant ces trois jours, environ 1200 personnes ont participé au FSS –contre 800 en septembre 2003–, y compris les activités musicales du vendredi et du samedi dans trois salles de Fribourg.

Thèmes principaux débattus: l'émigration; les tendances répressives et autoritaires dans la société suisse; la responsabilité des multinationales; la souveraineté alimentaire; le rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après 10 ans d'existence; l'économie non-violente et la solidarité avec le peuple palestinien.

Une douzaine de personnalités internationales étaient présentes comme invité/es à Fribourg. Parmi celles-ci, Francisco «Chico» Whitaker (Brésil) et Samir Amin (Égypte), tous deux membres du Conseil international du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre; Ilan Pappé (historien israélien); Isabelle Avran (France), Amadou Kanoute (Zimbabwe), Jason Cainglet (Philippines), Denise Mendez (France), ainsi que des dirigeants syndicaux et sociaux de plusieurs pays latino-américains (Venezuela, Colombie, Cuba, etc.).

### Un agenda pour la mobilisation sociale

Le FSS réunit 80 organisations et réseaux: des syndicats des ONG actives sur les questions du développement, des groupes politiques, écologistes et de défense des droits humains, des mouvements d'immigré/es, de solidarité, de femmes, des chrétiens (dont la COTMEC), etc.

Lors de la séance de clôture a été défini un agenda des principales activités, initiatives et mobilisations sociales. Parmi ces dates, il faut signaler les états généraux de l'asile (octobre 2005), pour affronter le durcissement de la politique contre les immigré/es et les requérant/es d'asile.

Par ailleurs, une audience publique se tiendra les 29 et 30 octobre, au Kornhausforum (Bern), pour analyser et juger la politique de l'entreprise multinationale NESTLE en Colombie. Une initiative similaire, mais à l'échelle mondiale, est impulsée par l'association «Multiwatch».

Diverses initiatives contre la nouvelle phase de négociations menées par l'Organisation mondiale du commerce seront menées en Suisse. Parmi elles, un Conseil général des peuples, qui se tiendra à l'occasion de la réunion du Conseil général de l'OMC à Genève (fin juillet 2005); et qui sera complété par une mobilisation internationale massive juste avant la séance suivante de ce conseil, le 16 octobre 2005.

### Le grand défi

Le grand effort fait pour assurer l'égalité hommes-femmes dans les grandes conférences et dans les sessions d'ouverture et de clôture du FSS est un fait constant. Tout comme la participation active des jeunes, spécialement à l'occasion du programme musical dans le cadre du Forum.

Il reste toutefois un défi essentiel: la nécessité que les organisations et les mouvements qui en sont membres «s'approprient» réellement le FSS, le ressentent comme une possibilité, l'alimentent et le renouvellent, le remplissent de présence humaine et de contenu. Pour pouvoir avancer de manière plus consistante dans l'élaboration d'alternatives viables.

Les fondations ont été creusées. Il ne reste qu'à construire la maison...■

Sergio Ferrari  
Trad. H.P.Renk  
Service de presse  
E-CHANGER

## Amazonie: au bout de 30 ans de lutte...

Le 15 avril dernier, le président brésilien Luis Inácio Lula da Silva signait le décret d'homologation de la démarcation du territoire indigène de Raposa Serra do Sol. C'était l'aboutissement de trente ans de lutte.

Dans l'Etat du Roraima, tout au nord au Brésil, s'étend le territoire des peuples Makuxi, Ingarikó, Taurepang, Wapichana et Pantamona, au total une quinzaine de milliers d'indigènes. Ils sont depuis longtemps aux prises avec la «civilisation». Celle-ci leur a d'abord apporté des maladies comme la grippe ou la rougeole qui ont provoqué des ravages dans leurs rangs. Ensuite, des éleveurs ont envahi leurs terres. Ils disaient que les indiens n'en avaient pas besoin car ils ne possédaient pas de bétail. En 1977, lors d'une assemblée de la mission, des chefs traditionnels ont exposé d'innombrables cas d'oppression et de violence. «Le diocèse a décidé d'intervenir. Nous avons agi d'une part auprès des Indiens pour qu'ils retrouvent l'espoir, d'autre part auprès de la société blanche pour qu'elle reconnaisse le droit des indigènes», m'expliquait en 1996 Dom Aldo Mongiano, alors évêque de Boa Vista, la capitale du Roraima. Dès lors, les Indiens se sont remarquablement orga-

nisés et ont mené une lutte opiniâtre. «Par contre, du côté des Blancs, c'est l'échec», reconnaissait Dom Aldo. Divers projets, en particulier d'élevage, ont été mis sur pied pour permettre aux Indiens de sortir de leur pauvreté. Lors de ma visite de 1996, ils possédaient 20 000 têtes de bétail. Ce troupeau a été pour eux un moyen de reconquérir leur terre. Après bien des péripéties, une bonne partie des éleveurs non indigènes ont quitté la région. Par contre sont arrivés des chercheurs d'or qui ont introduit l'alcool et la prostitution. Et le mercure utilisé pour extraire l'or a empoisonné les rivières. Des riziculteurs se sont ensuite également introduits dans la réserve.

### Campagne de terreur

La Constitution de 1988 reconnaît aux peuples indigènes du Brésil leur droit sur les terres qu'ils occupent traditionnellement. En 1996, alors que celles de Raposa Serra do Sol étaient

démarquées mais pas encore enregistrées, le président Cardoso signait un décret permettant aux «intéressés» de contester cette démarcation. L'assemblée législative du Roraima s'assurait les services de cinq avocats chargés d'aider les dits «intéressés» à formuler leurs réclamations. Ils en réunissaient huit cents. Le conflit continuait ainsi entre les Indiens appuyés par l'Eglise (sauf les quelques-uns qui s'étaient rangés du côté de leurs adversaires) et les envahisseurs de leurs terres qui réclamaient le morcellement de la réserve, avec le soutien des politiciens locaux et leurs relais au niveau national. Il a pris une tournure particulièrement violente en janvier de cette année. Selon un manifeste des mouvements de défense des droits de l'homme, «une campagne de terreur a été lancée contre l'homologation de Raposa Serra do Sol». Elle a culminé dans le sac d'une mission et le séquestre de deux prêtres et d'un frère.

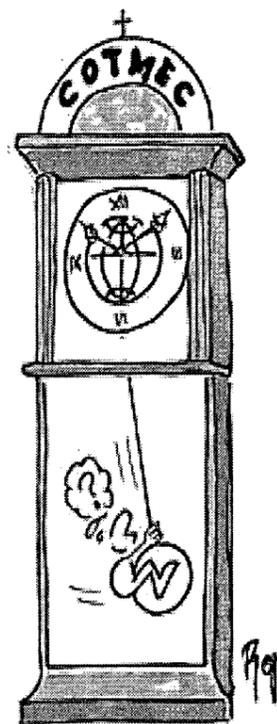
Enfin, le 15 avril, au bout de trente ans, durant lesquels 21 Indiens ont perdu la vie et des dizaines d'autres ont été battus, torturés ou emprisonnés, le président Lula signait le décret d'homologation. La Conférence épiscopale du Brésil s'en réjouissait et saluait l'«action courageuse» du Conseil Indigène du Roraima, du diocèse et du Conseil indigéniste missionnaire, «au cours de ce long itinéraire de lutte et de souffrances».■

Michel Bavarel



## Echos de la journée théologique de la Cotmec Penser le changement

Tout chrétien, toute chrétienne normalement constitué-e est tourneboulé-e par le changement opéré dans la façon de vivre sa foi. Combien se rappellent avec nostalgie l'époque où les églises étaient pleines, où la pratique religieuse était unanime et partagée. Aujourd'hui, les manifestations rituelles de la foi laissent place à une intériorité difficile à creuser, à alimenter, à vivre et à exprimer. L'Eglise s'épuise à vouloir faire toujours plus avec toujours moins de prêtres et pour des fidèles de moins en moins...fidèles!



basculement de l'Eglise, une nouvelle réalité qui dessine un nouveau paysage religieux. Dans cette diversité d'expression de la foi, nous ressentons le besoin de défendre les fondements, d'enraciner notre foi, d'incarner notre vie de chrétien-ne. «Aime et fais ce que voudras», disait St Augustin. L'amour du prochain demeure la meilleure manifestation de l'amour de Dieu. Ce Christ que je ne vois pas a le visage de l'autre, mon visage. Quelles sont les instances humaines fondamentales auxquelles il faut revenir?

### Trois niveaux d'humanité

Nous décelons 3 niveaux d'humanité, desquelles découlent 3 niveaux de responsabilité:

1) Qui je suis  
L'identité définit à la fois notre singularité (comme sur une carte d'identité) et notre similitude. Ce qui évoque que nous sommes tous semblables en tant qu'êtres humains dotés des mêmes droits et d'une égale dignité. Nous sommes uniques et nous ne faisons qu'un. C'est là une parfaite définition du chrétien, de la chrétienne. Mais l'individu, aujourd'hui, a tendance à se perdre dans une recherche compulsive d'identité, à s'y réfugier contre les autres. Je ne suis pas que mon enveloppe corporelle. Dieu parle à mon psychisme, ce donne biologique qui permet de développer une intelligence du monde. C'est au niveau du souffle, de l'âme, de l'esprit que les chrétien-ne-s se rencontrent.

2) Qui je croise  
C'est là toute ma communauté d'appartenance, qui n'a rien à voir avec les réseaux que je peux construire autour d'une idée ou d'une mode (il convient de se garder du communautarisme autant que de l'individualisme). Cette appartenance est tissée des liens humains significatifs qui font de moi un être incarné, un-e chrétien-ne enraciné-e. Elle grandit grâce aux actes que je pose face aux autres.

### Une mission pour la Cotmec

Le travail de discernement est de moins en moins simple dans une société à la complexité croissante et à la pluralité tant éthique que culturelle. Nous devons prendre en compte un certain

3) Qui je suis par rapport à l'humanité  
C'est quand je suis le plus concret là où je suis, en posant des actes libres et responsables, que je parle le plus à l'humanité. A tous les niveaux, je dois me sentir en lien avec moi-même, avec l'autre, avec l'humanité, avec Dieu. C'est là le sens premier de la religion.

### Le métier Cotmec

Ainsi, si la Cotmec réaffirme son appartenance à l'Eglise, elle souhaite être toujours plus présente auprès des personnes de la marge. La Cotmec veut inciter les chrétiens-ne-s à une relecture de la réalité, à une confrontation de la

réalité avec la foi, à une réflexion qui mène à l'action. La Cotmec veut repérer les actions des justes d'aujourd'hui, c'est-à-dire celles et ceux qui témoignent d'une justice qui nous dépasse. Etre un simple relais pour mettre ces faits en lumière, pour nous régénérer dans notre conscience de la dignité humaine. Nous pouvons résumer notre volonté d'action par ces deux métaphores: Saisir les prises qui s'offrent à nous pour agir et grimper, Participer aux chantiers de la solidarité. Bonne route de foi à chacune et chacun, avec la Cotmec.■

Roland Pasquier

Paul Valadier fait la relation entre la conscience et la raison, la morale et la responsabilité. Désormais, apparemment, ne règne plus qu'une morale cool et un bonheur light. Et pourtant, «la conscience contemporaine est tantôt sommée de se sentir responsable de tout, tantôt blanchie de toute responsabilité à cause du carcan bureaucratique dans lequel, dit-on, elle est prise. L'individu impuissant est en même temps tenu de porter le poids du monde.» Ce qui est bien lourd pour une personne seule. Il faut donc compter sur la communauté et sur l'Esprit. «Le régime de la liberté chrétienne selon l'Esprit ne peut pas s'accommoder d'un régime légaliste qui fixerait par les règlements l'ensemble du comportement humain. A suivre cette ligne de pensée, la Loi divine évangélique est alors tout le contraire d'une obturation, mais bien plutôt une ouverture à l'Esprit qu'aucune règle inutile ne doit surcharger.» Mais l'on peut légitimement se sentir perdu, car «chacun doit bien composer avec la réalité résistante et avec sa non-conformité principielle avec le bien visé.» Et l'auteur de conclure en affirmant: «C'est bien à la personne concernée de prendre ses responsabilités, y compris contre l'avis d'autrui, et de suivre les prescriptions de la conscience, quoiqu'il lui en coûte.»

Seulement elle n'est morale-ment justifiée à la faire que quand elle n'a pas minimisé d'abord l'importance de la relation humaine, lieu de la socialité et de la raison.» Marcel Gauchet veut croire en l'avenir de ce monde désenchanté. «Nous sommes devant un tournant. Dieu est passé dans l'inimaginable au regard de nos catégories établies. La théologie est devant la tâche de Le rendre pensable pour la raison et accessible pour la foi. Rien à voir avec l'époque où l'intensité de l'attestation du dedans allait de pair avec l'éclatante vitalité de l'institution au dehors et la multiplicité des signes du sacré dans l'environnement social. La foi y gagne la force intime d'une expérience plus probante que le banal témoignage du sens commun. Elle y contracte simultanément le handicap d'un subjectivisme qui la fragilise aux yeux de celui-là même qu'elle mobilise.» Que veut dire croire aujourd'hui «entre la ferveur et l'expectative, l'intensité de l'engagement personnel et le retrait individuel, l'aspiration fusionnelle et le bricolage privé?» Ce sont là des interpellations auxquelles une pensée chrétienne vivante ne peut se dérober.■

# Renouvellement du mandat de la COTMEC

## Que le fou du roi continue sa voie !

Peu d'institutions sont capables de s'offrir le luxe de favoriser en leur sein un organe jouant le rôle de fou du roi. L'Eglise catholique à Genève a pourtant eu ce courage il y a 36 ans. Des groupes de prêtres et de chrétiens l'interpellaient sur ses responsabilités face à divers enjeux de taille : commerce des armes mené par quelques firmes helvétiques, impacts négatifs des pratiques de certaines multinationales, etc. Bousculés par ces interpellations de personnalités engagées, les responsables de l'Eglise d'alors, Vicaire épiscopal en tête, n'étaient pas restés indifférents. Et même plus : ils avaient tenu à souligner que les questions soulevées par ces regards critiques ne devaient pas être portées seulement par une minorité parce qu'elles concernaient toute l'Eglise et chaque chrétien en particulier.

Joignant le geste à la parole, les autorités catholiques genevoises instituaient officiellement un organe chargé de faire office d'aiguillon critique dans la réflexion sur les questions Nord-Sud. La COTMEC était née et son mandat était précisé : « sensibiliser l'opinion publique sur les enjeux de la justice Nord-Sud et interpeller les chrétiens ainsi que les autorités de l'Eglise sur leurs responsabilités dans ce domaine. »

### Garde-fous nécessaires

Les actions et réflexions de la COTMEC n'ont pas toujours été acceptées sans autre et ce n'est pas étonnant vu le caractère nécessairement dérangeant de ses interventions. La Commission a

donc été d'autant plus soucieuse de s'outiller pour se forger un regard avisé et compétent sur les questions Nord-Sud. Il fut aussi important pour elle de se donner des garde-fous. Elle aurait pu se limiter à des propos généraux et incantatoires qui ne blessent personne; elle s'est au contraire efforcée d'empoiigner des chantiers concrets qui permettent un engagement ici et maintenant. Elle aurait pu se contenter de saupoudrer de sacré les idéologies en vogue, ou se laisser instrumentaliser par tel ou tel courant de pensée. Elle a dû s'efforcer constamment de donner à penser au lieu de prescrire, en prenant au sérieux la proposition de sagesse de sa propre tradition religieuse, sans négliger celles des autres.

L'Eglise n'est pas là pour bénir un clan politique quel qu'il soit. Mais lorsqu'une Commission en son sein soulève des questions politiques, elle doit pouvoir inviter les chrétiens à faire, en conscience, un examen critique de la cohérence de leurs pratiques avec leur foi affirmée. C'est dans ce domaine que depuis plus de trois décennies la COTMEC tente de développer des compétences sans prétendre à l'infaillibilité.

### Garder la dynamique

Lors de la dernière séance de septembre 2005, le Conseil Pastoral Cantonal (CPC) et Mgr. Pierre Farine ont confirmé très clairement le mandat de la COTMEC. Pierre Farine a tenu à rappeler et à faire siens les propos de son prédécesseur Amédée Grab : « Il importe que, ins-

tallé depuis longtemps dans un confort enviable quoique inégalement partagé, basculant ensuite dans le mal-confort du chômage et dans une préoccupation légitime concernant l'avenir des acquis sociaux qui pourraient nous refermer sur nous-mêmes, nous estimions importante dans notre Eglise la fonction d'une Commission qui réactualise avec compétence la tâche de nous sensibiliser aux enjeux d'une solidarité dépassant les frontières de Genève, de la Suisse. (...) La tâche de la COTMEC n'est pas d'accomplir à notre place ou même en notre nom un effort d'information et de jugement dont nous serions dispensés. (...) L'activité de la COTMEC n'est satisfaisante que si elle nous met tous et toutes en route. »

### Précieuse confiance

Le CPC a souligné l'importance de ce mandat d'interpellation, même quand il est dérangeant car il est « important de bousculer un establishment qui a parfois tendance à ronronner » alors que les défis de la solidarité sont plus vitaux que jamais. La COTMEC, sur le point de renouveler l'équipe de ses permanents, est bien consciente du fait que la confiance qui lui est accordée n'est pas un blanc seing pour agir à la légère. Ses membres la considèrent comme une incitation à se remettre toujours davantage à l'écoute de l'interpellation des Evangiles qu'il s'agit d'actualiser en fonction de notre temps présent. ■

Dominique Froidevaux  
Martyna Olivet

### Le monde à l'envers

Le *Solidaire* hors série, édité par la Déclaration de Berne, est né d'un constat : dans un monde toujours plus complexe, les injustices à l'origine des plus graves inégalités humaines persistent. Pour en aborder les causes et les mécanismes, les auteurs nous proposent de prendre « le monde à l'envers » et de parcourir sous l'axe Sud-Nord les quelques points cruciaux sources de pauvreté : flux financiers, alimentation, environnement, etc. Une approche globale, des chiffres parlants et surtout des pistes d'action concrètes pour ouvrir le monde des possibles. Dans la droite ligne des préoccupations de la COTMEC, nous ne pouvons que vous le recommander. ■

thème : « S'accomplir : balises pour l'accompagnement spirituel ».  
Renseignements et inscriptions : 032 718 11 20 ou [service.formcont@unine.ch](mailto:service.formcont@unine.ch)

Le Centre Catholique International de Genève tiendra ses Journées « Vivre ensemble l'interreligieux », du 12 au 14 novembre prochain en partenariat avec le Conseil Œcuménique des Eglises et la Plateforme interreligieuse de Genève. Le thème central, « Identités religieuses : repli ou ouverture ? », sera débattu dans le cadre de conférences, forums, expositions et concerts.  
Renseignements et inscriptions : CCIG, 022 734 14 65 ou [ccig@bluewin.ch](mailto:ccig@bluewin.ch)

### Agenda

#### Les formations de la rentrée :

La formation à la **résolution non-violente des conflits** débute dès fin septembre et s'étendra jusqu'au mois de juin 2006 par un module de perfectionnement. Des thèmes nouveaux comme « Sortir des jeux de la manipulation » ou « Négociation coopérative » viennent alimenter un programme déjà fort riche.  
Renseignements et inscriptions : Lucienne Erb, 022/345 98 73 ou [lucienne.erb@bluewin.ch](mailto:lucienne.erb@bluewin.ch)

L'Université de Neuchâtel propose, du 24 octobre au 5 décembre 2005, un séminaire de formation continue sur sept soirées animé par la théologienne Lytta Basset sur le

JAB  
1231 Conches  
Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

### COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax : +41 22 708 00 79  
E-mail : [cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch)  
Web : [www.cath.ch/cotmec](http://www.cath.ch/cotmec)  
CCP: 12-21551-1

### COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable:  
Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara / GE

**AVIS AUX ABONNES**  
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.  
Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier  
Témoignage-Haïti

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

## La Paix... Variations sur un thème connu

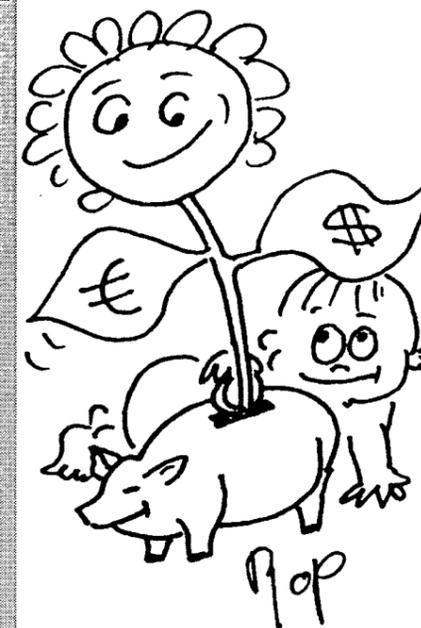
Rien de mieux pour vous garder en forme qu'un jogging, aux aurores d'un samedi, sur les quais de Genève? Détrompez-vous. L'exercice n'est pas innocent. Vous slalomez entre canettes de bière, papiers gras et bouteilles de Coca. Sur un banc, de vertueux édiles ont fait inscrire cette recommandation citoyenne : « Respectez ce lieu de paix ». Voyons donc ! D'aucuns ne se sont pas privés de leurs graffitis en guise de commentaires : « La paix entre les peuples, Oui ! La paix entre les classes, Non ! » Je veux donc bien m'asseoir sur ce banc aux côtés d'un noir, d'un jaune, d'un blanc, d'un rouge ou d'un vert... Mais qu'il me fasse d'abord voir sa déclaration d'impôts ! Tant mieux si elle ressemble à la mienne, sinon je déterre ma hache de guerre. Merveilleuse civilisation ! Je doute du reste que les détenteurs de gros portefeuilles qui à ces heures sont encore dans les bras de Morphée soient tentés de goûter un peu de paix sur ce banc. Donc, vive la ségrégation des porte-monnaie et vive aussi l'amitié entre les peuples !

Et pourtant, de l'autre côté du lac, sur le Quai du Mont-Blanc, une immense pancarte flotte à la surface d'un immeuble. En gros caractères ces mots : « La Paix à Genève depuis 140 ans ! » Tiens, c'était donc ça ! L'anniversaire de Karl Marx et de sa lutte des classes ! Encore une illusion. La banderole ne fait que commémorer la fondation de l'Hôtel de la Paix. Au premier coup d'œil, cet établissement n'a rien d'un havre pour prolétaires. Liberté, liberté, que de crimes commis en ton nom ! On pourrait en dire autant de la paix ! A moins qu'elle ne soit le fruit d'un juste partage entre humains, tous enfants du même Père. ■

Guy Musy

Edito

## Coloniser l'imaginaire: la publicité pour alliée



« Tout se joue avant six ans » affirmait un courant de la psychologie du développement, qui a émergé en force dans les années 1970. Proche du slogan, cette affirmation n'est pas restée lettre morte pour un maillon central de notre société de consommation : les publicitaires.

Que les enfants, de plus en plus jeunes, soient devenus la cible privilégiée du département marketing des marques ne fait plus de doute. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que les deux tiers des produits consommés durant l'enfance le seront encore à l'âge adulte. De plus, le pouvoir d'achat des jeunes est estimé à 600 milliards de \$, sans compter leur influence grandissante sur les comportements d'achats des parents ! Un marché trop alléchant pour s'en priver... Plus tôt les enfants seront fidélisés dans leurs habitudes de consommation, plus vite on en fera des agents économiques dociles, conditionnés aux rouages d'une société du tout marchand.

Dans cette même logique, en amont de la consommation, il est important d'inculquer aux enfants le goût de la capitalisation. Encore faut-il s'assurer que ce capital soit visualisable pour être en mesure de séduire et d'alimenter l'imaginaire de plus petits. Quand ceux-ci sont encore trop jeunes pour apprécier les montants affichés par leur relevé bancaire, l'or ou le platine de leur carte de crédit, rien ne vaut le détour par la sympathique tirelire. Mais pas n'importe laquelle. Celle dont la publicité a échoué dans ma boîte aux lettres est un bel exemple d'endocrinement précoce et de manipulation symbolique. Présentée comme une fleur en plastique à l'affichage digital, son écran montre une plante (virtuelle) s'épanouir et « déployer toute sa splendeur » à mesure que s'y accumule l'argent versé. Mais attention : « s'il (l'enfant) n'y met rien, la plante meurt de soif » (sic) !

Même en étant familier du discours sacralisant la croissance et l'argent, cette explication sans détour du capitalisme à l'usage des plus petits laisse sans voix. On peut déplorer en vrac la manipulation symbolique mensongère qui associe la croissance économique à un végétal dans l'esprit des enfants, érige le capital en facteur ultime où la vie dépend de son accumulation continue, le conditionnement à l'argent, le détournement du don, etc. Un constant s'impose : dire qu'il ne sera pas facile de « Décoloniser l'imaginaire » de ceux qui auront été structurés par ce type de modèle dès leur premier âge relève de l'euphémisme. Car, pour reprendre les propos de Serge Latouche, les mythes les plus tenaces de la société de consommation sont ceux qui prennent racine dans nos représentations et qui en font notre propre ennemi. « Il faut commencer par voir les choses autrement pour qu'elles puissent devenir autres. (...) En d'autres termes il faut décoloniser notre imaginaire pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. » L'auteur n'est pas pour autant dépourvu d'optimisme : sous tous les régimes naissent des dissidences, les enfants gardent sa confiance, ils sauront trouver leur voie, si, tout autour, des adultes mettent en pratique leurs convictions. On ne peut que souhaiter à ces enfants d'autres pâturages que le vert de leurs dollars. ■

Martyna Olivet

1. Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire : la pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Ed. Paragon, Paris, 2003.

## Qui émigre ?

### Le cri d'une Africaine

**Mariétou Mbaye Biléoma, une Sénégalaise vivant au Bénin, a publié plusieurs livres sous le pseudonyme de Ken Bugul qui signifie « Personne n'en veut » en wolof. Elle s'exprime avec vigueur sur le non accueil des migrants du Sud par le Nord dans une « carte blanche » offerte par la revue de la Direction du développement et de la coopération (DDC) « Un seul monde » (septembre 2005). Extraits.**

L'émigration est une décision douloureuse. La personne qui émigre se trouve au bout du désespoir (...) Son pays est sacagé par des dirigeants et des gens sans scrupules, avec la complicité des gouvernements du Nord. Ces derniers, qui s'insurgent contre l'immigration, devraient réfléchir au lieu de se barricader (...)

Quand les pays du Nord soutiennent les dictatures, entretiennent

des économies de guerre, arment les uns et les autres, continuent de sucer les ressources de la planète, méprisent les règles de justice et de morale dont pourtant ils se targuent. Quand des pays dits développés, même au-dessus de tout soupçon, accueillent dans les coffres de leurs banques les biens qui appartiennent aux peuples (...) Quand un enfant d'un pays producteur de cacao ne mange pas de chocolat. (...) Quand un Congolais de la RDC, dont le pays peut nourrir et étancher la soif de tout le continent, en arrive à manger des semelles bouillies ou fouille dans les poubelles des coopérateurs, des ambassades et autres expatriés (...) Que peuvent faire ces peuples ?

Les pays dits développés doivent voir dans l'immigration les méfaits de leur indifférence, les conséquences de leurs relations avec le reste du monde, où vivent aussi des êtres humains. Pour l'instant, ils la perçoivent comme l'afflux d'innombrables « étrangers » venus « manger leur pain » (...) Les pays dits développés doivent revoir leur approche.

**C'est toujours un plaisir de faire partager à nos lecteurs les écrits des proches collaborateurs de la COTMEC. Prêter sa plume pour témoigner du parcours et des actes de ceux qui, « amis de vie et d'utopie », alimentent l'espérance et l'envie de mobilisation est précieux. Portraits d'hommes d'Eglise aux actes fondateurs.**

### Frédery Kunz

Nombre de nos lecteurs ont connu, directement ou par des écrits, Frédery Kunz, Fils de la Charité, né en Suisse et décédé en l'an 2000 au Brésil où il vivait depuis 1968. Ses amis de la Fraternité du Serviteur souffrant témoignent, dans un livre, de l'impact de la vie de ce prêtre sur leur propre vie. L'ouvrage de 140 pages, intitulé « La longue marche du Serviteur souffrant » (éditions Anne Sigier) contient également des textes sur la mystique et la pratique de cette Fraternité qui, bien que « petite et mal fichue », a essayé dans plusieurs pays. Disponible, au prix de 6 francs (plus port), chez Michel et Marie-José Bavel, 106 ch. du Vieux-Bureau, 1217 Meyrin ou à l'adresse [mbavel@worldcom.ch](mailto:mbavel@worldcom.ch)

### Miguel Ramondetti

«Et demain?» est la prolongation du premier livre sur le prêtre argentin Miguel Ramondetti publié en 2001. C'est une compilation d'analyses, d'entretiens et de poèmes, fruits de sa vie militante, arrangés et choisis par Sergio Ferrari. Le livre sera présenté à Buenos Aires le 21 octobre prochain, deux ans et demi après la mort du prêtre. Ramondetti a été une personnalité clef de l'Eglise progressiste argentine.

En 1968, il a fondé, avec une vingtaine d'autres religieux, le Mouvement des Prêtres pour le Tiers Monde. Il fut aussi l'instigateur de la théologie de la libération, avec un souci tout particulier de favoriser l'engagement social et politique. Exilé dès 1977 durant les années de dictature, il finit par arriver au Nicaragua. Là-bas, il réalisera un intense travail de « pastorale-militante » durant les premières années de la révolution sandiniste. De retour en Argentine, infatigable militant, il se consacra jusqu'à sa mort à d'innombrables initiatives citoyennes qui le mèneront du mouvement zapatiste au Forum Social Mondial.

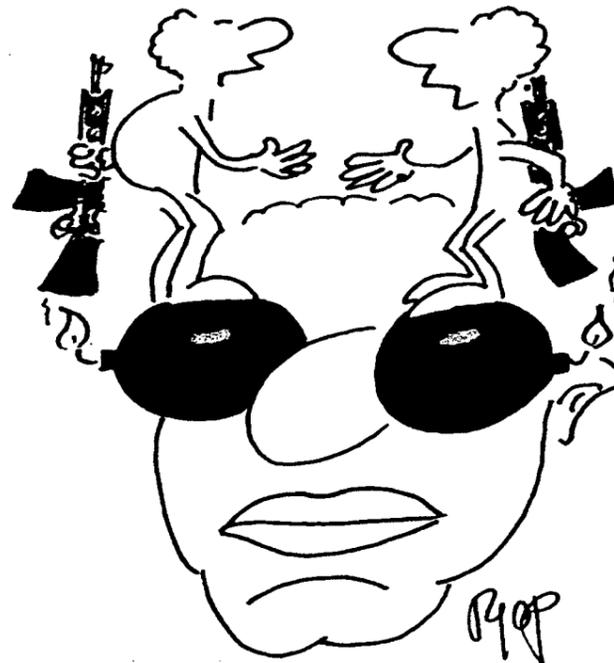
Renseignements complémentaires : COTMEC, 022 708 00 78



### Haïti

### Péril en la demeure

**Presque un an et demi après la destitution de l'ex président Jean-Bertrand Aristide, Haïti vit un des moments les plus complexes de son histoire contemporaine. La violence quotidienne est la règle. Tel est l'avis de Paola Iten, volontaire laïque suisse qui vit dans ce pays depuis le début des années septante et qui se trouve de passage en Suisse. «Pour la première fois après tant d'années là-bas, mes amis haïtiens m'ont dit de ne pas revenir... L'insécurité augmente à Port-au-Prince et en arrive à un point inimaginable», affirme-t-elle au début de l'entretien qu'elle a accordé à E-CHANGER/Cotmec Info.**



Soutenue depuis ses débuts par une paroisse catholique de Winterthur, Paola Iten a collaboré avec de nombreuses organisations religieuses, communautaires de base et mouvements de femmes, paysans, artisans et pêcheurs haïtiens... effectuant de multiples tâches de développement social. «Durant les dernières années je suis entrée au Conseil de fondation ou au comité de plusieurs organisations de promotion économique, microcrédits, agriculture biologique...», explique-t-elle.

### Insécurité et mécontentement

«Aujourd'hui personne ne se sent en sécurité en Haïti. Quelqu'un peut être kidnappé ou assassiné au moment le plus inattendu», souligne cette coopérante expérimentée. En général, c'est pour exiger le paiement d'une rançon. Devant l'augmentation constante de la pauvreté et de la misère «l'enlèvement est devenu un moyen de survivre ou de faire des affaires, spécialement à Port-au-Prince».

L'année passée, on parlait de «quartiers chauds» pour dé-

signer ces groupes démographiques qui regroupent les sympathisants d'Aristide. «Mais le phénomène de la violence va beaucoup plus loin. Tout se mélange. Le secteur politique, le secteur social, la crise économique énorme avec des prix tellement élevés que les gens ne peuvent pas payer.»

«Le plus surprenant, indique Paola Iten, c'est que, quand ils ont écarté Aristide le 29 février 2004, les nouveaux dirigeants ont proclamé le début de la récupération, de la pacification». Ce qui arrive en réalité, «c'est tout le contraire... tout est bien pire, la situation est incontrôlable et la crise politique augmente».

### Un regard en arrière

L'intervention de février de l'année passée «fut un épave de coup d'Etat, soutenu par les Etats-Unis et la France». L'objectif de ce dernier? «Non seulement expulser Aristide mais aussi attaquer Cuba qui était présent en Haïti avec quelque 600 à 800 médecins dispersés dans tout le pays, dans les zones les plus éloignées et appauvries», estime la coopérante suisse. Celle-ci

rappelle en outre la construction d'une université de médecine à Port-au-Prince, avec l'appui de Cuba et d'autres pays.

«Quand sont entrées les troupes des Etats-Unis en février 2004, le campus a été utilisé comme base par les troupes et les cours ont été suspendus. Les étudiants étaient très en colère... Finalement 280 d'entre eux ont voyagé à Cuba pour pouvoir continuer leurs études de médecine.» Les étudiants admis étaient «jeunes, pauvres et tous de la campagne». Ils n'auraient jamais pu faire des études supérieures de médecine! souligne Paola Iten en rappelant qu'il n'y a pas suffisamment de possibilités d'études dans le pays : «pour 120 mille bacheliers, il y a à peine 2000 places à l'Université de l'Etat...»

### «La vie à Haïti n'a aucune valeur»

Dans ce climat de tensions, il n'y a pas de stabilité possible. Avec un élément qui aggrave la situation: «tout le monde est armé». Et avec un cadre naturel dramatique: «les séquences des cyclones qui ont dévasté deux fois le pays l'an dernier sont encore bien présentes». La présence de la coopération internationale n'est pas à la hauteur des dommages de ces cataclysmes. «Le cyclone Dennis à lui seul a causé 40 victimes et détruit plus de 1500 logements.»

Le 14 juillet de cette année, lors d'un voyage en France, le président du Brésil, Lula da Silva, a insisté sur la nécessité que la communauté internationale se préoccupe du sort de Haïti. Lula - dont le pays joue un rôle clef entre les forces qui composent le contingent des Nations Unies - a souligné que sans un développement réel on ne pourra pas résoudre le problème haïtien. A cet effet, l'aide finan-

cière internationale doit être accélérée. En 2004, il y a eu des promesses d'aide à Haïti de plus d'un milliard de dollars. «Seule une partie insignifiante de cette somme est arrivée jusqu'à présent», soutient Paola Iten.

Une pause, un moment de réflexion et la projection vers le futur. «Il est difficile de prévoir. Il n'est pas facile de comprendre qui profite réellement de ce climat d'instabilité. La vie à Haïti paraît n'avoir aucune valeur. Et les politiciens ne se préoccupent pas du fait que les pauvres ne parviennent pas à survivre.»

Quant à l'issue politique, «il y a des élections prévues pour novembre de cette année. Lavalas - le mouvement créé par Aristide - a anticipé sa décision d'y prendre part mais seulement à certaines conditions comme la liberté des prisonniers politiques», indique Paola Iten. Mais pour le moment, «tout est ouvert et rien n'est clair». Le système «est dans une impasse... Ils ne voulaient pas d'Aristide, ils l'ont enlevé, ils l'ont expulsé, et toutefois rien n'est résolu». Après deux ans, «non seulement ils ne parviennent pas à régulariser la situation mais celle-ci se dégrade. C'est un véritable labyrinthe. Et la réponse ne paraît pas être à portée de main, du moins à court terme». Sergio Ferrari Service de presse E-CHANGER



### Hommage à Frère Roger

**La nouvelle de la mort brutale du fondateur de Taizé, le 16 août dernier, a été pour beaucoup un choc en contraste avec les souvenirs empreints de sérénités laissés par un séjour auprès des frères prieurs. Que ce soit le temps d'une semaine de partage, ou pour un temps plus bref, la vie de ce lieu plonge d'emblée son visiteur-pèlerin dans la réalité d'un œcuménisme ardent, rythmée par les chants des cérémonies dépouillées et chaleureuses. Fondée en 1940 par le frère Roger, la communauté de Taizé n'a cessé d'attirer un flot croissant de jeunes du monde entier. Pour eux, il publiait au début de chaque année une lettre invitant sans cesse à la confiance, à la prière, à la vie dans la foi et à l'engagement pour la justice, en ne séparant jamais «Lutte et contemplation!». Comme pour d'autres, son assassinat a évoqué ceux de Martin Luther King et de Ghandi. La communauté endeuillée continuera à fleurir et puiser à la source des précieux écrits de Frère Roger, mort comme il a vécu : en priant. MO**

« Si nous pouvions savoir qu'une vie heureuse est possible, même aux heures d'obscurité... Ce qui rend heureuse une existence, c'est d'avancer vers la simplicité : la simplicité de notre cœur, et celle de notre vie. Pour qu'une vie soit belle, il n'est pas indispensable d'avoir des capacités extraordinaires ou de grandes facilités : il y a un bonheur dans l'humble don de sa personne. Quand la simplicité est intimement associée à la bonté du cœur, un être humain même tout démuné peut créer un terrain d'espérance autour de lui. Oui, Dieu nous veut heureux! Mais il ne nous invite jamais à demeurer passifs, jamais à être indifférents à la souffrance des autres. Bien au contraire : Dieu nous suggère d'être créateurs, et de parvenir à créer aussi au mo-

ment des épreuves. Notre vie n'est pas soumise aux hasards d'une fatalité ou d'un destin. Loin de là! Notre vie prend un sens quand elle est avant tout réponse vivante à un appel de Dieu. Mais comment reconnaître un tel appel et découvrir ce qu'il attend de nous? Dieu attend que nous soyons un reflet de sa présence, porteurs d'une espérance d'Evangile. Qui répond à cet appel n'ignore pas ses propres fragilités, aussi garde-t-il en son cœur ces paroles du Christ : «Ne crains pas, crois seulement!»

S'il était possible de sonder un cœur humain, que trouverions-nous? La surprise serait de découvrir qu'aux tréfonds de la condition humaine reposent l'attente d'une présence, le silencieux désir d'une communion. Dans une telle attente, il en est

qui se disent : « Je voudrais m'ouvrir à Dieu tel que je suis, mais ma prière s'égaré et mon cœur se disperse. » L'Evangile répond : « Dieu est plus grand que ton cœur. »

Si nous avons l'impression de prier avec presque rien, Dieu n'est-il pas pour tous un Père qui accueille avec tendresse? La dernière prière du Christ sur la terre nous le rappelle : « Père, entre tes mains je remets mon esprit. » La prière solitaire est parfois ardue ; mais n'oublions pas qu'il y a la beauté de la prière commune. Exprimée par des paroles simples, par des hymnes et des chants, elle en vient à toucher le fond de l'âme.

Qui marche à la suite du Christ se tient à la fois auprès de Dieu et auprès des autres. La prière est une force sereine qui travaille

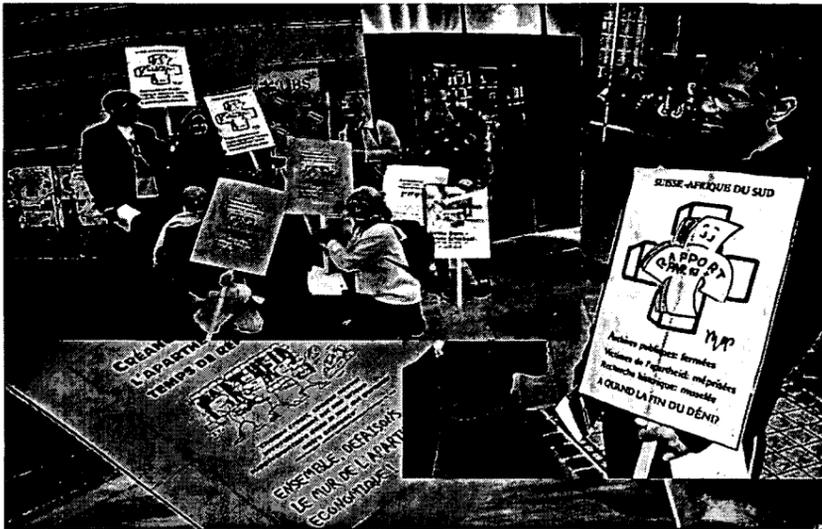
l'être humain, le remue, et ne le laisse pas s'assoupir face au mal, aux ébranlements que subissent des multitudes. Dans la prière se puisent d'indispensables énergies de compassion.

Frère Roger, Extrait de la Lettre de Taizé, 1999



1. Presses de Taizé, Lutte et contemplation (1970-1972)

# L'apartheid n'est pas encore une affaire classée!



«Chaque crédit, chaque nouvel investissement est une brique supplémentaire dans le mur qui garantit notre existence.»

Cette déclaration de l'ancien premier ministre sud-africain, John Vorster, a été reprise sur les affiches brandies, le 30 septembre dernier, par les membres de la coordination suisse de la Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique du Sud (dont la COTMEC et la DB font partie). En solidarité avec ses partenaires sud-africains, un piquet a en effet été organisé ce jour-là devant le Credit Suisse Group et l'UBS au cœur de Genève. Au même moment, Jubilé Afrique du Sud (coalition de mouvements sociaux sud-africains) organisait une grande manifestation à Johannesburg afin d'exiger des banques qui ont soutenu le régime de l'apartheid qu'elles assument leur responsabilité et versent des réparations aux victimes.

En août dernier, 49 organisations et personnalités internationales (dont 29 suisses, y compris la COTMEC et la DB) ont remis un dossier au tribunal états-unien qui examine en deuxième instance les plaintes de victimes de l'apartheid. Ce dossier vient appuyer la plainte contre les entreprises et souligne le consensus dans la condamnation de l'apartheid comme crime contre l'humanité, contrairement à ce qu'affirmait le juge de première instance en novembre 2004. En revanche, on déplore l'attitude du gouvernement sud-africain qui a, pour la deuxième fois, pris position contre les plaintes des victimes en déposant un document similaire au tribunal ce vendredi 14 octobre. Cela compromet les chances de succès des demandes en réparations et risque de créer un grave précédent pour la non-responsabilité des entreprises en matière de violation des droits humains. Nous y reviendrons.

Pour la Coordination : Martyna Olivet et Florence Gerber (DB)

## Qui gagne à banaliser le dimanche?

Avec une grande insistance, l'extension du travail au dimanche est soumise au verdict des urnes. Pas moins de treize votations cantonales contre l'ouverture généralisée des magasins le dimanche ne découragent toutefois pas les intérêts économiques qui le désirent. L'ambition de la libéralisation du travail dominical se poursuit par petites touches et avancées subtiles. Cette fois, dit-on, ce ne sont que les commerces et entreprises de service situés dans les grandes gares et aéroports qui semblent concernés. C'est oublier de faire état d'une motion acceptée par le Conseil des Etats en automne 2004 déjà qui devrait déboucher sur l'autorisation générale de travailler le dimanche, sans plus de restriction de lieu. Pour des raisons tactiques, la motion ne sera traitée par le Conseil National qu'après la votation test du 27 novembre...

Les partisans du oui avancent qu'un dimanche travaillé ferait baisser le chômage et relance-

rait la consommation. Mais les gens ne seront pas subitement plus riches! Ce qu'ils achèteront le dimanche, ils ne l'achèteront plus le lundi. Et si emplois créés il y a, ce ne sera guère que dans des basses classes salariales avec des conditions précaires, dénoncent les syndicats. Plus grave: si tous les commerces se décident, concurrence oblige, à ouvrir sept jours sur sept, travailler le dimanche risque de devenir une norme, qui fera perdre aux employés non seulement la perspective d'une compensation financière –la convention collective des CFF le propose déjà– due à ce jour particulier, mais surtout la chance de jour d'un jour férié avec sa famille et ses amis. Pour certains services publics (hôpitaux, transports, etc.) le travail du dimanche est une réalité incontournable. Pour notre confort, nos loisirs d'autres secteurs sont touchés souvent sous guise de service au tourisme. Dans tous ces domaines, les votations ne remettent rien en jeu. Il sem-

ble toutefois souhaitable d'en marquer le caractère exceptionnel. Souhaite-t-on maintenir un jour de repos partagé par la plupart ou diluer le travail dans un temps devenu homogénéisé? Sous-jacente à ce choix, une question: que représente pour nous le dimanche aujourd'hui? Nous croyons que le dimanche, qu'il soit sacré ou simplement férié, c'est un art de vivre et gratuité face à une économie incapable de se fixer des bornes. Du temps donné pour des liens à tisser, une famille à choyer, une amicale à laquelle participer ou simplement à rêvasser. Abandonner le dimanche, c'est remettre en cause tout un art de vivre et contribuer à défaire un peu plus le lien social. Il s'agit aussi d'éviter que notre participation à la mondialisation ne se résume à la seule consommation sur le dos de celles et ceux qui n'en ont pas les moyens. **Travailler le dimanche? Ah, NON!**

La Commission de la COTMEC

1231 JAB  
Conches  
Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

## COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax : +41 22 708 00 79  
E-mail: cotmec@worldcom.ch  
Web: www.cath.ch/cotmec  
CCP: 12-21551-1

## COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara / GE

### AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 272 - Novembre 2005



Mini-dossier  
Suisse: révision de  
la Loi sur l'asile

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

## Le Shabbat est aussi fait pour l'homme...

Chaque dimanche matin, avant de se rendre à la messe, Monsieur Deiss achète sa tresse au beurre au tea-room de Barberèche! Ce n'est donc ni lui ni « sa » loi qui vont vider les églises. Pas besoin d'un conseiller fédéral pour parvenir à ce triste résultat. Le diable s'en occupe déjà. Mais voilà! Barberèche n'est pas Cornavin ou quelque prestigieuse Bahnhof d'Outre Sarine. Le OUI de la votation du 27 novembre promet à ces superbes halles de gare une fébrile et très juteuse agitation. Ce n'est que la première tranche du saucisson fédéral, avant de livrer au Moloch de la consommation tout ce qui reste du dimanche helvétique.

Je vous entends déjà récriminer contre ce vieux curé réactionnaire, empêtré dans sa Bible, et qui ne vit pas avec son temps. Les hôpitaux, les bistrotts et les postes de police ne sont-ils pas ouverts le dimanche? Et pourquoi pas les commerces? Ceux qui travaillent en semaine pourront enfin trouver le temps d'acheter leurs frigos, leurs aspirateurs et leurs ordinateurs dans une grande surface ferroviaire. Comme partout ailleurs, ajoute-t-on avec conviction.

Nous connaissons assez bien cette chanson pour en avoir si souvent entendu la musique. Mais qui aura le courage de dire « NON » à cet engrenage fatal? Sans même recourir à Jésus, à Moïse ou à Bouddha, des syndicalistes rejettent cette loi. Les chômeurs ou travailleurs intérimaires, obligés le dimanche pour un salaire de misère à servir aux caisses des magasins, préféreraient un emploi régulier et mieux rémunéré les autres jours de la semaine. Quitte à se payer, le jour du Seigneur, une entrée de cinéma, une partie de pétanque et même... Une messe dominicale!

Guy Musy

1. Cf «Le Matin», dimanche 9 octobre 2005

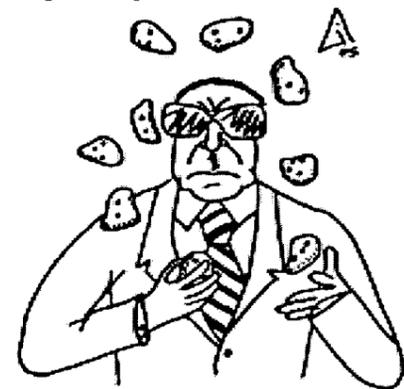
Edito

## Aux grands mots, quels remèdes?

«S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche!» Tels sont les mots que prête la légende à Marie Antoinette, reine de France. Elle les aurait prononcés en octobre 1789, en réponse aux revendications du peuple parisien affamé venu protester jusqu'à Versailles contre la hausse du prix du pain.

Les historiens tenteront par la suite, avec un certain succès, de laver la monarchie de la paternité de ces propos tant ils sont, aujourd'hui encore, outrageants. Ils auront plus de peine avec la version actualisée de cette réplique passée à la postérité. En septembre dernier, en plein sommet de l'ONU, Robert Mugabe, président du Zimbabwe depuis 1981, donnait une interview à une journaliste de l'Associated Press. Le lendemain, on pouvait lire en pleine page des principaux tirages anglophones d'Afrique et d'ailleurs: «Ils n'ont pas de maïs, qu'ils mangent des patates!» ou le désormais célèbre «Let them eat potatoes!»

Soyons bons princes, présentons la version originale tenue par Mugabe, si vite détournée par des journalistes bien inspirés: «Le problème de la population (sous-alimentée) réside dans la dépendance des gens au maïs. Mais cela ne veut pas dire que nous n'avons rien d'autre à manger. Nous avons des tonnes de patates mais les gens ne sont pas des mangeurs de patates... Ils ont du riz mais cela ne les attire pas.»



C'est une insulte faite aux millions de zimbabwéens qui, cette année comme les précédentes, survivront grâce à l'aide alimentaire internationale. Près de la moitié de la population selon certaines sources comme le Programme alimentaire mondial. Une précision encore –est-elle vraiment nécessaire–, quand ils sont accessibles, riz et patates sont bien au-dessus des moyens de la population... Ce que, dans son aveuglement, le président a sans doute oublié.

Las, tenir de tels propos n'aura pas empêché, quelques semaines plus tard, le FAO et les Nation Unies d'organiser une conférence sur la sécurité alimentaire au Zimbabwe... Et d'inviter Mugabe à prononcer le discours d'inauguration. Histoire de lui offrir une belle tribune d'officiels pour écouter ses prouesses rhétoriques assassines. Comme le relève l'économiste zimbabwéen Eddie Cross, dans un journal en ligne newzimbabwe.com «Le régime de Mugabe a pu réaliser un recul de l'espérance de vie et une détérioration de la qualité de vie, à un rythme jamais vu dans aucun pays du monde ces cinquante dernières années. Sans doute, ironise-t-il, les Nation Unies estiment-elles que de tels faits méritent reconnaissance.»

Mugabe a désormais usé et abusé de son statut de libérateur du Zimbabwe. Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour qu'il soit atteint par les voix qui clament que c'est à l'épreuve des faits et pas de la rhétorique que l'on mesure la capacité d'un dirigeant à répondre aux préoccupations prioritaires de sa population?

Seul point positif, dans ce pays «sans journalistes» comme le déplore Wole Soyinka, toute une presse de résistance s'organise depuis l'extérieur –surtout via Internet–, pour ne pas laisser aux stéréotypes et à la pensée unique la place du roi.

Martyna Olivet

« Presse africaine réveille-toi ! » Tel était l'appel du prix Nobel de la littérature nigérian Wole Soyinka que l'on pouvait lire dans le *Courrier International* du mois de septembre dernier. Un appel qui, sous sa forme informatique du moins, est de plus en plus entendu par les journalistes africains. Ce mois-ci, Gorgui Ndoye, journaliste sénégalais accrédité à l'ONU, nous parle de *ContinentPremier*. Un magazine Internet lancé depuis Genève en 2004, dont il est le directeur de publication. Rencontre.

Il est difficile pour les journalistes du Sud de se frayer un chemin dans les colonnes du Nord. En 2002, ce thème a fait l'objet d'une Campagne de Carême «Partager la communication». Pour Gorgui Ndoye, le constat de départ est amer: «L'essentiel de l'information traitant des «réalités africaines» vient du Nord. Les trois principales agences de presse fournissent 80% de l'information mondiale.» De plus, «dans l'élaboration et l'agencement des faits on dénote bien souvent une certaine subjectivité de leur part», relève le journaliste. Ce qui mène à des situations où des mythes et des clichés se hissent à la hauteur de vérités.

Gorgui Ndoye partage pleinement l'inquiétude de Wole Soyinka sur la provenance des informations: «Si les Africains doivent être informés par d'autres personnes, c'est qu'ils ont véritablement raté le train de la société de l'information.»

### Clichés tenaces

Le lancement du magazine Internet *ContinentPremier* s'inscrit donc dans un ambitieux projet visant à contrebalancer cet état de fait. Il est capital que l'Afrique dépasse le stade où elle revendique sa présence dans la société de l'information et «qu'elle s'y insère en produisant de l'information par elle-même, pour elle-même et pour les autres», pouvait-on lire dans le premier éditorial du journal écrit par Gorgui Ndoye. «Nous ne nous adressons pas seulement aux Africains, mais aussi aux Européens. Nous voulons fournir une information la plus proche possible de la vérité, pour casser l'image virtuelle de tout un continent qui a pris la place de son image réelle, et servir de pont entre le Nord et le Sud. Pour que l'Occident ne s'intéresse pas seulement à l'Afrique en temps de guerre et de crise pétrolière.»

### Magazine en ligne

Le choix du support informatique s'est imposé comme étant le moyen le plus accessible pour avoir un lectorat aussi large que possible. Pari tenu: le magazine est actuellement lu dans plus de 50 pays. La richesse de *ContinentPremier*, outre le fait d'être basé «dans la magna informationnelle que représente Genève» réside dans la diversité de ses collaborateurs. «Nous avons un groupe de journalistes européens et africains mais aussi d'autres personnes, des avocats, des professeurs, des gens issus de la société civile qui participent à l'enrichissement du journal. Parfois, nous donnons aussi la parole à nos lecteurs», précise Gorgui Ndoye. Le journal privilégie également les dossiers de fond, puisqu'Internet n'impose pas de contraintes de place et permet de d'offrir une plus grande variété d'éclairages et d'analyses.

### Fracture numérique

Interrogé sur la fracture numérique entre le Nord et le Sud (seul un très faible pourcentage de la population en Afrique a accès à l'Internet), le journaliste est catégorique: «Il est capital de marquer notre présence sur Internet, c'est notre façon à nous de réduire la fracture numérique et informationnelle. Sans diversité culturelle et pluralité informationnelle, on risque de vivre dans un monde de pensée unique où chacun se suffit à soi-même au lieu de parler de dialogue et de rencontres entre les civilisations.» En guise de conclusion, reprenons ces paroles de Gorgui Ndoye: «L'Afrique est le berceau du magazine, mais le monde est son lit». Alors, à vos contributions et bon vent à *ContinentPremier*.

Propos recueillis par  
Martyna Olivet

## Petite chronique pétrolière

**Septembre 01 (le 11), l'Amérique découvre que l'on peut se faire attaquer sur son territoire et que la conséquence en est que l'on compte ses morts! (Elle qui inflige souvent pareil traitement à d'autres pays). Le monde découvre que le colosse a des pieds d'argile. Certaines compagnies aériennes ne s'en remettent pas.**  
**Septembre 05, l'ouragan Katrina déferle sur la Nouvelle-Orléans. L'Amérique découvre le déséquilibre écologique et ses conséquences! (Elle qui n'a pas ratifié le protocole de Kyoto). Le monde découvre une autre image de la toute-puissante, celle des oubliés de la prospérité. Cette catastrophe se ressent jusque dans nos porte-monnaie: le prix de l'essence augmente.**



### Moins de pétrole – plus d'idées

Début de prise de conscience d'un phénomène pourtant connu: les énergies fossiles sont en voie d'épuisement! Des articles de journaux aux interventions des politiciens, chacun y va de son couplet pour palier à l'explosion du prix du baril: diminution des taxes, imposition de quotas, développement du carburant au colza (Allons-nous nourrir nos autos?).<sup>1</sup> L'ère post-pétrole débute dans la douleur. Car il s'agit bien d'un bouleversement profond de nos habitudes de consommation qui s'amorce. La fuite en avant nous aveuglera peut-être quelque temps, mais la préparation au changement a déjà pris du retard.

### Pétrole apocalypse

Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement du gouvernement Jospin et actuel député vert de Paris, nous prédit l'apocalypse dans son nouveau livre<sup>2</sup>. Si aucun programme d'urgence n'est mis en œuvre, la spirale infernale s'enclenchera: inflation et récession, chaos social et conflits internationaux. Le pétrole participe pleinement au fonctionnement de notre mode de vie. Il se retrouve dans toutes les activités que nous pratiquons, tous les biens que nous consommons (directement ou indirectement) et tous les services dont nous profitons. Il permet d'aller plus vite, plus loin, souvent et à bon marché. Sa rareté va exiger de nous que nous allions moins vite, moins loin, moins souvent... et pour plus cher. No-

tre vie quotidienne va se modifier profondément, puisque cette inversion de tendance ne concernera pas que les transports (qui représentent tout de même le 20% des dépenses énergétiques). Notre alimentation «dépétrolisée» deviendra forcément plus locale, plus saisonnière, plus végétarienne et surtout... plus chère!

### Décroissance

Les apôtres de la décroissance prêchent depuis longtemps avec des slogans forts et explicites: «penser globalement – agir localement», «moins de biens – plus de liens» mais ils peinent à être entendus. Pourtant, un changement est en marche. Et les utopistes qui l'induisent aujourd'hui nous serviront sans doute de modèles de-

main. Sylvain Allemand, dans un livre publié par *Autrement*<sup>3</sup>, recense les manières de produire, consommer ou épargner différemment. Tous ces comportements, pronés comme autant d'engagements citoyens au quotidien, jouent un rôle stimulant et permettent d'envisager un avenir ni noir pétrole, ni rouge sang, mais vert espérance.

Roland Pasquier

<sup>1</sup> Dans un billet d'humeur paru dans la Tribune de Genève, d'Alain Dupraz s'offusquait que le Sud, après avoir nourri nos bovins puisse être amené à en faire de même pour nos voitures.  
<sup>2</sup> Yves Cochet, *Pétrole Apocalypse*, éd. Fayard  
<sup>3</sup> Sylvain Allemand, *Les nouveaux utopistes de l'économie*, Autrement Frontières.

## Sixième révision de la Loi sur l'asile Que reste-t-il de la Convention de Genève ?

La sixième révision de la Loi sur l'asile (LAsi) est en passe d'être terminée. Dès le départ, il était clair que cette révision allait durcir certains aspects de la procédure d'asile. Le tour d'horizon des articles proposés démontre que bientôt, obtenir l'asile en Suisse tiendra de la gageur, surtout pour les personnes qui en ont réellement besoin.

### Renvoi dans les Etats tiers sûrs

L'idée est de renvoyer tout requérant qui aurait transité par un Etat jugé «sûr» dans celui-ci. Si cet article était mis en pratique, cela reviendrait à priver de toute substance l'adhésion de la Suisse à la Convention des réfugiés de 1951: la Suisse étant enclavée dans l'Union européenne, le 99 % des requérants transitent par un Etat européen «sûr» avant d'arriver en sol helvétique. En 2003, sur 20'806 demandes, seules 423 étaient le fait de personnes arrivées dans un aéroport suisse et 134 provenaient de personnes qui s'étaient adressées à des représentations suisses à l'étranger. Cela signifie que la Suisse s'octroie, par sa loi, le droit de refuser les demandes de l'écrasante majorité des requérants d'asile pour les renvoyer chez ses voisins européens. Cet article pose un problème éthique: alors que ce sont les pays frontaliers des zones en guerre qui subissent la plus grosse charge en terme d'accueil des réfugiés, la Suisse –pays globalement prospère et épargné par les guerres– refuse le principe de solidarité qui consiste à répartir entre nations la prise en charge des réfugiés. Dans la pratique, les Etats européens sont peu enclins à accepter des requérants qui ont déposé une demande d'asile dans un pays tiers après avoir transité par leur territoire.

### Non-entrée en matière

Pour que leur demande d'asile soit examinée, les requérants doivent apporter la preuve de leur identité. La pratique a conduit à accepter divers documents tels un certificat de naissance, un permis de conduire ou un diplôme. Avec la nouvelle loi, les autorités n'examineront plus que les demandes des requérants qui pourront présenter un passeport ou une carte d'identité. Or, pendant longtemps, la pratique a consisté à refuser l'asile à des personnes en possession d'un document d'identité au prétexte que cela était la preuve qu'elles n'avaient pas de problème avec leurs autorités; aujourd'hui, retournement de tendance à 180 degrés. Certes, il reste une deuxième possibilité offerte: que la «qualité de réfugié» du requé-

rant, «soit établie» dès la première interview avec les autorités suisses. La formule est absurde. La procédure d'asile est précisément là pour établir que le requérant a besoin d'une protection. En particulier grâce à l'octroi d'une deuxième interview, plus longue et détaillée assortie de possibilités de recours. Par ailleurs, quelle personne, blessée au plus profond d'elle-même parce que victime d'un viol ou de tortures, pourra le mentionner au premier fonctionnaire qu'elle rencontrera à son arrivée en Suisse? L'expérience des milieux d'asile et des migrants a démontré qu'il faut parfois des mois, voire des années, pour que ces blessures puissent être exprimées.

### Refus du statut d'admission pour raisons humanitaires

La nouvelle mouture de la loi prévoyait d'accorder un statut pour «raisons humanitaires» en lieu et place de l'actuelle «admission provisoire». Cette formule d'«admission provisoire» est source de malentendus: elle s'applique à des requérants dont on a reconnu qu'ils méritent une protection car leur renvoi dans leur pays pourrait les mettre en danger. Pourtant, ils ne bénéficieraient que d'un permis d'un an, renouvelable ou non et sont présentés dans les statistiques de l'asile parmi les demandes ayant essuyé un refus.

Or, sur la période 1993-2002, deux tiers des personnes admises comme réfugiées en Suisse l'ont été au titre de l'admission provisoire. Soit parce que les autorités ont jugé que leur renvoi n'était ni «licite», ni «raisonnablement exigible»; soit parce qu'elles ont estimé que leur situation relevait d'un «cas de détresse grave». Pour ces personnes, bénéficier de l'admission pour «raisons humanitaires» aurait permis un meilleur accès au travail et la possibilité de procéder au regroupement familial pour les enfants mineurs restés au pays.

Avec la nouvelle loi, tout le monde devrait rester à l'enseigne de l'admission provisoire. «Devrait» car Christoph Blocher s'est oralement engagé à reconnaître les persécutions individuelles non-étatiques comme

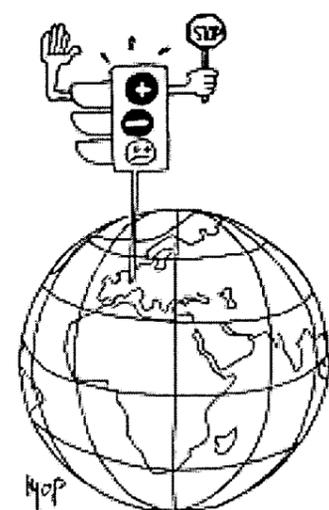
motif pour recevoir l'asile. La Suisse est l'un des rares – si ce n'est le seul – Etat européen à ne pas accorder l'asile aux personnes persécutées par des organes non-étatiques. Par ailleurs, les cantons ont la possibilité de demander à l'Office fédéral des migrations d'octroyer une admission provisoire pour cas de détresse grave pour des requérants domiciliés chez eux depuis au moins cinq ans et qui ont fourni la preuve d'une «intégration poussée». Cette mesure est source d'arbitraire puisque l'on sait que certains cantons sont plus humanistes que d'autres dans leurs pratiques.

### Détention accrue pour le renvoi

Lorsqu'un requérant d'asile doit être renvoyé dans son pays, que ce renvoi n'est pas possible et que l'on craint qu'il ne «disparaisse dans la nature», il est possible de l'incarcérer. C'est ce l'on nomme les mesures de contrainte. Or, dans le cadre de pays secoués par des conflits ethniques, il n'est pas rare que des autorités refusent d'octroyer des papiers ou de reprendre certains de leurs citoyens. Avec la nouvelle loi, les durées de détention seront renforcées: ainsi, quelqu'un pourra passer deux ans en prison, uniquement parce qu'il n'a pas présenté les documents d'identité nécessaires.

### Restriction au droit de recours

Les requérants qui ont déposé une demande dans un aéroport et qui se sont vu opposer une réponse de «non-entrée en matière» auront cinq jours pour faire recours. Rien ne garantit qu'ils auront accès à une assistance judiciaire (alors même que dans tous les autres domaines du droit, cet accès est prévu). Selon des avis de droit, cette mesure ne respecte ni la Constitution suisse, ni la Convention européenne des droits humains. Par ailleurs, alors que le droit d'asile est le seul domaine du droit qui ne dispose que d'un seul niveau de recours (lorsque la Commission de recours en matière d'asile émet un avis né-



gatif, il n'y a pas la possibilité de recourir à une instance supérieure, comme le Tribunal fédéral), avec la nouvelle loi, certains avis seront rendus par un juge unique et non un Collège de trois juges. Or, la pratique a montré que d'un juge à l'autre, des personnes présentant le même profil pouvaient recevoir des réponses bien différentes quant à leur demande.

### Restriction de l'aide sociale

Pour ne pas créer «d'appel d'air», l'accès au marché du travail des requérants d'asile et des personnes admises provisoirement est très réglementé. La plupart se voient interdits de travailler. Une aide sociale leur est par conséquent octroyée. Pour les inciter à quitter la Suisse au plus vite, certaines catégories de personnes se voient retirer l'aide sociale pour ne bénéficier que d'une aide minimale d'urgence. Avec la nouvelle loi, les catégories de personnes qui se verront refuser l'aide sociale sont étendues.

La Loi sur l'asile suisse est aujourd'hui l'une des plus restrictives d'Europe avec la Loi autrichienne. Sous certains aspects, elle ne correspond plus aux standards internationaux ou constitutionnels. Face à de telles perspectives la réponse minimale est celle du référendum, d'ores et déjà en chantier au sein des œuvres d'entraide et des partis politiques de gauche.

Sophie de Rivaz

## Lectures

### De la peur à l'amour

Jacques Perroux, que les lectrices et lecteurs de Cotmec-info connaissent bien puisqu'il signe parfois un article de la feuille jaune, nous partage son itinéraire de prêtre marié, dans un livre paru aux éditions Slatkine.

Dans le cheminement de Jacques, l'on peut reconnaître son propre chemin de chrétien-ne, marqué par «une religion moralisante et culpabilisante, source de multiples craintes et peurs». Puis, par ce formidable bouleversement social de mai 68 et religieux du Concile Vatican II. «La morale n'est plus un catalogue d'interdictions : «ne fais pas ceci, évite cela», mais devient une exigence vitale : «agis comme cela, aime, vis». Cela change tout !» Malgré les embûches et jugements, Jacques a toujours suivi la même voie, la même envie de vivre sa foi incarnée dans la vie quotidienne. Au grand séminaire, il déplore «un cadre et un style de vie qui coupent les futurs prêtres du monde dans lequel ils auront mission d'évangéliser». Fort de son orientation spécifique, il affirme : «Les meilleures préparations au mariage, je les ai faites à partir du moment où Mado est entrée dans ma vie. Là, je parlais avec une certaine expérience. Dans ce domaine en tout cas, des prêtres mariés feraient beaucoup mieux l'affaire.» Par son engagement d'aumônier de la JOC, il témoigne de sa foi «comme les autres jocistes le font sur leurs différents lieux de travail. Par «foi» il ne faut pas imaginer une démarche bigote, mais la conscience de la dignité que possède toute personne, chacune ayant été créée à l'image de Dieu.» Ce récit, d'une grande pudeur et d'une honnêteté sans faille, ne dira que peu de chose des 36 années de bonheur conjugal et familial. Mais de son bonheur d'écrire, l'auteur dira, fidèle à lui-même. «Je continue de militer pour une littérature populaire, c'est-à-dire appréciée par des gens qui ont acquis leur culture dans la vie, et pas forcément dans les salons ou les universités.»

De cette volonté émane une intensité de partage que lectrices et lecteurs ne peuvent qu'apprécier. ■

Roland Pasquier

JACQUES PERROUX, *De la peur à l'amour*, Ed. Slatkine, 2005.

Cotmec-info / 12-05/273-4



## Guillebaud: peut-on croire, faut-il croire ?

« La Refondation du monde », « Le Principe d'humanité », « Le Goût de l'avenir »... Périodiquement, Jean-Claude Guillebaud nous présente une synthèse sur un thème d'intérêt général, lisant pour nous nombre d'auteurs et nous offrant sa propre vision. Une vision fortement teintée d'humanisme et n'occultant pas nos racines chrétiennes. Cette année, avec « La Force de conviction », il se demande si, face aux fanatismes, nous pouvons encore croire. Et il nous incite, en politique, en économie, comme dans le domaine religieux, à distinguer la croyance aveugle de la conviction raisonnable. Au lieu de sombrer dans la crédulité. Dans son « épilogue », Guillebaud souligne que la croyance est constitutive de l'humanité de l'homme. « C'est un besoin individuel, mais aussi – surtout – une affaire relationnelle. On ne croit jamais seul. » Si la croyance est nécessaire, elle

est aussi redoutable. Elle risque à tout moment « de s'enivrer d'elle-même ». Comme garde-fou, Guillebaud fait l'« éloge paradoxal de l'institution ». Qui nous protège. Mais aussi nous menace. Elle nous aide à construire, puis à discipliner la croyance, à la transformer en solidarité. « Elle n'en demeure pas moins cet ogre capable de dévorer ses enfants pour assurer sa propre survie ». D'où l'utilité des dissidences.

« Retrouver la force de conviction, c'est accepter d'avancer paisiblement vers un futur inconnu, sans fermer les yeux ni baisser les bras ». C'est ainsi que Jean-Claude Guillebaud conclut cet ouvrage qui, comme les autres, est – relativement – exigeant, mais stimulant. ■

M.B.

Jean-Claude GUILLEBAUD, *La Force de conviction*, Ed. Seuil, 2005.

## Taxe-nous si vous pouvez !

C'est le titre sans équivoque de la nouvelle brochure d'information publiée par le Réseau mondial pour la justice fiscale dont la COTMEC fait partie. Son but ? Expliquer en termes simples et accessibles au plus grand nombre les rouages et surtout les dégâts de l'évasion fiscale pratiquée à un niveau planétaire.

Il existe toute une « industrie de l'optimisation fiscale » pratiquée par les sociétés internationales d'audit, les experts comptables, gérants de fortune et autres banques et paradis fiscaux. Au moyen d'innombrables et astucieux montages financiers, ils aident les multinationales et les riches particuliers à exploiter toutes les failles des systèmes fiscaux pour échapper ainsi à l'impôt. La capacité d'action des Etats en pâtit – surtout mais pas seulement – dans les pays en développement car se sont des

milliards de revenus qui sont concernés. De précieux milliards nécessaires à des infrastructures de santé et d'éducation.

La brochure proposée par le Réseau fait le point sur la question en 70 pages très bien articulées. Elle présente le fonctionnement de « l'optimisation fiscale », en introduisant les principaux acteurs et les mécanismes utilisés. Mais surtout, elle met l'accent sur les conséquences et les efforts accomplis pour lutter contre ce phénomène au travers d'exemples et de propositions concrètes.

La brochure est disponible en français et en anglais, gratuitement téléchargeables sur Internet ou à commander sous sa forme imprimée au secrétariat de la COTMEC. ■

M.O.

1. Pour télécharger la brochure : [www.taxjustice.net](http://www.taxjustice.net)

1231 Conches  
JAB  
Changement d'Adresse  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 Genève

## COTMEC

Commission Tiers Monde  
de l'Eglise catholique  
16, Bd. du Pont-d'Arve  
CH-1205 GENEVE  
Tél : +41 22 708 00 78  
Fax : +41 22 708 00 79  
E-mail : [cotmec@worldcom.ch](mailto:cotmec@worldcom.ch)  
Web : [www.cath.ch/cotmec](http://www.cath.ch/cotmec)  
CCP : 12-21551-1

## COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an  
Rédactrice Responsable:  
Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara / GE

### AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 273 - Décembre 2005



COTMEC  
INFO

Mini-dossier  
Brésil: entretien avec  
Dom Tomas Balduino

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

## Billet évangélique

### Urgent, et déjà trop tard !

Dans ma tête, deux images se bousculent et s'entrechoquent. La première met en scène des africains agrippés aux grilles qui ferment aux Noirs la ville hispano-marocaine de Ceuta et bouclent en même temps celles du paradis terrestre occidental. Des policiers armés remplacent les séraphins de la Genèse. L'autre image est parisienne. Elle prendra peut-être un jour les couleurs helvétiques et européennes. Des enfants d'émigrés, frustrés et en colère, cassent et brûlent les jouets de cette terre promise si chèrement conquise par leurs parents.

Comment en est-on arrivé à cette absurdité? L'abbé Pierre en 1960 – notez bien la date ! – prophétisait déjà en parlant de l'Afrique promise à la décolonisation : « Nous allons quitter des pays qui n'ont pas pu accéder au développement. Nous avons profité de leurs richesses. Nous avons le devoir de leur donner la possibilité d'acquiescer un développement digne. C'est urgent. Si nous ne le faisons pas, ils viendront chercher chez nous ce qu'ils ne trouvent pas chez eux. »

Voilà qui est fait avec les tristes résultats que l'on sait. Quel gâchis ! La Bible le dit à sa manière : « Nos pères ont mangé des raisins verts et les dents des enfants ont été agacées ». ■

Guy Musy

**N'oubliez pas de renouveler votre abonnement !  
MERCI !**

Edito



## Chaîne de solidarité

Le 30 septembre 2005. Nous nous rassemblons à quelques-uns place Bel Air, au centre de Genève, pour préparer l'action symbolique de solidarité avec les victimes de l'apartheid qui se tiendra non loin de-là.

L'oreille rivée à son portable, un passant lorgne du coin de l'œil les banderoles que l'un d'entre nous, un jeune militant, brandit avec conviction. Le téléphone refermé, il échange quelques mots avec ce militant et lui promet de venir nous rejoindre un peu plus tard. Cet échange de paroles a lieu dans un anglais aux intonations d'Afrique australe, car le porteur de banderoles est zimbabwéen et le passant, apprendrons-nous plus tard, sud-africain.

Il tiendra sa promesse : durant une heure, il distribuera des tracts aux côtés d'anciens du MAS', de membres du parti Solidarités ou de l'association Noé21 qui se succéderont devant le siège du Credit Suisse Group et de l'UBS.

Voilà déjà un beau signe, mais l'anecdote ne s'arrête pas là. Quelle n'est pas ma surprise d'entendre un permanent de la Déclaration de Berne, arrivé en renfort, s'exclamer à la vue de notre passant : « Zackie, comment vas-tu, mais que fais-tu là ? » Je ne suis pas plus avant leur conversation, mais ces deux-là ont l'air aussi contents qu'étonnés de se retrouver.

Après le départ de « Zackie », le permanent la DB me demande :

- Martyna, sais-tu qui c'était ?
- ...euh, un Sud-africain ?
- Exact, mais comment s'est-il joint à vous ?
- ...ben, on l'a rencontré juste avant, à l'arrêt du bus...
- Tu ne réalises donc pas qui c'était ? Zackie Achmat, un des fondateurs de la *Treatment Action Campaign*, une grande figure en Afrique du Sud. Il a failli payer de sa vie son combat en faveur de l'accès gratuit aux soins pour les sidéens. Je l'ai rencontré au Cap l'an dernier et je n'en reviens encore pas de l'avoir revu ici.

Effectivement, occupée à assurer le bon déroulement de notre manifestation, je n'avais pas pris garde à l'identité de la personne dont j'avais machinalement mis la carte de visite dans la poche, avec l'idée de lui envoyer ultérieurement des informations.

La présence de Zackie Achmat parmi nous a été l'une de ces petites perles que nous vult la Genève internationale. Une Genève où débarquent chaque jour tant de délégués de causes variées. Certains d'entre eux font partie de notre même « famille de pensée », proche ou éloignée, dispersée sur la planète. Il arrive que l'un ou l'autre entre en contact avec nous, volontairement ou fortuitement. Nous formons avec eux et tant d'autres une chaîne de solidarité. Un réseau de personnes et de groupes, connus ou inconnus, qui luttent pour un monde plus juste, ou moins injuste. Nous ne sommes pas seuls dans cette lutte. N'est-ce pas là une bonne nouvelle ? ■

1. Mouvement anti-apartheid suisse  
2. Pour en savoir plus : [www.tac.org.za](http://www.tac.org.za)

Martyna Olivet

Cotmec-info / 12-05/273-1

## WAKINUAR

### Une nouvelle arcade pour le commerce équitable

Depuis le mois d'octobre dernier, Genève abrite un nouveau magasin du commerce équitable. La concrétisation de plusieurs années de soutien à deux projets en Amérique latine, un en Bolivie, l'autre en Colombie. Visite guidée.

Dans le quartier de Plainpalais, au centre de Genève, des jeunes bénévoles se succèdent à l'accueil d'un nouveau magasin du commerce équitable. L'association Wakinaru, qui a donné son nom à l'arcade, est née de la volonté commune d'acteurs, au Sud comme au Nord, de créer un projet pour apprendre à consommer de manière responsable et aider par leur action des petits producteurs et des projets de solidarité en Colombie et en Bolivie.

#### Aide et valorisation

Ainsi, les bénéficiaires issus des ventes d'artisanat colombien sont en partie reversés à une institution pour aveugles et malvoyants d'un quartier pauvre de Bogota. Il s'agit aussi, à travers la promotion du travail de petits artisans, de montrer une autre facette de la Colombie que celle véhiculée par les médias : un pays où la créativité artistique est foisonnante et souvent

de belle qualité. Les objets proposés vont de la pure décoration à de l'utilitaire, le plus souvent avec des produits naturels comme des graines, du cuir ou encore de l'écorce.

#### Jeunes en formation

La vente de produits d'origine bolivienne est une opportunité pour soutenir la Casa Waki. Une institution socio-éducative basée à El Alto qui comporte plusieurs secteurs, dont celui des « Adolescents en chemin ». L'essentiel des vêtements, jeux et autre artisanat andin sont produits par des jeunes en apprentissage. De bonne qualité, ces objets ne sont pas concurrentiels sur place. Le magasin leur offre une possibilité d'écouler leurs produits et d'accroître ainsi les possibilités de formation sur place, tout en renforçant un commerce solidaire avec l'Amérique latine. La Casa Waki verse en effet un salaire à ces jeunes qu'ils

reinvestissent dans leur scolarisation.

#### Informier et sensibiliser

A Genève, les bénévoles du magasin Wakinaru ne se contentent pas de vouloir dégager des fonds pour alimenter leurs projets. Un accent très fort est mis sur la sensibilisation à la consommation responsable et au commerce équitable. Toute une partie du magasin est dédiée à une riche information sur les conditions de fabrication des divers objets, les projets dans lesquels ils s'ancrent ainsi que le circuit de commercialisation. Chaque vendeur bénévole a été dûment formé et la plupart sont déjà actifs ou sympathisants de l'un ou l'autre des projets. Les fondateurs de Wakinaru souhaitent aussi pallier à l'absence de choix pour pouvoir acheter « équitable » en dehors

des Magasins du Monde. Les projets futurs cherchent à élargir la palette de choix proposé à des produits usuels comme des habits et surtout des chaussures fabriquées dans des conditions justes, respectueuses de l'environnement et éthiques. A l'approche des fêtes de Noël, un détour par l'arcade de ce magasin semble tout indiqué. ■

Martyna Olivet



## Volontaires pour la paix !

#### Contexte de départ

L'envoi d'expatriés du Nord dans les pays du Sud a pendant longtemps été un instrument important de la coopération internationale. C'était alors l'âge d'or d'une politique de transfert unilatéral de connaissances et d'une définition de la modernité exclusivement occidentale. Heureusement les temps changent. Malgré les inerties et le poids des habitudes, les milieux de la coopération évoluent et les cadres locaux compétents y jouent un rôle grandissant. Mais, malgré ces mutations, le déséquilibre matériel entre coopérants et population locale ainsi que la survalorisation des compétences des expatriés est encore trop souvent outrageant, poursuivant ainsi une œuvre redoutable de colonisation des imaginaires.

#### Evolution d'une pratique

Faut-il dès lors abandonner définitivement l'envoi de personnes du Nord dans des projets au Sud ? Au contraire, répondent les organisations actives dans l'envoi de volontaires, qui relè-

vent l'extraordinaire richesse des expériences interculturelles suscitées par ces échanges, lorsqu'ils sont basés sur la solidarité et le respect mutuel. Le réseau de l'« Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs »<sup>1</sup> vient ainsi de publier une étude<sup>2</sup>, reflet des visions du Nord comme du Sud, qui souligne la pertinence de l'envoi de volontaires du Nord dans le cas spécifique de projets de promotion de la paix. La conviction de ce réseau - qui réunit des individus engagés de la société civile du Burundi, de la RDC, du Rwanda ou de la diaspora - est que la région possède un réel potentiel de paix qu'il s'agit de mettre en valeur.

Pour s'insérer dans une telle dynamique, « le volontaire du Nord sera lui-même un acteur de la paix » et « son travail technique sera un support au travail de dialogue et de médiation au sens large ». Bien entendu, au-delà des indispensables compétences techniques qui justifient le départ, l'approche humaine se révèle déterminante : c'est l'humilité face aux changements que son propre travail peut amener, la proximité avec les populations

et l'ouverture à l'altérité qui lui confèrent sa crédibilité. Ainsi, de par sa position décentrée face au conflit, le volontaire peut jouer un rôle d'interpellation face aux clivages identitaires, de témoin en tant que « pont » culturel, et de catalyseur dans le processus d'émergence de solutions endogènes positives.

#### Cadre stratégique

Si les exigences sont élevées pour les volontaires, les organisations d'envoi se doivent d'inscrire un volontariat pour la paix dans un cadre plus large et une stratégie cohérente qui stimulent le dialogue et l'interconnaissance, tant au niveau personnel qu'institutionnel. Un tel cadre doit permettre d'ancrer le lien de partenariat dans des valeurs communes et de confiance réciproque sur le long terme. Car, dans la complexité d'une situation de conflit, une intervention mal encadrée risque de diluer, voire de détourner, les objectifs du projet qui pourrait alors être identifié comme partisan. C'est aussi pourquoi, dans son positionnement, le volontaire doit s'attacher à exercer une neutralité active, constructive mais non

partisane.

L'envoi de volontaires pour oeuvrer à la promotion de la paix présente incontestablement des risques. Si ceux-ci doivent être prévenus, ils sont néanmoins inhérents au pari qui est fait ici. Celui de croire que c'est dans la magie du lien humain que réside le réel potentiel de paix et de développement. ■

Jérôme Strobel

<sup>1</sup> Ce projet de promotion de la paix, créé à Genève en avril 2003 par des ressortissants de la région, vise à réunir en réseau des leaders de la société civile issus de la région des Grands Lacs et de la diaspora, engagés personnellement pour la paix. Pour plus d'informations: jerome.strobel@eip.ch

<sup>2</sup> L'étude « Des volontaires pour la paix dans les Grands Lacs » peut être commandée à info@initiative-de-geneve.org

## Brésil

### Face à un monde politique dans la tourmente, la société civile tente de s'organiser

Déception au Brésil ! Le gouvernement de Lula n'est pas en mesure de tenir ses promesses. D'autant qu'il doit faire face à de multiples accusations de corruption. Entretien avec Dom Tomas Balduino, président de la Commission pastorale de la terre (CPT), lors de son récent passage à Genève.

«Les mensualités». Au Brésil, le mot revient sans cesse dans les conversations. Sur le ton de la plaisanterie, amère, quand on constate que l'argent fait défaut pour tel ou tel besoin urgent dans le domaine de la santé, de l'éducation, etc. «Les mensualités», ce sont les dizaines, les centaines de milliers, voire les millions de reals<sup>1</sup> versés à des députés contre leur vote. Ou pour leur campagne électorale.

«Le PT (Parti des Travailleurs) de Lula est entré dans le même système que les autres partis : il a cherché à obtenir des appuis et des alliances avec de l'argent», dit Dom Tomas Balduino. Dom Tomas a été l'évêque de Goiás pendant 31 ans. Aujourd'hui, alors qu'il va fêter son 83<sup>ème</sup> anniversaire, il préside la Commission pastorale de la terre (CPT), un organe de la conférence épiscopale brésilienne. Certes, les accusations sont portées par des députés qui ont commis les mêmes fautes que ceux qu'ils accusent. «Elles sont sérieuses, mais tous les partis sont impliqués et non seulement le PT», souligne l'évêque. L'ennui, c'est que le PT a justement prétendu être différent des autres et a fait de l'honnêteté son cheval de bataille. Cependant, ajoute Dom Tomas, il y a PT et PT. «Il y a des dirigeants qui le pouvoir a corrompus. Et la base qui continue une histoire de trente ans.»

#### La dette ou la réforme agraire

Pour Dom Tomas Balduino, Lula avait déjà pris ses distances par rapport aux exigences sociales avant cette crise. «Son gouvernement respecte les engagements souscrits envers le capital international. Il considère le paiement de la dette extérieure comme une priorité.» Ainsi, il ne reste guère de ressources pour améliorer le sort des cinquante millions de Brésiliens démunis dans un pays regorgeant de richesses.

Plus spécifiquement, la réforme agraire, que la Commission pastorale de la terre et les organisations paysannes réclament à cor et à cri, est quasiment en panne. «Elle avance très lentement et tout ce que nous avons obtenu jusqu'à présent l'a été à la suite

de pressions. On ne voit pas le gouvernement prendre les devants : pour obtenir une terre, il faut l'occuper. Cela génère de la violence et un énorme retard dans le processus.»

Doha» de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui devrait être relancé les 13 et 14 décembre à Hongkong (mais les augures sont pessimistes). Elle effraie les paysans du Nord et



Pour obtenir les devises qui permettent d'assurer le service de la dette, le gouvernement brésilien appuie les planteurs de soja, de canne à sucre, d'orangers (pour le jus), de coton ou d'eucalyptus (pour la cellulose). «Ces monocultures ravagent l'environnement et provoquent la désertification. Et l'argent qui entre ainsi au Brésil tombe entre les mains d'un petit nombre de personnes», relève Dom Tomas.

#### Petits paysans suisses et brésiliens, même combat ?

«Les agriculteurs brésiliens tireraient un large profit d'une réduction éventuelle, de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne, de leurs droits de douane sur les importations agricoles et de leurs aides à l'exportation», concluent les experts de l'OCDE<sup>2</sup> dans un récent rapport. Cette réduction entre dans le cadre du «cycle de

tout particulièrement ceux de notre pays.

La prospérité de l'agriculture brésilienne a contribué à la diminution de la pauvreté dans le pays, affirme l'OCDE, mais, ajoute-elle, le rythme de cette diminution aurait été bien plus élevé si l'augmentation de la richesse agricole n'avait essentiellement profité aux agriculteurs les plus aisés. C'est bien ce que Dom Tomas Balduino reproche au système. «L'ouverture des marchés extérieurs ne concerne pas le peuple brésilien. C'est l'affaire des grands groupes et des multinationales. Outre les dommages environnementaux qu'il provoque, l'agrobusiness représente un obstacle pour la réforme agraire.» Il n'y a donc pas de contradiction entre les intérêts des petits paysans suisses et brésiliens ? «Au contraire, ils pourraient s'unir.» ■

Michel Bavarel

1. Un real vaut environ 60 centimes suisses.  
2. Organisation de coopération et de développement économiques, citée dans Le Monde du 8 novembre.

#### Une assemblée populaire pour un nouveau Brésil

Fin octobre, huit mille militants d'une quarantaine de mouvements, dont la CPT et d'autres «pastorales sociales», ont tenu une «assemblée populaire pour un nouveau Brésil» à Brasilia. «Ce qui est clair pour nous, et c'est un fruit de cette crise, c'est que la société civile doit compter sur elle-même, au lieu de regarder vers le Palais présidentiel», commente Dom Tomas Balduino. «Nous allumons un feu, un feu qui ranime l'espérance, qui écarte la déception, un feu qui illumine les chemins du Brésil que nous voulons», a déclaré Dom Demétrio Valentini à l'ouverture de cette assemblée. Cet évènement - qui a été l'hôte, en Suisse, de l'une de nos campagnes de carême - soulignera plus tard, en faisant le bilan de l'assemblée, l'importance prise par la dimension écologique. «Il est inacceptable que nos régions soient menacées de destruction, au nom du «progress» capitaliste. A qui ce soi-disant progrès sert-il ? Pas à la majorité de la population», souligne le document final de la rencontre. L'assemblée populaire a élaboré un programme des luttes à venir. «La crise révèle que les Brésiliens n'ont pas foi dans les politiciens actuels. Nous devons lutter pour des changements», dit-elle. Des changements qui pourraient prendre la forme de mécanismes de démocratie directe. On demande, entre autres, un audit de la dette extérieure et une augmentation substantielle du salaire minimum. On se prononce contre les accords de libre-échange, pour la réforme agraire et la démarcation des terres indigènes et pour des finances publiques consacrées prioritairement à la santé et l'éducation. ■

M.B.